

D^r n^o 1778

Affaire Bonningue

maiton à Hellemmes

19 rue du Chevalier de la Dame

dommages de guerre

Compte EIP1 n^o 7891

affaire terminée
M^r Bonningue a
remboursé la somme
de 627 85⁺ montant
du minime

ne
ur
le
si
ao-
es.
nités
la
NE.

Lille - 19 octobre 1946

560
Helleumes

19 rue du
chevalier
de la Barre.

L. Bonniquet
30 rue Camartin
à Lille

à Monsieur le Chef du Domaine
de la S.N.C.F.

Monsieur,

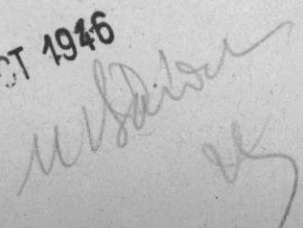
La S.N.C.F., qui a pris en location
l'immeuble désigné ci contre, a fait
effectuer à mon compte la réparation
des dommages de guerre.

Les travaux ont été faits en Juin 1945
et je n'ai pas encore reçu les factures
ou les documents nécessaires pour me
permettre d'obtenir la partant de la
participation de l'Etat.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir
bien intervenir pour hâter l'envoi de
ces pièces.

Veuillez agréer, Monsieur,
l'expression de mes sentiments distingués.



22 OCT 1946


BL



Paris le 8 Décembre 1947

na 25. N.
12 DEC 1947

Monsieur le Chef du service de
la comptabilité Générale & des Finances
(virement postaux)

V. B. N. Gd. N.
n° 1778 D.R.

M. Bonningue, demeurant à Lille, 30
rue Baumartin nous avise du versement
de la somme de 51.514⁰⁰, par virement
n° 23 de son compte chèques postaux n°
635.28 de Lille au compte chèques postaux
de la S.N.C.F. n° 559 à Paris. (virement
effectué le 1^{er} Décembre courant).

La S.N.C.F. ayant intérêt à connaître sans
retard ce versement, je vous serais obligé
de m'en aviser dès que possible.

Le Chef du Domaine

AT CEF M.
M. 12/12/47

Frank

en retour à

S. N. C. F.

SERVICE DE LA
COMPTABILITÉ GÉNÉRALE
ET DES FINANCES

Division Centrale
de la Comptabilité Générale

Subdivision du Mandatement

Bureau des Mandats et Recette

49, RUE DE LONDRES

PARIS-8

EN RETOUR

à

Fma2 n°

2908

Monsieur le Chef du Service de
la Voie et des Bâtiments (Domaine)
de la Région du NORD

en lui faisant connaître que la somme
de F.51.514,- en cause, encaissée sui-
vant avis d'imputation C2 P.3712 du 8
Ct. sera passée au crédit de son Service
par facture de relation au titre du mois
comptable de Décembre 1947

Le Chef du Service

Paris, le 18 Décembre 1947

Le Chef de la Subdivision du Mandatement

mmmp

24 DEC 1947

M. Barolet

Loyers

du 1-8-45 au 31-12-45

20 83,30

année 1946

5000, ,,

du 1-1-47 au 31-7-47

2500, ,,

Impôts

Compté du 1/7 au 31/7/47

42

1946

650, ,,

1947

796 ,,

11.029,30

42

M. Dominique, aux termes
du mémoire du 13-3-47 nous
doit 62.785⁰⁰

11.121

11.071

A la suite de la vente, le solde est
exigible et se monte à

62.785

6278

- 11.029

11.071

51.614

51.756

51.514

l'acquéreur devrait rembourser à l'ancien
propriétaire un précompte d'impôt de pmi le 1/8/47



Paris le 8 Décembre 1947

V.B.N. Gd-N.
n° 1778 D.R.Monsieur le Chef du Service de
la Comptabilité Générale & des Finances
(virements postaux)

M. Bonninque, demeurant à Lille, 30
rue Baumartin, nous avise du versement
de la somme de 51.514⁺, par virement
n° 23 de son compte chèques postaux n°
635.28 de Lille au compte chèques postaux
de la S.N.C.F. n° 559 à Paris. (virement
effectué le 1^{er} Décembre courant)

La S.N.C.F. ayant intérêt à connaître sans
retard ce versement, je vous serais obligé
de m'en aviser dès que possible.

Le Chef du Domaine

H.M.

Général, vous aura avisé du versement
vous pourrez procéder à la liquidation
du compte E.P. que vous avez ouvert.

Le Chef du Domaine



Paris le 8 Décembre 1947

V.B.N. Gd-N.
n° 1778 D.R.Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité V.B.

Réparation de la maison sise à Hellemmes,
19 rue du Chevalier de la Barre - mise en
location de M. Bonninque. (Votre mémoire
du 13 Mars dernier - compte E.P. n° 7891)

Par votre lettre du 1^{er} courant M. Bonninque
nous avise du virement à notre compte chèques
postaux de la somme de 51.514⁺ qui jointe
au montant des loyers et charges (échus au
1^{er} juillet 1947) dont je compte ici-dessous, nous
couvre exactement de nos dépenses.

Loyers:

- du 1-8-45 au 31-12-45 - 2.083⁺
- année 1946 - 5.000
- du 1-1-47 au 31-7-47 - 2.742

Impôts

- année 1946 - 650
- - 1947 - 796

11.271⁺... 11.271⁺Virement51.514⁺

Montant égal à votre mémoire

62.785⁺

Dès que le Service de la Comptabilité

Lille. 15^e & 1947

L. Bonningue

30 rue Caumartin à Lille

à Monsieur Tassier

Chef du Domaine S.N.C.F.

18, rue de Dunkerque
à Lille.

Monsieur,

En réponse à votre lettre
V.B.N. Ch. N. n° 1715 D.R. du
20 novembre 1947 relative à la
maison sise à Hellemmes,

19 rue des Chevaliers de la Barre,
j'ai le honneur de vous informer
que j'ai effectué à Paris, par
virement n° 23 de mon compte
chèque postal n° 635.28 Lille,
le paiement de la somme de
51514^{fr} au compte chèque postal

S.N.C.F. n° 559.40 Paris.

Comme vous l'avez demandé, j'ai
porté au verso du chèque de virement
les références nécessaires à l'identification.
Veuillez agréer, Monsieur, mes
salutations distinguées.



3 DEC 1947
M. Bardet

ou 2 mois, je vous demanderai, afin
de ne pas retarder le versement du loyer
au nouveau propriétaire, de me faire
connaître la date deudit versement et
toutes indications me permettant d'en
trouver trace au compte de la S.N.C.F.

Agreez, Monsieur, l'assurance de ma
considération distinguée.

Le Chef du Dom.

(1) Date, des versements
compte n° 1778 D.R.

Dr

Paris 21 Novembre 47

Monsieur L. Bonningue
30 rue Baumartin
à Lille (Nord)

V.B.N. Gd. N.
n° 1778 D.R.

Monsieur,

Suite à votre lettre du 15 courant
relative à la maison sise à Hellennes,
19 rue du Chevalier de la Barre.

Vous pourriez nous régler la somme
de 51.514⁺ par virement à notre compte
chèques postaux "Paris n° 559-30"
en indiquant de façon précise sur la
partie destinée à la S.N.C.F. la libération
nécessaire à l'identification du règlement
"V.B.N. Gd. N. n° 1778 D.R. Rem-
boursement de travaux consécutifs à dom-
mages de guerre".

L'avis de ce versement ne devant toutefois
pas être notifié à mon service avant 1 min 1/2

Lille. 15 nov^{bre} 1947

L. Bonningue
30 rue Caumartin
Lille.

Monsieur Vallée
Chef du Domaine N.C.F.
Paris.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous
accuser réception de votre
lettre V.R. N. S^d N^o 1778 D.R.
relative au paiement de la
somme de 51514^f. au titre des
réparations effectuées dans
l'immeuble sis 19 rue du Châleau
de la Barre à Hellebroux.
A défaut de compte en banque
Je désirerais effectuer ce
paiement soit par chèque
postal soit par virement
postal.

Je vous serais obligé de
pouloir bien, dans le premier
cas, m'indiquer l'adresse

du bénéficiaire du chèque
et, dans le second cas, le
n° du compte chèque postal
à créditer.

Veuillez agréer, Monsieur,
mes salutations distinguées.



17 NOV 1947
M Bardet



Lille - 10 octobre 1947

L. Bronnigues

30 rue Cammartin à Lille

à Monsieur le Chef du Domaine

Région Nord.

Hellennes

19 rue du
Chevalier
de la Barre

Par lettre d'autre part, je vous
informe que j'ai rendu à mon
frère : Edgar Bronnigues

Commerçant à Hallennes par Wignies
Pas de Calais

à dater du 1^{er} août 1947, l'immeuble
désigné en marge.

Cet immeuble, sinistré par fait de guerre,
a été réparé par la S.N.C.F. et, aux termes
de notre accord, je dois rembourser à la
S.N.C.F. la somme restant due.

Je vous serais obligé de m'en adresser le
décompte étant entendu que le loyer
à partir du 1^{er} août 1947 est dû au nouveau
propriétaire.

Veuillez agréer, Monsieur, mes
salutations distinguées.

P.S. En raison du dépôt tardif des
factures, les dommages de guerre de
cet immeuble réparé début 1945 ne
m'ont pas encore été remboursés !!



13 OCT 1947

Départs :

Loyers :	9.525 ⁰⁰	62.785 ⁰⁰
Intérêts, annuité 1946	1.500 ⁰⁰	
1947	1.960 ⁰⁰	
	<u>11.071⁰⁰</u>	<u>41.041⁰⁰</u>
Reste :		<u>51.814⁰⁰</u>

Conformément aux termes de mon avis
(voir lettre du 26 juin 1945) cette somme
est actuellement exigible et je vous en suis
obligé d'en faire parvenir le montant à
la S.N.C.F. en un chèque, sans délai, à
mon adresse à Marseille.

Dès ce versement le loyer sera réglé
par trimestre et d'avance, entre les mains
du nouveau propriétaire, à compter du 1^{er} janvier.

Chaque fois le propriétaire aura versé
impuls à son compte la totalité des impôts
pour 1947; vous aurez donc à tenir compte à
votre acquiescement de la part. s'appliquant
depuis le 1^{er} avril dernier.

Je vous prie, Monsieur, d'agréer l'assurance de
ma considération distinguée.

Hamelin

Paris 12 novembre 47

Monsieur L. Benningue
30 rue Lemaître
à Lille (Nord)

V. B. 17/18 D.R.

Monsieur,

En suite à vos lettres du 10 octobre
dernier, j'ai l'honneur de vous faire
connaître que j'ai pris note de la
communication que vous m'avez faite à M. Léon
Benningue de la mise en location à
long terme, d'une des chambres de
ma maison.

Je vous prie de m'adresser le détail de votre
compte à l'effet de l'acquiescement du 31 juillet 1947.

Mentions des travaux effectués pour
votre compte (mémoire du 13/3/1947) 62.785⁰⁰

et déduire :

Loyers :	du 1-8-45 au 31-12-45	10.550 ⁰⁰
annuité 1946		1.500 ⁰⁰
du 1-1-47 au 31-12-47		2.500 ⁰⁰
des premiers loyers		42 ⁰⁰
	<u>14.592⁰⁰</u>	

62.785⁰⁰

DUPLICATA

Paris, 18 Septembre 47

Monsieur Louis BONNINGUE,

30 rue Caumartin

V.B.N. gd
I778 DRà LILLE (Nord)

I annexe

Monsieur,

En réponse à votre lettre du 16 courant, je m'empresse de vous informer que je ne puis que vous laisser le soin de régler à Monsieur le Percepteur d'Hellemmes la somme de 786 francs qu'il vous réclame pour impôts grévés, en 1947, la maison vous appartenant à Hellemmes, 19 rue du Chevalier de la Barre.

S'il est exact, en effet, qu'aux termes du bail consenti par vous à la S.N.C.F. le 24 Octobre 1945, celle-ci doit vous payer un loyer annuel de 5.000 francs, plus les impôts, il n'en est pas moins vrai que par lettre du 26 Juin 1945, vous vous êtes engagés à nous rembourser, par voie d'exonération du paiement du loyer et des charges le montant de la dépense engagée par elle pour réparation des dommages de guerre, dépense qui s'est élevée à 62.785 francs, ainsi qu'il résulte du mémoire que je vous

adressé le 15 Mars dernier.

Par ailleurs, le décompte des sommes
dûes par la S.N.C.F. s'établit ainsi:

loyer du 1/8 au 31/12/45.....	2083,30
loyer du 1/1 au 31/12/46.....	5000
impôts 1946.....	650
loyer du 1/1 au 31/12/47.....	5000
impôts 1947.....	796

soit au total.....13529,30

Vous resterez donc nous devoir le 1er
Janvier 1948, la somme de 62.785-13.529,30
=49.255 francs,70.

Ci-joint, en retour, l'avertissement
que vous avez bien voulu me communiquer.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma
considération distinguée.

/ Le Chef du Domaine



que vous recevrez de l'Etat au titre des
dommages de guerre immobiliers, jusqu'à
concurrence de la somme de 62.785^{fr}, montant
du mémoire, et compte tenu des créances
de soins et charges au jour du règlement
définitif.

Après, Monsieur, l'assurance de ma
considération distinguée.

g. Wallon

85

Paris

15 Mars

47

Monsieur Bonningue
30 rue Baumartin
à Lille (Nord)

S. B. N. ex. N.
n° 1778

Monsieur,

Suite à votre demande et à l'entrevue
que vous avez eu avec un fonctionnaire de
mon service, je vous adresse sous ce pli, en
deux exemplaires, le mémoire des travaux
exécutés par la S.N.C.F., pour votre compte,
dans la maison 19 rue du Chancelier de la
Pauvre.

Le mémoire sera à déposer à l'appui de
votre dossier au M.R.U. Vous voudrez bien y
joindre le devis détaillé des travaux exécutés
dans ledit immeuble.

Conformément à notre accord vous voudrez
bien rembourser à la S.N.C.F. les indemnités

Paris, le 13 Mars 1947.

VB/Ngc (Bi)

560

Hellemmes

Remise en état de
la maison sise 19
Rue du Chevalier de
la Barre

M^r Bonningue
propriétaire

F. A. P. n^o 8043

Monsieur le Chef
de la Section du Domaine,

Comme suite à votre lettre du
3 Décembre dernier, veuillez trouver
ci-joint, en triple exemplaire, le
mémoire, s'élevant à la somme de
62.785^f, des dépenses faites pour
l'exécution des travaux visés en
marge.

Le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité

14 MARS 1947
M. Bardet

Reçu

RD

Mémoire des travaux exécutés par la Société Nationale
des Chemins de fer Français pour la remise en état de la
maison endommagée par faits de guerre, dont elle est
locataire, sise à HELLEMBES, 19 Rue du Chevalier de la
Barre, pour le compte de M. BONNINGUE, propriétaire, demeu-
rant 30, Rue Caumartin à LILLE (Nord)

R. C. SEINE 276.448 B

Septembre
1945

à
Mai
1946

TRAVAUX A L'ENTREPRISE

Entse J. LECOMTE - Remise en état du logement	pour	48.983,-
Entse DEWAILLY - Travaux de cou- verture	forfait	9.358,-
Entse BAUER -- Réparation d'une persinne mécanique	"	4.444,-
Total		62.785,-

Le présent mémoire, dont le règlement a fait l'objet d'un
accord passé avec M. BONNINGUE, montant à la somme de SOIXANTE
MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT CINQ Francs, certifié conforme aux
écritures de la S.N.C.F. (Région du Nord) par le Chef de la
Subdivision de la Comptabilité soussigné, qui certifie, en outre,
que les factures ont été acquittées à ce jour aux entrepreneurs
intéressés.

PARIS, le 13 Mars 1947

[Signature]

Lille - 18 février 1945

Hellennes

Reparation du
logement
19 rue du
Chevalier de la Barre
à Hellennes.

Comme Le Chef du Domaine,

La maison sise à Hellennes
19 rue, du Chevalier de la Barre,
appartenant à M. Bonniquet, 30 rue
Cannartin à Hellennes et endommagée
par faits de guerre a été réparée par
la S.N.C.F. conformément à un accord
intervenue en août 1945.

Le propriétaire me demande de lui
communiquer les factures ou les documents
nécessaires pour lui permettre de réclamer
le montant de la participation de l'Etat.

Je vous prie de vouloir bien me les faire
parvenir.

Le projet, pour lequel le C.E.P. 7891 a été
ouvert, a fait l'objet, pour ce qui concerne
la S.N.C.F., des commandes

Lecompte n° 2888 du 28-8-45 : 48983'..
et Dewailly n° 2907 du 28-8-45 : 9358'..

14 FEV 1945

Ch. d'Approubation

[Signature]

Paris, le 3 Décembre 1946

560

V.B.N.Gx- N -
n°1778 D.R.

Monsieur le Chef de la Subdivision de la
Comptabilité V.B.

En vue du logement de M. Fouache, Chef de District "R" nous avons pris en location une maison sise à Hellemmes, 19 rue Chevalier de la Barre, appartenant à M. BONNINGUE, Inspecteur au Scc V.B. à Lille, demeurant 30 rue Caumartin à Lille.

Cette maison, endommagée par faits de guerre, a été remise en état par les soins de la S.N.C.F. et cette opération a fait l'objet de l'ouverture d'un compte de dépenses E1P1 n° 789.

*en trois
et complais*
*Pour me permettre de faire parvenir à M. Bonningue les
pièces nécessaires au dépôt de son dossier au M.R.U. je vous
demanderai de me faire parvenir le mémoire de toutes les
dépensées pour cette remise en état.*

Ce mémoire pourrait être rédigé sur votre imprimé habituel auquel il serait cependant nécessaire d'apporter les modifications suivantes :

1°- supprimer "DOIT"

2°- indiquer en entête - MEMOIRE des travaux exécutés par la Société Nationale des Chemins de fer Français, pour la remise en état de la maison endommagée par faits de guerre, dont elle est locataire, sise à Lille, 19 rue du Chevalier de la Barre, pour le compte de M. Bonningue, propriétaire demeurant à Lille, rue Caumartin.

3°- mettre à la fin - Le présent mémoire, dont le règlement a fait l'objet d'un accord passé avec M. Bonningue, pour un montant à la somme de _____, conforme aux écritures de la S.N.C.F. (Région du Nord) par le Chef de la Subdivision de la Comptabilité soussignée, qui certifie en outre que les factures ont été acquittées à ce jour aux entrepreneurs intéressés.

Je surveillerai par la suite l'encaissement des indemnités dommages de guerre par M. Bonningue et leur reversement à la S.N.C.F.

LE CHEF DU DOMAINE,
el

Paris, le 30 Juin 1945

V.B.N.Gx

(3 annexes)

Monsieur le Chef
d'Arrondissement V.B. à Lille.

Suite à votre lettre V.B.Nva 4/A du 25 Mai
der.

Je vous informe que Monsieur le Directeur
vient de donner son approbation à la prise en lo-
cation, par la S.N.C.F., de la maison sise à Hel-
lemmes, 19, rue du Chevalier de la Barre, desti-
née à l'habitation de M. Fouache, Chef de dis-
trict de 1^e classe "R" à Lille-Sud.

En vue de consacrer notre accord avec M. Bonningue
propriétaire, je vous prierais de lui remettre
la lettre ci-jointe réglant les conditions de
remise en état et de location de son immeuble
et dont vous trouverez une copie pour vos ar-
chives.

Je vous laisse le soin de compléter le der-
nier alinéa du recto de la lettre destinée à M.
Bonningue par le montant approximatif des travaux
(vous l'estimiez à 70.000 frs dans votre lettre
du 25 Mai, mais j'ai préféré laisser la somme en
blanc pour le cas où vous auriez à la modifier).

Vous voudrez bien réclamer à M. Bonningue
son accord écrit sur les conditions fixées (repre-
nant in extenso les termes de notre lettre) et me
le faire parvenir.

Avant exécution des travaux, il y aura lieu
de soumettre au propriétaire le devis desdits tra-
vaux, de lui en faire accepter le montant et de
m'adresser ensuite cette acceptation.

.....
-de vous assurer que l'immeuble n'est pas touché
par un projet d'urbanisme et que le propriétaire a
obtenu l'accord du service de la Reconstruction
pour la remise en état dudit immeuble.

Enfin, après la fin des travaux, vous voudrez bien faire établir un état contradictoire des lieux et m'en faire parvenir un exemplaire.

La fin des travaux devant servir de point de départ de la location, vous voudrez bien m'aviser immédiatement de celle-ci.

LE CHEF DU DOMAINE.

P.S. - Ci-joint également et à toutes fins utiles, une copie du devis des dommages causés à la maison.

R.C. Seine - n° 276.448 B.

XXXXXXXXXX

DUPLICATE

Monsieur,

Prise en location à

HELLEMES, 19, rue

du Chevalier de la

Barre, pour le loge-

ment d'un fonction-

naire.

V.B.N.Gx-

Suite aux pourparlers que notre service local a engagés avec vous au sujet de la prise en location par la S.N.C.F. d'une maison vous appartenant sise à Hellemes, 19 rue du Chevalier de la Barre et destinée à l'habitation d'un de ses fonctionnaires.

J'ai l'honneur de vous informer que la S.N.C.F. accepte cette location pour une durée de 3, 6 ou 9 ans à son choix, aux conditions qui seront reprises dans un bail à intervenir et moyennant un loyer annuel de 5.000 frs, plus le remboursement des impôts, - étant entendu toutefois que ce loyer pourra faire l'objet d'une révision amiable les... (dates d'expiration des deux premières périodes triennales) .. compte tenu de la valeur locative exacte des lieux loués à ces dates; cette révision aura lieu à la demande de l'une ou l'autre des parties, à charge par celle qui désirera la provoquer de prévenir l'autre par écrit au moins trois mois à l'avance.

Dans le cas où les deux parties ne pourraient se mettre d'accord au sujet de cette révision, chacune d'elles devra désigner un arbitre au plus tard le ou le (un mois avant l'expiration de la période considérée)... pour voir fixer les nouveaux loyers applicables pendant (période).... du présent bail; - en cas de désaccord entre les deux arbitres désignés à l'amiable, la décision appartiendra à un troisième arbitre désigné par Monsieur le Président du Tribunal compétent, à la demande de la partie qui aura provoqué la révision.

La maison en question ayant été endommagée par faits de guerre, la S.N.C.F. fera effectuer, par ses soins et pour votre compte, les travaux nécessaires à sa remise en état d'habitabilité qui sont évalués à environ.

XXX Monsieur BONNINGUE, 30, rue Caumartin à LILLE (Nord)

....

Le Président

La date de fin des travaux sera retenue comme point de départ de la location.

Le remboursement à la S.N.C.F. du coût des travaux sera effectué sans intérêt ni frais accessoires d'aucune sorte par voie d'exonération du paiement des loyers et des charges jusqu'à concurrence du montant de la dépense résultant du devis qui vous sera soumis avant exécution des travaux.

Toutefois, si vous receviez tout ou partie de l'indemnité vous revenant pour dommages de guerre avant que la S.N.C.F. ait été remboursée intégralement du montant de sa créance, cette indemnité devrait être reversée à la S.N.C.F. jusqu'à concurrence du montant des travaux non encore remboursés par voie d'exonération de loyers et de charges.

En cas d'incendie total ou partiel de l'immeuble, imputable à la S.N.C.F. en sa qualité de locataire, la fraction restant due au moment du sinistre sur le coût des travaux exécutés par nous pour votre compte viendrait en déduction du montant des dommages qui pourraient être mis à notre charge, la S.N.C.F. se considérant comme son propre assureur.

En cas de sinistre non imputable à la S.N.C.F. celle-ci se réserverait la faculté de réclamer cette fraction soit à tout tiers responsable, soit à vous-même si vous étiez couvert de ce risque par une Compagnie d'Assurances.

Il est bien entendu enfin que si vous veniez à vendre votre immeuble avant entière libération, la somme que vous resteriez alors nous devoir deviendrait de plein droit exigible dès la réalisation de la vente.

En vue de consacrer notre accord, je vous prie de m'accuser réception de la présente lettre en en répétant les termes in extenso.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

LE CHEF DU DOMAINE,

S.N.C.F.
Région du Nord
Service de la Voie
et des Bâtiements,
4^e ARRONDISSEMENT
LILLE
16, Rue de Tenremonde
Tél. 47 700

DH

LILLE le 2 AOUT 1945

560

Monsieur VEILLET
Chef de la Section du Domaine à
PARIS

V.B.N.va.4/A

HELLEMES

Immeuble 19 Rue du
Chevalier de la Barre

Suite à votre lettre V.B.N.gx du 20 Juin relative
à la prise en location par la S.N.C.F. de la maison sise
à HELLEMES, 19 Rue du Chevalier de la Barre.-

J'ai remis au propriétaire, Mr. BONNINGUE la
lettre réglant les conditions de remise en état et de
location de l'immeuble et vous adresse son accord écrit
et l'acceptation du devis des travaux.-

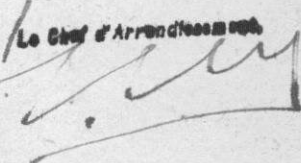
- 2 annexes -

Je vous confirme que l'immeuble n'est pas touché
par un projet d'urbanisme et que le propriétaire a
obtenu du service de la Reconstruction l'accord pour la
remise en état.-

Les travaux ont été terminés le 30 Juillet. La
location courra du 1^{er} Août.- J'ai pris note de vous
adresser l'état contradictoire des lieux.-

6 AOUT 1945
N

\$

Le Chef d'Arrondissement


Lille, 26 Juin 1945.

L. Bonninque. 30 rue Caumartin à Lille

à Monsieur Le Chef du Domaine
de la S.N.C.F. - Région du Nord.

Monsieur,

Comme suite à votre lettre du 20 Juin 1945 relative
à la prise en location par la S.N.C.F. d'une maison
m'appartenant sise à Hellebrune, 19 rue du Châtelier de
la Barre, j'ai l'honneur de vous informer que j'accepte
la location pour une durée de 3, 6 ou 9 ans au choix de
la S.N.C.F., aux conditions qui seront reprises dans un bail
à intervenir et moyennant un loyer annuel de 5000^{fr.} plus
le remboursement des ^{et charges} ~~impôts~~ - étant entendu toutefois que
ce loyer pourra faire l'objet d'une révision amiable aux
dates d'expiration des deux premières périodes triennales,
compte tenu de la valeur locative exacte des lieux loués
à ces dates, cette révision aura lieu à la demande de
l'une ou l'autre des parties, à charge par celle qui
décidera la provoquer de prévenir l'autre par écrit au
moins trois mois à l'avance.

Dans le cas où les deux parties ne pourraient se
mettre d'accord au sujet de cette révision, chacune d'elles
devra désigner un arbitre au plus tard un mois après
l'expiration de la période considérée pour fixer les
nouveaux loyers applicables pendant la période suivante du
bail ; - en cas de désaccord entre les deux arbitres désignés
à l'amiable, la décision appartiendra à un troisième
arbitre désigné par Monsieur le Président du Tribunal

compétent et la demande de la partie qui aura
provoqué la révision.

La maison en question ayant été endommagée par fait
de guerre, la S.N.C.F. fera effectuer par ses soins et pour son
compte les travaux nécessaires et se rendra en état
d'habitabilité qui sont évalués à 60000^f. environ.

La date de fin des travaux sera retenue comme point
de départ de la location.

Le remboursement à la S.N.C.F. du coût des travaux
sera effectué sans intérêt ni frais accessoires d'aucune sorte
par voie d'exonération du paiement des loyers et des charges
jusqu'à due concurrence du montant de la dépense résultant
du devis qui me sera soumis avant exécution des travaux.

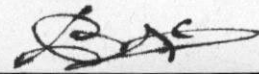
Toutefois si je recevais tout ou partie de l'indemnité
me revenant par dommages de guerre avant que la
S.N.C.F. ait été remboursée intégralement du montant
de ses créances, cette indemnité devrait être reversée
à la S.N.C.F. jusqu'à due concurrence du montant des
travaux non encore remboursés par voie d'exonération des
loyers et des charges.

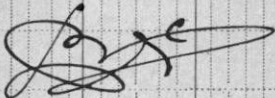
En cas d'incendie total ou partiel de l'immeuble imputable
à la S.N.C.F. en sa qualité de locataire, la fraction restant due
au moment du sinistre sur le coût des travaux exécutés
par la S.N.C.F. pour mon compte viendrait en déduction
du montant des dommages qui pourraient être mis à
votre charge, la S.N.C.F. se considérant comme son propre
assureur.

En cas de sinistre non imputable à la S.N.C.F. celle-ci se
réservait la faculté de réclamer cette fraction soit à tout
tiers responsable, soit à moi-même si j'étais couvert de
ce risque par une Compagnie d'Assurances.

Il est bien entendu que si je parviens à vendre mon
immeuble avant entière libération, la somme que je resterais
alors mon devoir deviendrait de plein droit exigible dès la
réalisation de la vente.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération
distinguée.



N ^{os} D'ORDRE des PRIX	N ^{os} DE LA SÉRIE de PRIX	INDICATION DES OUVRAGES	DÉSIGNATION DE L'UNITÉ	QUANTITES	PRIX	DÉPENSES	OBSERVATIONS
		Remise en état suite à dommage de guerre de la maison située à Helleuwer 19 rue du Chevalier de la Barre et appartenant à L. Bonniquie 30 rue Camurartin à Lille.					
		<u>Devis estimatif approximatif</u>					
		Règnerie			24300.		
		Reinuerie et divers			18000.		
		Peinture & vitrerie			6250.		
		Couverture & zinguerie			9200.		
		Peinture mécanique			3000.		
		Total			<u>60850.</u>		
		Accepté par le propriétaire Bonniquie.					
		Lille, le 30 juin 1945.					
							

Copie à M. PARADIS

PARIS, le - 6 JUIN 1945

13 Juin 1945
Rép. L. 1 n° 991
pièce 2

VB/N ex

Monsieur le Directeur,

En vue du logement de M. FOUACHE, Chef de district R à LILLE-SUD, qui n'a encore pu se loger à Lille depuis sa nomination le 1^{er} octobre 1944, nous nous sommes mis en rapport avec M. BONNINGUE, propriétaire d'une maison située à HELLEWES, 19 rue du Chevalier de La Barre, comprenant 5 pièces principales et dépendances.

Cette maison a été endommagée par faits de guerre et sa remise en état doit entraîner une dépense de 70.000 francs environ.

Le propriétaire laisserait à la S.N.C.F. le soin d'exécuter les travaux nécessaires et accepterait d'en rembourser le coût par exonération du paiement des loyers et versement à la S.N.C.F., jusqu'à due concurrence, de son indemnité de dommages de guerre.

de la ville
Le bail aurait une durée de 3, 6 ou 9 ans, au choix de la S.N.C.F. avec clause "fonctionnaire" et le loyer serait de 5.000 frs par an plus les impôts (500⁰ environ), avec révision possible chaque année sur demande de l'une ou de l'autre des parties.

Ces conditions de location étant raisonnables, je vous prie d'autoriser la remise en état et la prise en location de la maison dont il s'agit.

Le Chef du Service
de la Voie et des Bâtiments

Signé : GUILLAUME

BOURGOIN CONTINGENT
- 6 JUIN 1945
P. LE CHIEF DU SECRÉTARIAT V.B.

- 7 JUIN 1945

S. Le Tell

Accord de M. le Directeur
du 9.6.
sur original classé aux
archives V.B. le 20.6.

LILLE, le 6 Avril 1945.

VBN.va4/A

HELLEMES

Immeuble

Monsieur DEMAUX

19 Rue du Chevalier de la Barre

Chef de la Division de l'Entretien

Projet de prise en
location par la S.N.C.F.

à P A R I S

J'ai l'honneur de vous proposer la prise en location,
pour attribution à un agent astreint, d'une maison située à
HELLEMES, 19 Rue du Chevalier de la Barre, à proximité immédiate
du dépôt de Fives et des Ateliers d'Hellemmes.

Cette maison appartient à M. BONNINGUE Louis,
30 Rue Cammartin à LILLE.

Elle comporte :

au sous-sol : une cave
au rez-de-
chaussée : couloir, salon, salle à manger et cuisine.
au 1er étage : 2 chambres
au 2^e étage : 1 chambre et 1 grenier
une cour, un hangar et un W.C.
suivant plan ci-joint.

Le propriétaire est dégagé de toute obligation vis-
à-vis de l'ancien occupant.

La remise en état de l'immeuble, sinistré par fait
de guerre, nécessitera une dépense d'environ 19.000 F valeur 1939
suivant détail estimatif annexé.

Le propriétaire, qui accepte que les réparations
soient effectuées par la S.N.C.F., consent à rembourser ces dépenses
en abandonnant totalement la perception des loyers et en s'engageant
au besoin à reverser jusqu'à due concurrence les sommes qu'il tou-
chera au titre d'indemnités de dommages de guerre au fur et à mesure
de l'encaissement des dites indemnités.

Il accepte un bail de 3,6 ou 9 ans au choix de la
S.N.C.F. et la "clause fonctionnaire" qui entrera en vigueur à partir
de la date d'apurement du compte de reconstruction.

Le loyer demandé sera égal au 1/10 du traitement de
début d'un agent à l'échelle 7, plus les charges et impôts évalués
actuellement à 500 F par an; les réparations locatives étant à la
charge de la S.N.C.F.

Nous ne pouvons faire de comparaison avec le loyer

....

communiqué
in Réalité
2 AVR 1945

de 1939, la maison étant à cette époque occupée par l'ancien propriétaire, mais les conditions proposées me paraissent acceptables.

Je vous serais obligé de vouloir bien faire connaître votre décision et, le cas échéant, m'indiquer le compte d'imputation des dépenses de restauration de l'immeuble.

14 AVR 1945

L. Chef d'Arrondissement

[Signature]

Bt/



Paris, le 20 Avril 1945

Monsieur le Chef d'Arrondissement V.B.
à LILLE

V.B.N.Gx- N.

(1 devis en annexe)

Le Service du Contentieux, consulté, ne serait pas d'avis d'accepter la conclusion d'un bail qui serait basé sur le salaire d'un agent quelconque de la S.N.C.F.

Je vous prierais donc de vous rapprocher de M. BONNINGUE en vue d'obtenir son accord sur un loyer qui pourrait être fixé à 5.000 frs par an, plus les charges et impôts (cette somme de 5.000 frs représentant approximativement le dixième du salaire actuel de début d'un agent à l'échelle 7).

Ce loyer pourrait être révisé soit tous les ans, soit tous les trois ans, - suivant la demande de M. BONNINGUE, - à la volonté de l'une ou de l'autre des parties, conformément à la clause ci-dessous indiquée :

" Etant entendu que ce loyer pourra faire l'objet d'une révision amiable les compte tenu de la valeur locative exacte des lieux loués à ces dates; cette révision aura lieu à la demande de l'une ou de l'autre des parties, à charge par celle qui désirera la provoquer de prévenir l'autre par écrit au moins trois mois à l'avance.

" Dans le cas où les deux parties ne pourraient se mettre d'accord au sujet de cette révision, chacune d'elles devra désigner

La copie du devis adressée à l'arrond^t
V.B. de Lille, le 20. 6. 48 porte la
mention au crayon :

" devis déposé (aux dommages de guerre)
" le 16. 10. 1949, sous le numéro 15.6782

Alvarez

Décalque à M. VEILLET.

Egine & M. Barne

DOUBLE DE LA MINUTE

29 MAI 1945

V.B.N. 62

Monsieur le Directeur,

En vue du logement de M. FOUACHE, Chef de district R à LILLE-SUD, qui n'a encore pu se loger à Lille depuis sa nomination le 1er octobre 1944, nous nous sommes mis en rapport avec M. BONNINGUE, propriétaire d'une maison située à HELLEWES, 19, rue du Chevalier de La Barre, comprenant 5 pièces principales et dépendances.

Cette maison a été endommagée par faits de guerre et sa remise en état doit entraîner une dépense de 70.000 f environ.

Le propriétaire laisserait à la S.N.C.F. le soin d'exécuter les travaux nécessaires et accepterait d'en rembourser le coût par exonération du paiement des loyers et reversement à la S.N.C.F. jusqu'à due concurrence de son indemnité de dommages de guerre.

Le bail aurait une durée de 3, 6 ou 9 ans, au choix de la S.N.C.F. avec clause "Fonctionnaire" et le loyer serait de 5.000 f par an, plus les impôts (500 f environ).

avec une possible charge annuelle de 100 f pour le service de l'eau -
Ces conditions de location étant raisonnables, je vous prie d'autoriser la remise en état et la prise en location de la maison dont il s'agit.

Le Chef du Service
de la Voie et des Bâtiments.

78

" un arbitre au plus tard le ou le
 " pour voir fixer les nouveaux loyers applicables pendant
 " (période)..... du présent bail; en cas de désaccord
 " entre les deux arbitres désignés à l'amiable, la décision ap-
 " partiendra à un troisième arbitre désigné par Monsieur le
 " Président du Tribunal compétent, à la demande de la partie
 " qui aura provoqué la révision ".

Par ailleurs, en vue de conclure l'accord définitif avec le propriétaire, vous voudrez bien m'indiquer quel serait le coût approximatif actuel des travaux de remise en état de l'immeuble, résultant de faits de guerre, compte tenu des majorations en vigueur sur les prix de 1939.

Enfin, afin de me permettre de renseigner Monsieur le Directeur, dont l'approbation préalable est nécessaire, vous voudrez bien me faire savoir à quel agent cette maison serait destinée.

Une prompte réponse m'obligerait.

LE CHEF DU DOMAINE.

LILLE, le 25 MAI 1945

Monsieur VEILLET
 Chef de la Section du Domaine
 PARIS

A)- Ci-joint accord écrit de M. BONNINGUE sur un loyer de 5.000 Frs par an plus les charges et impôts, étant entendu que ce loyer pourra faire l'objet d'une révision amiable tous les ans.

B)- Le devis des dommages de guerre, valeur 1939, ci-annexé, se monte à 22.000 Frs. Si l'on applique à ce montant le coefficient 3,2, on peut évaluer le coût approximatif actuel des travaux de remise en état de l'immeuble à 70.000 Frs.

C)- Cette maison est destinée à loger M. FOUACHE, Chef de District de 1ère classe "Reconstruction" à Lille-Sud, qui n'avait pu encore trouver de logement à Lille depuis sa nomination le 1/10/44 et qui occupe encore de ce fait une partie du logement affecté au Chef de District de Don-Sainghin (son ancien poste). M. FOUACHE doit en prendre possession dès remise en état d'habitabilité. Il est donc nécessaire que la prise en location de cet immeuble par la S.N.C.F. soit approuvée le plus tôt possible.

25 MAI 1945

Le Chef d'Arrondissement.

V.B.N. 12-12
 Helleu
 Lomme
 19, rue de la Gare

VISA de MM
ME
ROY
BOUD
COISSELET
WALLET
CLER
LEBOUX
25 AVR 1945

Bt/

DUPLICATA

Paris, le 20 Avril 1945

Monsieur le Chef d'Arrondissement V.B.
à LILIE .

V.B.N.Gx- W.

(1 devis en annexe)

Le Service du contentieux, consulté, ne serait pas d'avis d'accorder la conclusion d'un bail qui serait basé sur le salaire d'un agent quelconque de la S.N.C.F.

Je vous prierais donc de vous rapprocher de M. BONNINGUE en vue d'obtenir son accord sur un loyer qui pourrait être fixé à 5.000 frs par an plus les charges et impôts (cette somme de 5.000 frs représentant approximativement le dixième du salaire actuel d'un agent à l'échelle 7).

Ce loyer pourrait être révisé soit tous les ans, soit tous les trois ans, - suivant la demande de M. BONNINGUE, - à la volonté de l'une ou de l'autre des parties, conformément à la clause ci-dessous indiquée :

- " Etant entendu que ce loyer pourra faire l'objet d'une révision amiable les compte
- " tenu de la valeur locative exacte des lieux loués à ces dates;
- " cette révision aura lieu à la demande de l'une ou de l'autre des
- " parties, à charge par celle qui désirera la provoquer de prévenir
- " l'autre par écrit au moins trois mois à l'avance.
- " Dans le cas où les deux parties ne pourraient se mettre
- " d'accord au sujet de cette révision, chacune d'elles devra désigner

.....
de Gaudin


" un arbitre au plus tard le ou le
" pour voir fixer les nouveaux loyers applicables pendant
" (période)..... du présent bail; en cas de désaccord
" entre les deux arbitres désignés à l'amiable, la décision ap-
" partiendra à un troisième arbitre désigné par Monsieur le
" Président du Tribunal compétent, à la demande de la partie
" qui aura provoqué la revision ".

Par ailleurs, en vue de conclure l'accord définitif avec le propriétaire, vous voudrez bien m'indiquer quel serait le coût approximatif actuel des travaux de remise en état de l'immeuble, résultant de faits de guerre, compte tenu des majorations en vigueur sur les prix de 1939.

Enfin, afin de me permettre de renseigner Monsieur le Directeur, dont l'approbation préalable est nécessaire, vous voudrez bien me faire savoir à quel agent cette maison serait destinée.

Une prompte réponse m'obligerait.

LE CHEF DU DOMAINE,



D^r n^o 1869

19483 Z.

Ciffare Bollot

M^{me} Bollot - 19 rue de la Sellerie à St. Quentin (ain)

maison à Saint - Quentin

11 rue Charles Picard

dominages de guerre

Compte EIP4 n^o 7973

Germain

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
RÉGION DU NORD — SERVICE DU MATÉRIEL ET TRACTION

R. C. Seine n° 55 - B - 4.944

V/réf.: Gd n° 1869 DR
du 3.12.1956

N/réf.: GC c 3 (VB) 1211

~~Objet~~:

Paris, le - 9 MAI 1957

1957.

Monsieur le Chef de la Section
du DOMAINE (V.B.)

OBJET : Immeubles endommagés par faits de guerre -
Remise en état de la maison prise en lo-
cation par la S.N.C.F., sise 11, rue
Charles Picard à ST-QUENTIN - Cte 890
n° 7973 -

Je vous informe que Mme Veuve René BOLLOT a
réglé le 19 avril dernier à la S.N.C.F. la somme de
116 726 F, représentant l'indemnité de dommages de
guerre qu'elle avait reçue du M.L.R. pour la remise
en état de sa maison.

/ Le Chef de la Subdivision
commune de Comptabilité

10 MAI 1957

Unconco

Mémoire des travaux exécutés par la Société Nationale des Chemins de Fer Français pour la remise en état de l'immeuble endommagé par faits de guerre, dont elle est locataire, sis à St Quentin, 11 Rue Ch. Picard pour le compte de Mr. BOLLLOT, propriétaire, demeurant Boulevard Deganne à ARCACHON (Gironde)

I - Travaux à l'Entreprise

Factures

Entreprise BIANCHI				
Travaux de plâtrerie et carrelage				
Dépose et repose de parquet		forfait	34.000,-	
Entreprise J. FORNI				
Reclage du parquet	159 ^{m2}	"	4.770,-	
Entreprise BEAUVAIS				
Travaux de peinture et vitrerie		"	82.000,-	
Entreprise BURGEON				
Pre et pose de 3 paires de persiennes		"	9.390,-	
Entreprise CARPENTIER				
Pre et pose de 2 paires de persiennes		"	<u>11.900,-</u>	142.060,-

II - Main d'oeuvre S.N.C.F.

Révision de l'installation de plomberie	16 H	pour	821,4	
Remise en état de l'installation électrique	68 H	"	<u>4.872,6</u>	5.694,-
				<u>147.754,-</u>

III - Frais d'honoraires d'architecte 5% sur I à II

Total 155.142,-

Le présent mémoire, dont le règlement a fait l'objet d'un accord passé avec Mr. BOLLLOT, montant à la somme de CENT CINQUANTE CINQ MILLE CENT QUARANTE DEUX Francs, certifié conforme aux écritures de la S.N.C.F. (Région du Nord) par le Chef de la Subdivision de la Comptabilité soussigné, qui certifie, en outre, que les factures ont été acquittées à ce jour aux Entrepreneurs intéressés.

PARIS, le 25 Août 1948.

Reçu

Coup de téléphone

1166/8 à M. Bollot.

156/8, va nous régler la
somme de 116726 fr
au début d'avril

28/3/57

Paris, le 8 Mars 1957

VB/N.gc(Ai)

Saint-Quentin
11, Rue Charles Picard

Frais de remise
en état de la maison
donnée en location
à la S.N.C.F. par
M^{me} Yvonne René Bollot

02890.7973

Monsieur le Chef de la Section
du Douane

Réponse à votre lettre n° 1869 DR
du 3 Décembre dernier adressée à M^{me}
Yvonne Bollot.

— 1 —
Veuillez trouver, ci-joint, pour
la suite que vous voudrez bien juger
utile, la lettre du 27 Février dernier
de M^{me} Yvonne Bollot par laquelle
elle vous demande un nouveau délai
pour le règlement de sa dette de
116.726 F.

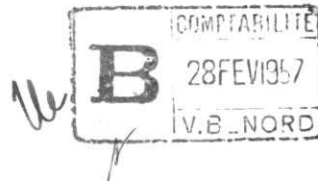
8 MARS 1957

(M. Gobard)

Le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité

Lucenko

S^t Quentin, le 27 février 1957



Monsieur,

Je m'excuse de n'avoir pu recevoir votre réponse, tant lors de sa visite à S^t Quentin. Je viens d'être très malade, et avant mon départ pour le midi, le docteur a exigé une dernière radiographie où j'étais partie - Votre lettre quoiqu' datée du 20 ne m'est parvenue qu'hier.

Je suis tout à fait d'accord pour vous régler ce qui vous est dû, mais je voudrais pour cela attendre le retour de mon fils qui est absent actuellement encore pour une dizaine de jours; je sais qu'il devrait se renseigner auprès de M^r Arduin architecte, à ce sujet c'est lui qui a le dossier et je ne suis guère au courant de ce qui s'est passé. Mon mari s'en était occupé d'abord, et mon fils ensuite. Dès son retour, vous pourrez être certain que cette affaire va s'arranger -

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées -

S. Bollob

M^{me} Lucie Bollob Lecombe. 19, rue de la Sèlerie
S^t Quentin - Aisne



R. C. SAINT-QUENTIN 19.306
TÉLÉPHONE : 20.82

ST-QUENTIN, LE
19, RUE DE LA SELLERIE

20 Février 1957

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER
FRANÇAIS

13, rue de Dunkerque

P A R I S

Monsieur,

En réponse à votre lettre annonçant votre visite à St-Quentin pour le mercredi 27, pour vous entretenir d'un immeuble situé 11, rue Charles Picard, j'ai le regret de vous informer que Madame Bollobet très souffrante a dû partir en convalescence dans le midi & que son fils seul au courant de la question est absent lui aussi pour une semaine. Il serait donc préférable que vous attendiez son retour pour venir.

Veuillez agréer, Monsieur mes salutations distinguées.

lettre reçue le matin
10 H 30 CGB
27 FEVR 1957
Jr (M. Jobard)

Minute

LH

VB.N. gd D2 -- JOB

PARIS

20 février

57

SAINT-QUENTIN

11, rue Charles Picard

Madame Veuve René BOLLOT

19, rue de la Sellerie

SAINT-QUENTIN

(Aisne)

Madame,

J'ai l'honneur de vous informer que, sauf avis contraire de votre part, un agent de mon Service se rendra à votre domicile le MERCREDI 27 courant, vers 10,30 H., pour vous entretenir de l'immeuble visé en marge.

Veillez agréer, Madame, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Inspecteur Principal
Chef de la Section du Domaine



Archachon, le 19 Février 1946.

1221
V B N gx N
n° 1221 r
Saint-Quentin
II, r Ch. Picard

S. N. C. F.
Service de la Voie & des Batiments
18, rue de Dunkerque

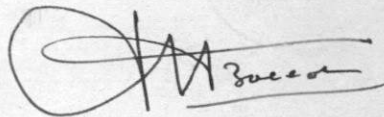
PARIS

Monsieur le Chef du Domaine,

Comme suite à votre lettre du 12 février dernier, j'ai l'avantage de vous adresser sous ce pli comme vous me le demandez la copie in extenso de votre lettre sur laquelle j'ai signé pour confirmer notre accord.

Je vous prie de vous mettre en relation avec mon architecte :
Monsieur Jules ARDUIN, 12, rue Chantrelles à ST-QUENTIN
auquel j'ai demandé de faire le nécessaire auprès des services de la reconstruction pour obtenir l'autorisation de remise en état.

Je vous prie d'agréer, Monsieur
le Chef du Domaine, l'expression de mes sentiments les
meilleurs.



20 FEV 1946

in charge
Ar
Ar

R. BOLLOT
Villa Asphodèle
Boulevard Déganne
RCACHON (Gironde)

Tel. 25-72. } architecte Jules Ardin

V.B.N. gx N
n° 1221 r

ST-QUENTIN
II, r. Ch. Picard

Monsieur,

Suite à votre lettre du 3 décembre dernier relative à la prise en location, par la S.N.C.F., de la maison vous appartenant sise à St-Quentin, II, rue Charles Picard, destinée à l'habitation d'un de nos fonctionnaires.

J'ai l'honneur de vous informer que la S.N.C.F. accepte cette location pour une durée de 3, 6 ou 9 ans, à son choix, aux conditions qui seront reprises dans un bail à intervenir & moyennant un loyer annuel de 7.000 francs plus le remboursement des impôts.

Ce loyer sera révisable au début de chaque année de location, eu égard aux circonstances économiques du moment, à la demande de l'une ou de l'autre des parties faite sur préavis de trois mois, avec recours à l'arbitrage en cas de désaccord (bien improbable) .

La maison éyant été endommagée par faits de guerre, S.N.C.F. fera effectuer, par ses soins & pour votre compte, les travaux nécessaires à la remise en état d'habitabilité qui sont évalués à 160.000 frs.

La date de fin des travaux servira de point de départ du bail.

Il est entendu que vous nous paierez à ce moment 20 des travaux effectués, avec maximum de 32.000 frs. & que par la suite, vous reverserez à la S.N.C.F., au fur & mesure de leur encaissement & jusqu'à due concurrence, l'intégralité des sommes qui vous seront attribuées par l'Etat au titre de dommages de guerre, la S.N.C.F. conservant évidemment à sa charge la part de la dépense qui ne serait couverte par les divers versements ci-dessus.

En cas d'incendie total ou partiel de l'immeuble, imputable à la S.N.C.F. en sa qualité de locataire, la somme dont vous seriez redevable au moment du sinistre viendrait en déduction du montant du dommage qui pourrait être mis à notre charge, la S.N.C.F. se considérant comme son propre assureur.

En cas de sinistre non imputable à la S.N.C.F., celle-ci se réserverait la faculté de réclamer cette somme, soit à tout tiers responsable, soit à vous-même si vous étiez couvert de ce risque par une compagnie d'assurances.

Il est bien entendu enfin que si vous veniez à vendre votre immeuble avant entière libération, la somme que vous resteriez alors nous devoir deviendrait de plein droit exigible dès la réalisation de la vente.

En vue de consacrer notre accord, je vous prie de m'accuser réception de la présente lettre en en répétant les termes in extenso.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Je vous prie de

Le chef du Domaine:

Bon pour accord

 J. Zuccato

COPIE à Monsieur le Chef de la Subdivision de la Comptabilité V.B.
pour le tenir au courant (compte n° 7973 EP), en lui demandant de m'aviser dès règlement.

V.B.N. gd 1869 DR
Paris, 3 Décembre

56

Madame Veuve René BOLLOT,
19 rue de la Sellerie
à St QUENTIN
(Aisne)

Minute

Madame,

Permettez-moi de vous rappeler ma lettre du 12 Janvier dernier concernant la maison que vous donnez en location à la S.N.C.F. à St Quentin, 11 rue Charles Picard.

Au cours d'une démarche effectuée par un agent de mon Service auprès du M.L.R. à Laon, il nous a été indiqué que cet organisme vous avait versé, le 31 Août 1954, l'indemnité due au titre des dommages de guerre subis par le dit immeuble.

Monsieur BOLLOT s'étant engagé, par lettre du 19 Février 1946, à nous rembourser, jusqu'à due concurrence des travaux exécutés, les sommes qu'il pourrait recevoir du M.B.R., je vous prierais de vouloir bien me verser la somme de 116.726 francs, montant de votre solde débiteur envers la S.N.C.F.

Ce versement pourrait s'effectuer par virement au compte chèques postaux Paris n° 9191-42, ouvert au nom de la S.N.C.F., Service V.B. Nord, Subdivision de la Comptabilité, 3 Impasse de La Chapelle à Paris (18ème).

Agréez, Madame, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Inspecteur principal,
Chef de la Section du Domaine

Z-K COPIE à Monsieur le Chef de la Subdivision de la Comptabilité V.B.
pour le tenir au courant (compte n° 7973 EP), en lui demandant de m'avis-
ser dès règlement.

L'Inspecteur Principal
Chef de la Section du Domaine

V.B.N. gd 1869 DR
Paris, 3 Décembre 56

Madame Veuve René BOLLLOT,
19 rue de la Sellerie
à St QUENTIN
(Aisne)

Madame,

Permettez-moi de vous rappeler ma lettre du 12 Janvier
dernier concernant la maison que vous donnez en location à la
S.N.C.F. à St Quentin, 11 rue Charles Picard.

Au cours d'une démarche effectuée par un agent de mon
Service auprès du M.L.R. à Laon, il nous a été indiqué que cet
organisme vous avait versé, le 31 Août 1954, l'indemnité due au
titre des dommages de guerre subis par le dit immeuble.

Monsieur BOLLLOT s'étant engagé, par lettre du 19 Février
1946, à nous rembourser, jusqu'à due concurrence des travaux
exécutés, les sommes qu'il pourrait recevoir du M.B.R., je vous
prierai de vouloir bien nous verser la somme de 116.726 francs,
montant de votre solde débiteur envers la S.N.C.F.

Ce versement pourrait s'effectuer par virement au compte
chèques postaux Paris n° 9191-42, ouvert au nom de la S.N.C.F.,
Service V.B. Nord, Subdivision de la Comptabilité, 3 Impasse de
La Chapelle à Paris (18ème).

Agréez, Madame, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Inspecteur principal,
Chef de la Section du Domaine

affaire Bollot

D: 19483 Z
(dommages de guerre)

Un M^r: Haradis, Chef des Services administratifs
au M L R à Liège (filles Tsch)

La somme de 238.779⁺ a été versée
à M^{me} Bollot le 31 août 1954

Somme déjà versée à la SNC
31.028⁺

dont cette somme est comprise celle de
147.754⁺ versée le 25 août 1948

147.754
- 31.028

reste 116.726

A. P. Bouchez

DUPLICATE

V.B.N. gd 1869 DR
Paris, 3 Avril

56

Monsieur Jean DEBAIL,
Gérant d'immeubles,

19 bis rue du Gouvernement

à St QUENTIN

(Aisne)

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 26 écoulé concernant la maison appartenant à Mme Vve BOLLOT et dont nous sommes locataires à St Quentin, 11 rue Charles Picard.

La copie du mémoire des travaux exécutés par la S.N.COF. en vue de la remise en état de l'immeuble, mémoire qui a été déposé au M.L.R. en Mai 1951, a été communiqué à M. ARDUIN, architecte, 12 rue Chantrelle à St Quentin.

Un Fonctionnaire de mon Service se rendra, du reste, prochainement à votre cabinet pour vous donner toutes explications au sujet de cette affaire.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Inspecteur principal,
Chef de la Section du Domaine

X

V.B.N. g^d 1869 DR
Paris, 3 Avril

56

Monsieur Jean DEBAIL,
Gérant d'immeubles,
19 bis rue du Gouvernement
à St QUENTIN
(Aisne)

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 26 écoulé concernant la maison appartenant à Mme Vve BOLLOT et dont nous sommes locataires à St Quentin, 11 rue Charles Picard.

La copie du mémoire des travaux exécutés par la S.N.ECF. en vue de la remise en état de l'immeuble, mémoire qui a été déposé au M.L.R. en Mai 1951, a été communiqué à M. ARDUIN, architecte, 12 rue Chantrelle à St Quentin.

Un Fonctionnaire de mon Service se rendra, du reste, prochainement à votre cabinet pour vous donner toutes explications au sujet de cette affaire.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Inspecteur principal,
Chef de la Section du Domaine

R.B.

Copie à ge pour le tenir au courant (compte EP n° 7973) et en lui demandant de m'aviser dès règlement. La somme de 7388 francs représentant les honoraires d'architecte est à passer aux créances irrecevables.

V.B.N. gd n° 1869 DR

Paris

26 Novembre

55

Madame Veuve René BOLLOT

Villa "Asphodèle"

Boulevard Deganne

à ARCACHON (Gironde)

Madame,

J'ai l'honneur de vous informer qu'au cours d'une démarche récente d'un agent de mon Service auprès du M.L.R. à Laon, il lui a été indiqué que cet organisme vous avait versé, le 31 août 1954, l'indemnité qui vous est due au titre des dommages de guerre, concernant la maison vous appartenant et dont nous sommes locataires à SAINT-QUENTIN, rue Charles Picard n°II.

Je vous rappelle qu'aux termes de sa lettre du 19 Février 1946, Mr BOLLOT s'était engagé à reverser à la S.N.C.F. les indemnités qu'il pourrait toucher du M.L.R., jusqu'à due concurrence du montant des travaux.

Il conviendrait, dans ces conditions, que vous nous adressiez la somme de 116.726 francs montant de votre solde débiteur envers la S.N.C.F.

Ce versement pourrait être effectué par virement au compte de chèques postaux 9191.42 ouvert au nom de la S.N.C.F. Service VB Nord, Subdivision de la Comptabilité, 3, Impasse de La Chapelle à PARIS 18°.

Agréez, Madame, l'assurance de ma considération distinguée.

L'inspecteur Principal
Chef de la Section du Domaine

Signé: Vallan

R.B.

Copie à ge pour le tenir au courant (compte EP n° 7973) et en lui demandant de m'aviser des règlement. La somme de 7388 francs représentant les honoraires d'architecte est à passer aux créances irrécouvrables.

V.B.N. gä n° 1869 IR

Paris

26 Novembre

55

Madame Veuve René BOLLOT

Villa "Asphodèle"

Boulevard Deganne

à ARCACHON (Gironde)

Madame,

J'ai l'honneur de vous informer qu'au cours d'une démarche récente d'un agent de mon Service auprès du M.L.R. à Laon, il lui a été indiqué que cet organisme vous avait versé, le 31 août 1954, l'indemnité qui vous est due au titre des dommages de guerre, concernant la maison vous appartenant et dont nous sommes locataires à SAINT-QUENTIN, rue Charles Picard n°11.

Je vous rappelle qu'aux termes de sa lettre du 19 Février 1946, Mr BOLLOT s'était engagé à reverser à la S.N.C.F. les indemnités qu'il pourrait toucher du M.L.R., jusqu'à due concurrence du montant des travaux.

Il conviendrait, dans ces conditions, que vous nous adressiez la somme de 116.726 francs montant de votre solde débiteur envers la S.N.C.F.

Ce versement pourrait être effectué par virement au compte de chèques postaux 9191.42 ouvert au nom de la S.N.C.F. Service VB Nord, Subdivision de la Comptabilité, 3, Impasse de La Chapelle à PARIS 18°.

Agréez, Madame, l'assurance de ma considération distinguée.

== IMMEUBLES ==
FONDS DE COMMERCE
PROPRIÉTÉS-FERMES

EXPERT AGRÉÉ
par les
Tribunaux de St-Quentin

J. DEBAIL

GÉRANT D'IMMEUBLES

8, RUE DU GOUVERNEMENT, 8
SAINT-QUENTIN (AISNE)

AGENCE IMMOBILIÈRE FONDÉE EN 1878
R. C. 10.613

== Membre ==
de la Fédération Nationale
des Groupements
Professionnels
— et de la —
Chambre Départementale

Le 28 JANVIER 1956

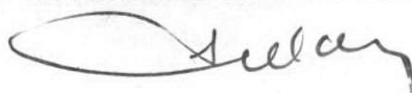
Monsieur l'Inspecteur Principal
Chef de la Section des Domaines
18 rue de Dunkerque
PARIS - X

Fermé le Lundi matin
V/REF. VBN gd
1869 DR

Monsieur,

Comme suite à votre lettre du 19
courant, je vous signale que je transmets
votre lettre de réclamation à Madame
BOLLOT, 19 rue de la Sellerie à St-Quentin,
en priant celle-ci de vous répondre direc-
tement.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assu-
rance de mes sentiments distingués.



30 JANV 1956

47

7

VOTAGEZ
GRATUITEMENT

POSTES
FRANCAISES

PARIS 26

15.00

13 JANV 56

~~1019~~
~~57 Cours St Neolard~~
~~Bordeaux~~



P.S.A.
9/3

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

~~2-1-1~~

~~1-9-77~~

S.N.C.F. - Région NORD
DOMAINE
18, Rue de Dunkerque. PARIS 10^e

PARTI S.N.C.F.
LAISSER-PAISSER

CHIVER SA FORET

LETE SA PLAGE

ARCACHON

ARCACHON
16.15.15H
GIRONDE

CHIVER SA FORET

LETE SA PLAGE

ARCACHON

ARCACHON
16.15.15H
GIRONDE

DUPLICATE

V.B.N. gd I869 DR
Paris, 12 Janvier

56

Madame Veuve René BOLLOT,

Villa "Asphodèle"

boulevard Deganne

à ARCACHON (Gironde)

Madame,

Permettez-moi de vous rappeler ma lettre du 26 Novembre dernier concernant la maison vous appartenant et dont la S.N.C.F. est locataire à St Quentin, II rue Charles Picard.

Au cours d'une démarche effectuée par un agent de mon Service auprès du M.L.R. à Laon, il lui a été indiqué que cet organisme vous avait versé, le 31 Août 1954, l'indemnité due au titre des dommages de guerre subis par le dit immeuble.

Monsieur BOLLOT s'étant engagé, par lettre du 19 Février 1946 à nous rembourser, jusqu'à due concurrence des travaux exécutés, les sommes qu'il pourrait recevoir du M.L.R., je vous prierais de vouloir nous rembourser la somme de 116.726 francs, montant de votre solde débiteur envers la S.N.C.F.

Ce remboursement pourrait s'effectuer par virement au compte chèques postaux n°9191-42, ouvert au nom de la S.N.C.F., Service V.B. Nord, Subdivision de la Comptabilité, 3 Impasse de La Chapelle à ~~PARIS (12ème)~~ PARIS (18ème)

Agréez, Madame, l'assurance de ma considération distinguée

L'Inspecteur principal,
Chef de la Section du Domaine

R.B.

Copie à ge pour le tenir au courant (compte EP n° 7973) et en lui demandant de m'aviser dès règlement. La somme de 7388 francs représentant les honoraires d'architecte est à passer aux créances irrecevables.

Le Chef de la Section
du Domaine,

V.B.N. gâ n° 1869 IR

Paris

26 Novembre

55

Signé : VASSEUR

DUPLICATA

Madame Veuve René BOLLOT

Villa "Asphodèle"

Boulevard Deganne

à ARCACHON (Gironde)

Madame,

J'ai l'honneur de vous informer qu'au cours d'une démarche récente d'un agent de mon Service auprès du M.L.R. à Laon, il lui a été indiqué que cet organisme vous avait versé, le 31 août 1954, l'indemnité qui vous est due au titre des dommages de guerre, concernant la maison vous appartenant et dont nous sommes locataires à SAINT-QUENTIN, rue Charles Picard n°11.

Je vous rappelle qu'aux termes de sa lettre du 19 Février 1946, Mr BOLLOT s'était engagé à reverser à la S.N.C.F. les indemnités qu'il pourrait toucher du M.L.R., jusqu'à due concurrence du montant des travaux.

Il conviendrait, dans ces conditions, que vous nous adressiez la somme de 116.726 francs montant de votre solde débiteur envers la S.N.C.F.

Ce versement pourrait être effectué par virement au compte de chèques postaux 9191.42 ouvert au nom de la S.N.C.F. Service VB Nord, Subdivision de la Comptabilité, 3, Impasse de La Chapelle à PARIS 18°.

Agréez, Madame, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Inspecteur Principal
Chef de la Section du Domaine

1

Semarche à St Quentin

M^{me} Bollot était absente
lors de mon passage. J'ai
fait part à sa fille de notre
désir d'obtenir rapidement
le remboursement de la somme
de 116726 ^{Fr} restant due au ^gg^e
dommages de guerre pour les
versés par le M L R à M^{me}
Bollot le 31/8/54

Son frère qui s'occupe
seul des affaires doit rentrer
prochainement de voyage et
régularisera certainement
cette affaire sans que nous
ayons à intervenir à nouveau

27/2/57

four gd

no 19483 Z (8^r Dommages de guerre)

VB.N. gd

PARIS

13 SEP 1954

SAINT-QUENTIN

Immeuble

11, Rue Ch. Picard

Monsieur Jules ARDUIN

Architecte

12 Rue Chantrelle

SAINT-QUENTIN

(Aisne)

1 Annexe

Monsieur,

En réponse à votre lettre du 28 écoulé concernant le remboursement des travaux de dommages de guerre effectués par la S.N.C.F. dans la maison sise à ST-QUENTIN, 11, Rue Charles Picard (propriétaire Madame Veuve BOLLOT).

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai pris note des explications contenues dans votre lettre sus-visée et qu'une nouvelle démarche sera effectuée par un agent de mon service auprès du M.L.R. de LAON.

Comme demandé, je vous adresse copie du mémoire qui a été composé par nos soins en même temps que les justifications financières et techniques, en mai 1951, à la Délégation Départementale de LAON.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Inspecteur Principal
Chef de la Section du Domaine

Signé: LAMBERT

S.N.C.F.

Région du Nord

Voie et Bâtiments

Subdivision de la Comptabilité

3, Impasse de la Chapelle, 3
PARIS 18e

RC : Seine 276.448 B

Mémoire des travaux exécutés par la Société Nationale des Chemins de Fer Français pour la remise en état de l'immeuble endommagé par faits de guerre, dont elle est locataire, sis à St-Quentin, 11, Rue Ch. Picard pour le compte de Monsieur BOLLOT, propriétaire, demeurant Boulevard Deganne à ARCACHON (Gironde)

I - Travaux à l'Entreprise
Factures

Entreprise BIANCHI			
Travaux de plâtrerie et carrelage			
Dépose et repose de parquet		forfait	34.000 -
Entreprise J. FORNI			
Raclage du parquet	159 m2	"	4.770 -
Entreprise BEAUVAIS			
Travaux de peinture et vitrerie		"	82.000 -
Entreprise BURGEON			
Fre et pose de 3 paires de persiennes		"	9.390 -
Entreprise CARPENTIER			
Fre et pose de 2 paires de persiennes		"	<u>11.900 -</u> 142.060

II - Main-d'oeuvre S.N.C.F.

Révision de l'installation de plomberie	16 H	pour	821,4	
Remise en état de l'installation électrique	68 H	"	<u>4.872,6</u>	<u>5.694 -</u>
				147.754 //

III - Frais d'honoraires d'architecte 5 % sur I à II

Total 155.142.-

Le présent mémoire, dont le règlement a fait l'objet d'un accord passé avec Monsieur BOLLOT, montant à la somme de CENT CINQUANTE CINQ MILLE CENT QUARANTE DEUX Francs, certifié conforme aux écritures de la S.N.C.F. (Région du Nord) par le Chef de la Subdivision de la Comptabilité soussigné, qui certifie, en outre, que les factures ont été acquittées à ce jour aux Entrepreneurs intéressés.

PARIS, le 25 Août 1948

ROUSSEL

Région du Nord

Voie et Bâtiments

Subdivision de la Comptabilité

3, Impasse de la Chapelle, 3
PARIS 18e

RC : Seine 276.448 B

Mémoire des travaux exécutés par la Société Nationale des Chemins de Fer Français pour la remise en état de l'immeuble endommagé par faits de guerre, dont elle est locataire, sis à St-Quentin, 11, Rue Ch. Picard pour le compte de Monsieur BOLLLOT, propriétaire, demeurant Boulevard Deganne à ARCACHON (Gironde)

I - Travaux à l'EntrepriseFactures

Entreprise BIANCHI			
Travaux de plâtrerie et carrelage			
Dépose et repose de parquet		forfait	34.000
Entreprise J. FORNI			
Raclage du parquet	159 m2	"	4.770
Entreprise BEAUVAIS			
Travaux de peinture et vitrerie		"	82.000
Entreprise BURGEON			
Fre et pose de 3 paires de persiennes		"	9.390
Entreprise CARPENTIER			
Fre et pose de 2 paires de persiennes		"	<u>11.900</u>
			142.060

II - Main-d'oeuvre S.N.C.F.

Révision de l'installation de plomberie	16 H	pour	821,4	
Remise en état de l'installation électrique	68 H	"	<u>4.872,6</u>	<u>5.694</u>
				147.754

III - Frais d'honoraires d'architecte 5 % sur I à II

Total 155.142.-

Le présent mémoire, dont le règlement a fait l'objet d'un accord passé avec Monsieur BOLLLOT, montant à la somme de CENT CINQUANTE CINQ MILLE CENT QUARANTE DEUX Francs, certifié conforme aux écritures de la S.N.C.F. (Région du Nord) par le Chef de la Subdivision de la Comptabilité soussigné, qui certifie, en outre, que les factures ont été acquittées à ce jour aux Entrepreneurs intéressés.

PARIS, le 25 Août 1948

ROUSSEL

Minute

VB.N. gd

PARIS

13 SEP 1954

Monsieur Jules ARDUIN

Architecte

12 Rue Chantrelle

SAINT-QUENTIN

(Aisne)

SAINT-QUENTIN

Immeuble

11, Rue Ch. Picard

Monsieur,

En réponse à votre lettre du 28 écoulé concernant le remboursement des travaux de dommages de guerre effectués par la S.N.C.F. dans la maison sise à ST-QUENTIN, 11, Rue Charles Picard (propriétaire Madame Veuve BOLLOT).

1 Annexe

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai pris note des explications contenues dans votre lettre sus-visée et qu'une nouvelle démarche sera effectuée par un agent de mon service auprès du M.L.R. de LAON.

Comme demandé, je vous adresse copie du mémoire qui a été déposé par nos soins en même temps que les justifications financières et techniques, en mai 1951, à la Délégation Départementale de LAON.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Inspecteur Principal
Chef de la Section du Domaine



JULES ARDUIN

ARCHITECTE

12, RUE CHANTRELLE

SAINT-QUENTIN

TÉLÉPH. : 25.72

SAINT-QUENTIN. 1^{er} 28 AOUT 1954

F.T.

OBJET :

Immeuble,
II, rue Charles Picard.-

Monsieur l'Inspecteur Principal
Chef de la Section du Domaine
de la S.N.C.F.

BUREAUX FERMÉS LE LUNDI
ET TOUS LES JOURS A 16 HEURES

18, rue de Dunkerque

PARIS. (10^e)

Monsieur,

Par lettre du 21 courant, Monsieur BOLLOT, en vacances à CARNAC, me fait parvenir votre lettre du 18 courant.

Permettez-moi d'être surpris de votre demande. En effet, le 28 Ayril 1953, j'ai adressé à Monsieur le Délégué la lettre dont vous trouverez inclus copie.

J'ai reçu réponse le 24 Juin 1953 du M.R.U., dont inclus copie.

Le 25 Juin, j'ai adressé à Madame BOLLOT-LETOMBE la lettre, dont vous trouverez également inclus copie.

En conséquence, il apparaît que les Services auraient pu régler la totalité des dommages, tant sur le II que sur le I3, étant donné que le 31 Octobre 1953, pour un montant d'ouvrages restant à exécuter de : 44.823 Frs, j'ai justifié aux Services un montant de travaux de : 86.420 Frs.

Je crois qu'il faudrait intervenir près des Services du M.R.L., pour obtenir le solde du montant de : 239.814 Frs, pour les deux immeubles et, au titre immeuble N° II : 185.273 Frs.

Vous constaterez que j'ai fait le nécessaire en temps et vous voudrez bien me tenir au courant de vos démarches près du M.R.L.

Ne pourriez-vous pas également me faire connaître le montant des justifications que vous auriez pu transmettre directement aux Services, et dont je n'ai pas eu connaissance, pour le II de la rue Charles Picard.

Dans cette attente,

Veuillez croire, Monsieur, à l'expression de mes
Sentiments les plus distingués.

30 AOUT 1954
D1

Jules Arduin

St-Quentin, le 28 AVRIL 1953

Monsieur le DELEGUE DEPARTEMENTAL
du M.R.U.

Mme BOLLOT-LETOMBE
Dossier N° 19.483 Z
Notification N° 103

LAON

Monsieur le Délégué,

Madame Veuve BOLLOT-LETOMBE me communique votre proposition du 3 courant.

Avant de donner mon accord sur la somme forfaitaire proposée (239.814 Frs), je vous serais très obligé de bien vouloir me faire connaître pour quelles sommes les justifications présentées tant par Madame BOLLOT-LETOMBE que par les Services de Police qui se sont chargés de la restauration de l'immeuble ont été acceptées par vos Services.

N'ayant justifié de mon côté que d'un bordereau au 1er Décembre 1952, qui se montait à 39.395 Frs.

Aussitôt après, je pourrais le cas échéant demander à Madame BOLLOT-LETOMBE de vous donner son accord sur la proposition que vous lui avez faite.

Dans cette attente,

Veillez croire, Monsieur le Délégué, à l'expression de mes Sentiments distingués.

Signé : J. ARDUIN

Arrondissement de TERGNIER
MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION
ET DE L'URBANISME

TERGNIER, le 24 JUIN 1953

-:-

Réf. I.582/JA.JM

Dossier N° I9.483 Z
Mme BOLLOT-LETOMBE
sinistre à ST-QUENTIN
II & I3 rue Charles Picard

-:-

Monsieur ARDUIN
Architecte
I2, rue Chantrelle
ST-QUENTIN

Monsieur,

Mr. le Délégué Départemental me communique votre
lettre du 28 Avril dernier, concernant le dossier cité en référence

J'ai l'honneur de vous faire connaitre que vous
pourrez prendre connaissance dans les bureaux de l'Arrondissement
du dossier en cause qui a fait l'objet de ma proposition de
règlement du 29.12.52, basée :

- sur les justifications des travaux exécutés dans l'immeuble portant le N° II	montant 185.273.- X
- sur la valeur des travaux restant à exécuter dans l'immeuble portant le N° I3	" 44.823.-
Honoraires	9.718.-

soit, au total :	239.814.-

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma
considération distinguée.

LE CHEF D'ARRONDISSEMENT.

St-Quentin, le 25 JUIN 1953

Sinistre II-I3, rue
Charles Picard.-

Madame BOLLLOT-LETOMBE
19, rue de la Sellerie
ST-QUENTIN

Madame,

Suite à ma demande du 28 Avril dernier à Monsieur le
Délégué Départemental,

J'ai l'honneur de vous donner inclus copie de la
lettre reçue au courrier de ce jour du Secteur de Tergnier.-

Il ressort de cet exposé que les travaux au N° II
doivent être considérés comme terminés, et que les justifications
ont été acceptées pour un montant de : 185.273 Frs, justifications
produites en partie par nos soins et en partie par le Locataire.

Par contre, en ce qui concerne l'immeuble N° I3, il
reste à justifier 44.823 Frs, pour obtenir le montant de la
notification proposée le 3 Avril dernier, par Monsieur le
Délégué Départemental.-

Vous voudrez bien me faire savoir si, le cas échéant,
vous n'avez pas en votre possession des mémoires des travaux
effectués au N° I3, pour que je puisse adresser le bordereau
de justifications comme de coutume.

Dans cette attente,

Veuillez croire, Madame, à l'expression de mes
respectueux Sentiments.

Signé : J. ARDUIN

Carnac Plage, le 21 août 1954.

Monsieur l'Inspecteur,

En réponse à votre lettre du 18 août,
(ref. V.B.N. gd. n° 1869. D.R.), j'ai l'honneur
de vous informer que j'ai fait parvenir
sans tarder votre lettre à mon architecte
M^r. Ordureau, en lui demandant de
vous donner satisfaction au plus
tôt.

Espérant que cette affaire sera promptement réglée, je vous prie d'agréer,
Monsieur l'Inspecteur, mes salutations
empressées.

S. Bollob

25 AOUT 1954

DI

Voir l'annuaire
des noms
descriptifs

jusqu'au 31 août.

M^{me} Fr. Bollob. Maison de Louet
Carnac. Plage Morbihan

VB.N.gd - N° 1869 DR

PARIS, 18 Août

54.

SAINT-QUENTIN

MINUTE

11, rue Charles Picard

Monsieur BOLLOT

19, Rue de la Sellerie

à SAINT-QUENTIN

(Aisne)

Monsieur,

Suite à ma lettre du 3 Août 1953.

AU cours d'une nouvelle démarche effectuée ces jours derniers auprès des Services de la Reconstruction à Laon, il a été indiqué que votre architecte n'avait donné encore aucune suite à une demande de précisions qui lui avait été adressée au début de l'année 1953.

Nous vous serions obligés de demander à votre architecte de se mettre sans tarder en relation avec le M.L.R. en vue de liquider au plus tôt cette affaire; nous serions, en effet, dans l'obligation sous peu de saisir notre Service du Contentieux, chargé de recouvrer les créances litigieuses, *si le règlement de cette affaire devait encore tarder*

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Inspecteur Principal,
Chef de la Section
du Domaine,

AVIS DE RÉCEPTION ⁽¹⁾
D'UN OBJET CHARGÉ OU RECOMMANDÉ

VOYAGE
AVIS DE PAYEMENT
PARIS 26

GRATUITEMENT

avec les

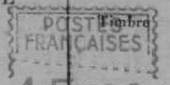
ots-kilomètres

S N C F

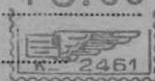
Pour le bureau de
- 4 AOUT - 53

Département

(1) Biffer des indications inutiles.



15.00



Nom et adresse
de l'expéditeur.

A REMPLIR
PAR L'EXPÉDITEUR

M

rue

à

département



REPUBLIQUE FRANÇAISE

POSTES - TÉLÉGRAPHES - TÉLÉPHONES

n°

N° 514

J. A. 121646. O

AVIS DE RÉCEPTION (A) — AVIS DE PAYEMENT (B)

(B) { d'un⁽¹⁾ lettre } valeur déclarée
 { d'un mandat⁽²⁾ } de
 enregistré au bureau de Paris - 26
 le 4 AOUT 1953, sous le n° 2065 et
 adressé à (suspension complète) M. Bollot
19, rue de la Sellerie
 (sous le n° s'il y a lieu)
 à St Quentin
 Département (Aisne)

Le soussigné { 1⁽¹⁾ CR } valeur déclarée
 déclare que { le mandat } recommandé
 mentionné ci-contre { livré le (B) 18/53 }
 a été dûment { payé le (B) }

Signature de l'agent du bureau destinataire :

- (1) Nature de l'objet (lettre, boîte, paquet, échantillon, etc.)
 (2) Ajouter suivant le cas (ordinaire, carte, lettre, télégraphique, etc.)
 (3) Dans le régime international il est fait usage de la formule n° 515.
 (4) Biffer les indications inutiles.

NOTA. — En cas d'absence de l'intéressé, l'objet recommandé ou chargé, adressé à un domicile, est conservé en instance au bureau destinataire pendant 15 jours, après une présentation à ce domicile.



Copie de Minute *à gde*
Copie à ge pour le tenir au courant (compte E.P.1 n° 7973)

DE
8

Minute

VB.N.gd.N
n° 1869 D.R
Paris,

-3 AOUT 1953

St-Quentin
11 Rue Charles Picard

Monsieur BOLLOT
19 Rue de la Sellerie
à St-Quentin
(Aisne)

Monsieur,

Au cours d'une récente démarche auprès de la Délégation Départementale du Ministère de la Reconstruction à Laon, il nous a été indiqué que le règlement du dossier concernant votre immeuble visé en marge se trouvait arrêté par suite du désaccord de votre architecte avec les propositions du M.R.U.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire hâter, dans toute la mesure possible, le règlement de cette affaire.

Je me tiens d'ailleurs à votre disposition pour envisager une entrevue avec vous et votre architecte si vous le croyez nécessaire. Je vous demanderai toutefois de vouloir bien m'aviser quelques jours à l'avance.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

*à 13/8/54
démarche au Laon
rien de nouveau, mais A.L.R. va régler affaire
d'office
Aff. B. 204*

L'inspecteur Principal
Chef de la Section du Domaine

[Signature]

VB.N.gd.N
n° 1869 D.R
Paris,
- 3 AOUT 1953

St-Quentin
11 Rue Charles Picard

Monsieur BOLLOT
19 Rue de la Sellerie
à St-Quentin
(Aisne)

Monsieur,

Au cours d'une récente démarche auprès de la Délégation Départementale du Ministère de la Reconstruction à Laon, il nous a été indiqué que le règlement du dossier concernant votre immeuble visé en marge se trouvait arrêté par suite du désaccord de votre architecte avec les propositions du M.R.U.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire hâter, dans toute la mesure possible, le règlement de cette affaire.

Je me tiens d'ailleurs à votre disposition pour envisager une entrevue avec vous et votre architecte si vous le croyez nécessaire. Je vous demanderai toutefois de vouloir bien m'aviser quelques jours à l'avance.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Inspecteur Principal
Chef de la Section du Domaine

Br) Copie à g.c. pour le tenir au courant (Compte E.P. n° 7973)

-3 AOUT 1953

V.B.N. G.d.N.
n° 1869 D.R.

St Quentin
Il me Charles Rigand
Monsieur,

Monsieur Bollot
19 rue de la Sellerie
à St Quentin
(Aisne)

Au cours d'une récente démarche auprès de la
Délégation départementale du Ministère de la Reconstruction
à Laon, il nous a été indiqué que le règlement du
domm. concernant votre immeuble visé en marge
se trouvait arrêté par suite du désaccord de votre
architecte avec les propositions du M.R.V.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire trêve,
dans toute la mesure possible, le règlement de
cette affaire -

Je me tiens d'ailleurs à votre disposition pour
suivre une entente avec vous et votre architecte
si vous le jugez nécessaire - Je vous demanderai
toutefois de vouloir bien m'avisé quelques jours à
l'avance -

A vous,
[Signature]

SAINT-QUENTIN, le 27 AOUT 1952.

ST-QUENTIN
Maison II, Rue Ch. Picard

Dr. n° I869

STE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS
REGION DU NORD
SERVICE DE LA VOIE & DES BATIMENTS
I8. Rue de Dunkerque, I8

PARIS 10°

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception
de votre lettre du 17 dernier et m'excuse pour l'oubli
concernant l'imprimé D.G.4.; veuillez le trouver ci-joint.

Je n'ai pas rempli la partie concernant
modalité de règlement. J'ignore en effet, la modalité
vous avez choisie.

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations
distinguées.

J. BOLLIG

29 AOUT 1952
M. Bardet

M. BOLLIG
19. Rue de la Sellerie
ST-Quentin -Aisne-

BNCI, rue Raspail St-Quentin
N° CH 14.491

donné etourné à Jean
le 29-12-1952
chèque proposé 239.814
non encore entièrement justifié par
travaux
architecte n'est pas d'accord au 10/6/53
Vu à laon 11/2/54

PARIS

17 juillet

52



Monsieur BOLLOT
Villa Asphodèle
Boulevard Deganne
ARCACHON (Gironde)

VB/N gdn

St-QUENTIN
Maison 11 rue Ch. Picard

Dr n°1869

Monsieur,

Suite à ma lettre du 11 juin 1951.

Une nouvelle démarche ayant été faite auprès du M.R.U. de LAON pour connaître la suite donnée au remboursement des travaux effectués par la S.N.C.F. au titre des dommages de guerre dans la maison visée en marge, il a été indiqué par cet organisme que vous n'aviez pas encore fourni, à ce jour, toutes pièces nécessaires pour l'établissement de votre dossier administratif et que de ce fait l'étude en était retardée d'autant.

1 annexe

Notamment, vous n'avez pas retourné un imprimé DG 4 qui vous avait été adressé au mois d'avril 1951. J'attire votre attention sur le préjudice certain qui nous est causé par votre carence et je vous envoie un nouvel imprimé DG 4 que vous voudrez bien remplir et faire parvenir le plus rapidement possible au Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, Service Régional, Délégation de l'Aisne, place Foch à LAON.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chef de la Section du Domaine

7

pourriez bien reverser la somme
revenant à la S.N.C.F. Le versement que
vous aurez à m'adresser, sera effectué
soit par virement au compte courant
postal, Paris 9191.42, ouvert au nom
de M^r le chef de la Subdivision de la
Comptabilité V.B. Nord, 3 Impasse de la
Chapelle à Paris, soit par chèque bancaire
à l'ordre de la S.N.C.F.

Agitez, Monsieur, l'assurance
de ma considération distinguée.

envoyé en Avril 1951.

DG4

BN 94 N
F. Guignard
11 Rue Charles Péguy
dⁿ 1869.

Paris 11 Mai 51

Monsieur Pollot.
Villa Aphrodite
Boulevard Déganne
Arcachon (Gironde)

Monsieur.
J'ai l'honneur de vous faire connaître
qu'un agent de mon service a déposé
récemment au bureau du M.R.U. de Laon
les justificatifs financiers et techniques
se rapportant aux travaux entrepris par
la S.N.C.F. dans votre commune, sis à
Saint Quentin, 11 Rue Charles Péguy.
Pour permettre d'établir votre dossier
de dommages de guerre, le M.R.U. doit vous
envoyer les imprimés nécessaires et vous
demander de justifier de vos droits
quant à votre qualité de propriétaire de
l'immeuble mentionné ci-dessus, par
déclaration de créance ayant été faite
à l'origine au nom de M^r Latorbe.
Je vous serais donc obligé de vouloir bien
faire le nécessaire en conséquence, pour
que la S.N.C.F. puisse être remboursée de
ses dépenses, conformément à nos
accords. votre lettre du 19 février 1946
a été réglée par le M.R.U. avec



MM.

Paris, le 14 Février 1957

M^{me} Letombe ni Philypst.

VB.N. gd N

dⁿ n° 1869.

Monsieur le Chef de district Bâtiments.

à St Quentin

Remise en état de la maison, sise à Saint Quentin,
11 Rue Charles Picard, appartenant à M^r Bollot.

Je vous prie de me faire parvenir le double de chacune des commandes reprises ci-après, en vue de les adresser au propriétaire pour lui permettre de les déposer au M.R.U., à l'appui de son dossier de dommage de guerre.

Factures.

Entreprise Bicauch	
Travaux de plâtrerie et carrelage	
Dépose et reposte de parquet	34.000 ⁺
Entreprise J. Forni	
Raclay de parquet 159 m ²	4.770 ⁺
Entreprise Bequeris	
Travaux de peintures et vitrerie	82.000 ⁺
Entreprise Burgeon	
Fourniture et pose de 3 paires de personnes	9.390 ⁺
Entreprise Carpentier	
Fourniture et pose de 2 paires de personnes	11.900 ⁺

chacune de ces pièces devra être revêtue de la mention, datée et signée "Travaux exécutés conformément à la commande", ou "Fourniture et Travaux exécutés; ..."

En vue de vous éviter la copie de ces documents vous pourrez demander à la section de se démunir de ceux se trouvant dans ses archives, ainsi qu'il est procédé en semblable circonstance par la plupart de vos collègues.

Ces pièces seraient à m'adresser sous huitaine. Si vous éprouviez des difficultés pour obtenir les documents demandés, vous voudrez bien m'en aviser pour que je puisse envoyer sur place un fonctionnaire de ma section.

Monsieur le chef des Domaines,

Cot. joints six exemplaires des c.d.

1882 du S. S. 45 du M^r l'ingénieur de la Voie

2449 du S. S. 45

2557 du S. S. 45

12880 du S. S. 45 de M^r l'ingénieur en chef

12881 du S. S. 45

Le Chef de Section
du DomaineJ. K. K.
11 Rue Anstetter.

2/3/57 Le Chef de District Ppaf

010251

3 MAR 1957

Paris, le 26 NOV-1949

Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité V.B.,

VB.N.gd N

Suite à ma note du 25 mai 1949 relative à la comptabilisation des dépenses et recettes concernant la remise en état d'immeubles particuliers endommagés par faits de guerre pris en location par la S.N.C.F. pour le logement de son personnel.

Je vous indique ci-dessous les précisions qui m'ont été demandées par vos Services:

- c^{te} E₁ P₁ n° 8085 - Maison à Calais, canal des Crabes, appartenant à la Sté gale des Huiles de Pétrole - Affaire sans suite ; compte à annuler.
- c^{te} E₁ P₁ n° 7980 - Maison à Cambrai, 134 rue de Caudry, appartenant à M. Mairesse. Mémoire de 14.286 f. du 19 mai 1945 dont le montant a été retenu à due concurrence sur les loyers du 1er octobre 1944 au 2 novembre 1947.
- c^{te} E₁ P₁ n° 8204 - Maison à Amiens, 300 Chaussée Jules Ferry, appartenant à M. Mette. Par lettre du 11 juillet, M. Mette s'étant engagé à nous rembourser forfaitairement la somme de 12.000^f, celle-ci a été retenue sur loyers de l'année 1947. Votre mémoire du 14 octobre 1949 s'élevant à 13.428^f, la Section du Domaine s'efforcera d'obtenir de M. Mette le remboursement de la différence.
- c^{te} E₁ P₁ n° 8063 - Maison à Sochain, 181 rue Wilson, appartenant à M. Lefebvre. Par lettre du 24 octobre 1946, M. Lefebvre s'étant engagé à nous rembourser forfaitairement la somme de 7.277^f50, celle-ci a été retenue sur loyers du 1er novembre 1946 au 21 juin 1947. Votre mémoire du 22 mai 1947 étant de 7.466^f, la différence, soit 188^f50, doit être considérée comme irrecevable.
- c^{te} E₁ P₁ n° 8020 - Maison à Tergnier, 16 rue Camille Pelletan, appartenant à M. Leclercq. La S.N.C.F. paie loyer. M. Leclercq reversera ses dommages de guerre dès perception du M.R.U.
- c^{te} E₁ P₁ n° 7973 - Maison à St-Quentin, 11 rue Charles Picard, appartenant à M. Bollet. Suite à ma lettre du 19 février 1949, l'état joint doit être complété par la mention de la somme de 4.053^f représentant les impôts des années 1947 et 1948 retenus d'office par M. Bollet sur la somme de 31.028^f, montant de votre mémoire.
- c^{te} E₁ P₁ n° 8053 - Maison à St-Pol-s/Ternoise, 14 Boulevard Gambetta, appartenant à M. Canonne. La somme de 4.137^f, objet de votre mémoire du 23 novembre 1946, est à rembourser pour moitié par M. Canonne, l'autre moitié par M. Leroy, propriétaire de l'immeuble voisin. M. Canonne s'est engagé à faire le reversement de l'indemnité qu'il pourra recevoir du M.R.U. La Section du Domaine n'est pas intervenue auprès de M. Leroy, n'étant pas à l'origine de l'affaire. Par sa lettre du 8 janvier 1947, M. le Chef d'Arrondissement V.B. à Boulogne m'écrivait d'ailleurs : "Mon Service local intervient auprès de l'intéressé en vue du remboursement, à la S.N.C.F., de la somme de 2.068^f représentant la 1/2 des dépenses pour la remise en état de ce mur".

Le Chef de la Section
du Domaine,

Signé : TASSEUR

Paris, le 19 FEV 1949

Minute

Lefl

17/2

Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité V.B.

VB.N.gi N

n° 1869

Remise en état de l'immeuble sis à Saint-
Quentin, 11 rue Charles Picard, appartenant à
M. BOLLOT.Suite à votre lettre du 1^{er} courant - réf.
VB.N.gc (B1) compte E1P1 n°7973.Je vous confirme que vous pouvez encaisser
le chèque de 26 975 f. que vous a fait parvenir
M. Bollet, ce paiement résultant d'ailleurs d'une
demande de votre Service portant sur 31 028 f.-3-
Aux termes du bail, la S.N.C.F. est effecti-
vement tenue au remboursement de l'impôt foncier.Aucun accord n'était cependant intervenu avec
le propriétaire pour que les loyers et charges
soient imputés en amortissement de nos travaux.M. Bollet en ayant fait la déduction d'office
sur le règlement réclamé par votre Service, je
porterai le montant des impôts sur l'état que je
vous ferai parvenir des sommes imputables sur les
comptes E1 P1 intéressés au titre de l'année 1948.Je vous retourne les avertissements et la
lettre que vous m'avez communiqués.Le Chef de la Section
du Domaine,26 975
1383 impôts 1948
2540
31028

1

Paris, le 25 Août 1948

VB/N gc (Bi)

St-Quentin

Remise en état du logt,
sis, 11, rue Ch. Filard,
endommagé par faits de
guerre et appartenant à
M^{le} Paillot.

E 1 P 1 n^o 7973

Monsieur le Chef
de la Section du Domaine
à Paris

Tenillez honnor, ci-joint, établi
en triple exemplaire, le mémoire,
s'élevant à la somme de 155.142, ^f des
dépenses faites pour la réalisation des
travaux visés en marge.

Le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité

Relevé

27 AOUT 1948

M. Bardet

VB/N ge (Pi)

St-Quentin

Pennise en état de
l'immeuble vis rue
Ch. Picard pour le
compte de M^{le} Rollot

En P. no 7973

3

Transmis à Monsieur
le Chef de la Section
du Domaine

en le priant de me faire
tenir copie de sa réponse à l'intéressé,
me faire connaître par retour du
courrier, si je puis envoyer le chèque
de 26.976^{fr} à l'encaissement, etc.,
cette (M) de la lettre ci-jointe du
propriétaire et c'est, me confirme que la
somme de 4.055^{fr} figurera sur l'état
des loyers et charges de l'année 1948
imputables en proportion des
dépenses engagées par la S.N.C.F.

1/2/49

Le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité

- 1 FEVR 1949

in Bardet

lettre ref. au
au payage à
14/2/49

DUPLICATE

V.B.N. gx
I369 DR

Monsieur ROUSSEL

-:-:-:-:-
I22I R

La S.N.C.F. a pris en location de Monsieur R. BOLLOT, Villa Asphodèle, boulevard Deganne à Arcachon (Gironde), une maison sise à St Quentin, II rue Charles Picard.

Cette maison ayant été endommagée par faits de guerre, nous avons accepté de faire effectuer, pour le compte du propriétaire, les travaux nécessaires à sa remise en état d'habitabilité évalués à 160.000 francs, et il a été entendu que Monsieur BOLLOT nous paierait à la fin des travaux 20% de la dépense, avec maximum de 32.000 francs, et que, par la suite, il nous reverserait, au fur et à mesure de leur encaissement, et jusqu'à due concurrence, l'intégralité des sommes qui lui seront attribuées par l'Etat au titre de dommages de guerre, la S.N.C.F. conservant éventuellement à sa charge la part de la dépense qui ne serait pas couverte par ces divers versements.

Vous avez dû recevoir à ce sujet des instructions de Monsieur Leclercq pour l'ouverture d'un compte I.I. PI.

Monsieur Fraillon m'ayant avisé, par note du 7 courant, que les travaux étaient terminés depuis le 8 Juin dernier je vous serais très obligé de faire mettre en recouvrement la somme de 32.000 francs due par Monsieur BOLLOT.

CAB 3 COPIES

VDN va 3
ST QUENTIN
II Rue Ch. Picard

ST QUENTIN, le 7/II/46.

1221

Monsieur VEILLET.

Suite à votre note ci-jointe, du
19/IO/46, N° 1869 DR / 1221 R, affaire
visée en marge, je vous informe que les
travaux ont été terminés le 8 Juin der-
nier.

M. GUILLOUX Inspecteur EX. a pris
possession de l'immeuble le 9 Mai 1946.

/L'Ingénieur de la Voie,

-I-

-8 NOV 1946

Z-K



Paris, le 19 Octobre 1946

V.B.N. gx

I869 DR

-:-:-:-

I22I R

Monsieur le Chef du 3ème
arrondissement V.B. à St QUENTIN

St Quentin
II rue Charles de la maison visée en marge.
Picard

Suite à votre lettre du 14
Août dernier relative à la pri-
se en location par la S.N.C.F.
de la maison visée en marge.

Les travaux de remise en
état sont-ils achevés et, dans
l'affirmative, depuis quelle
date ?

Une prompte réponse de
votre part m'obligerait.

Le Chef du Domaine

P. S. Le Fonctionnaire auquel est
destinée cette maison, en a-t-il
pris possession et, dans l'affirmative,
depuis quand ?

Z-K

DUPLICATA

Paris, le 19 Octobre 1946

V.B.N. gx

1869 DR

--:--:--

[221 R

Monsieur le Chef du 3ème
arrondissement V.B. à St QUENTIN

St Quentin
II rue Charles de la maison visée en marge.
Picard

Suite à votre lettre du 14
Août dernier relative à la pri-
se en location par la S.N.C.F.

Les travaux de remise en
état sont-ils achevés et, dans
l'affirmative, depuis quelle
date ?

Une prompte réponse de
votre part m'obligerait.

Le Chef du Domaine

8

*P.S. Le Fonctionnaire auquel est
destinée cette maison, en a-t-il
pris possession et, dans l'affirmative,
depuis quand ? -*

PARIS, le 4 MARS 1946

DUPLICATA

VB Ngx

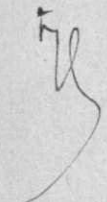
1221 R

Monsieur FRAILLION,
Chef de l'Arrondissement V. B.
SAINT-QUENTIN

Je vous informe que M. BOLLOT, propriétaire de l'immeuble sis à SAINT-QUENTIN, 11, rue Charles Picard, vient de me faire parvenir son accord au sujet de la prise en location de cet immeuble par la S.N.C.F., aux conditions qui ont fait l'objet de ma lettre du 12 Février dernier, dont vous avez reçu copie.

Vous pouvez donc, ainsi que je vous l'ai fait savoir, entreprendre les travaux nécessaires, dès que vous aurez l'accord du M.R.U. pour la remise en état de cette maison.

M. BOLLOT nous prie à cet effet de nous mettre en rapport avec son architecte: M. Jules ARDOIN, 12, rue Chantrelles - St. QUENTIN -, qu'il a chargé de faire le nécessaire auprès des services de la Reconstruction, en vue d'obtenir cette autorisation.



VBN va 3

-o-o-

ST QUENTIN, le 14/8/46.

ST QUENTIN

11 Rue Ch. Picard

Prise en location

S.N.C.F.

1221

Monsieur VEILLET.

En réponse à votre note ci-jointe N° 1869 DR/1221 R du 27 Juillet dernier, affaire visée en marge, je vous informe que les travaux sont presque achevés. Il reste à réaliser une réparation à la chaudière du Chauffage central. Ce travail pourra être fait dès que l'entrepreneur aura les pièces nécessaires.

Le logement comporte : l'eau, le gaz, l'électricité et le chauffage central.

L'impôt foncier s'élève à 1.229 f.

/L'Ingénieur de la Voie,

-1-

16 AOUT 1946

D'

Z-K



Paris, le 27 Juillet 1946



V.B.N. gx
I869 DR
-:-:-:-:-
I22I

Monsieur le Chef du 3ème
arrondissement V.B. à St QUENTIN

Suite à votre lettre du 24 Avril
St Quentin dernier, relative à la prise en location
II rue Char- par la S.N.C.F. de l'immeuble visé en
les Picard marge.

Les travaux de remise en état sont-ils achevés et, dans l'affirmative, depuis quelle date, cette date devant servir de point de départ de la location à intervenir ?

Veuillez également me faire connaître le montant de l'impôt foncier grevant le dit immeuble et m'indiquer s'il comporte l'eau, le gaz et l'électricité ainsi que l'installation du chauffage central.

Le Chef du Domaine

Paris, le 27 Juillet 1946

DUPLICATA

URGENT

.B.N. gx

1869 DR

-:-:-:-:-

1221


Monsieur le Chef du 3ème
arrondissement V.B. à St QUENTIN

Suite à votre lettre du 24 Avril
St Quentin dernier relative à la prise en location
II rue Char- par la S.N.C.F. de l'immeuble visé en
les Picard marge.

Les travaux de remise en état sont-ils achevés et, dans l'affirmative, depuis quelle date, cette date devant servir de point de départ à la location à intervenir ?

Veuillez également me faire connaître le montant de l'impôt foncier grevant le dit immeuble et m'indiquer s'il comporte l'eau, le gaz et l'électricité ainsi que l'installation du chauffage central.

Le Chef du Domaine



Paris, le 1^{er} Mars 1949.

VB/Ngc (Bi)

S^r Quantin

Remise en état du
logt sis 11, rue Girard
pour le compte de
M^{re} Bollot, propriétaire

EAP n° 7973

Monsieur le Chef
de la Section du Domaine
à Paris.

3
Veuillez trouver, ci-jointes, en
retour, les pièces annexées à votre
note du 19 Février dernier, en vous
priant de me faire tenir copie de
votre réponse, à l'intéresse aussi
que je vous l'ai demandé par
note du 1^{er}.2.49.

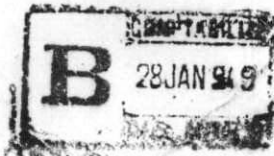
Le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité

Ruud

- 1 MARS 1949

M. Bardet

Arcachon, le 24 Janvier 1949



S N C F Region du Nord
Service de la Comptabilité
3, Impasse de la Chapelle
P A R I S 9è

Monsieur,

J'ai l'avantage de vous accuser réception de votre demande de versement de la somme de 31.028 frs. au titre de la remise en état de mon immeuble situé II; rue Charles Picard à St-Quentin. (référence IO.OI9 V. B. N.)

M { Les clauses du bail que je vous ai accordé pour cet immeuble vous obligent à payer la contribution foncière pour les années 1947 & 1948.

Pour l'année 1947	cette contribution se monte à	I.383 frs.
" " 1948	" " " " "	2.670.-

Soit un total de 4.053.-

que je me permets de défalquer de la somme de 31.028 frs. dont je vous suis redevable. Je vous adresse donc sous ce pli pour solde de compte un chèque de frs/ 26.975.- sur la Société Générale d'Arcachon.

Je vous envoie à titre consultatif les avertissements que je vous serais obligé de bien vouloir me retourner quand vous en aurez pris connaissance. Pour la bonne règle je vous serais obligé de me confirmer accord.

En attendant le plaisir de vous lire, veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

R. BOLLOT
Villa Aephodole
Boulevard Déganne
ARCACHON (Gironde)

AVERTISSEMENT

délivré par le Directeur des Contributions directes
pour l'acquit des cotisations de l'année 1948.

DÉPARTEMENT DE L'AISNE.

Ville de Saint-Quentin (2^e Division).

M. Ballot Letourbe René Victor
négociant
B^e Degassine
à Arcachon

ARTICLE 1688 du rôle général

mis en recouvrement le

Rue Ch. Picard n° 11

Voir les indications portées au verso et notamment :

- l'adresse et les jours de réception de l'inspecteur, les conditions et délais de réclamation;
- l'adresse, les jours de recette et le numéro du compte de chèques postaux du Percepteur, les règles d'exigibilité de l'impôt, les conditions d'application de la majoration de 10 % pour paiement tardif et les modes de paiement.

NOTA. — Les contribuables peuvent prendre connaissance au secrétariat de la mairie d'un tableau indiquant la nature, l'objet, la quotité et le produit des divers centimes portant sur les anciennes contributions directes ainsi que la date des lois, décrets ou arrêtés qui ont autorisé ces impositions.

ANCIENNES CONTRIBUTIONS DIRECTES ET TAXES ASSIMILÉES.

ELEMENTS D'IMPOSITION DES CONTRIBUTIONS ET TAXES DE LA COLONNE 3		NATURE DES CONTRIBUTIONS ET TAXES.	MONTANT des COTISATIONS (a)
BASES D'IMPOSITION	TAUX ou CENTIMES- LE-FRANC		
1	2	3	4 francs
Revenu des propriétés bâties : 1500 francs	1 fr. 68 c. 4,50 %	Contribution foncière des propriétés bâties	292
Revenu : francs. %	Taxe sur le revenu net des propriétés bâties ..	7
Revenu : francs. %	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	
Revenu des propriétés non bâties : francs (b)	97 c. 8 32 % 15 %	Taxe de déversement à l'égout	
Revenu (bâties : fr. propriétés (non bâties (b) : fr.)	40 % (1 ^{er} cat.) ou 20 % (2 ^e cat.)	Contribution foncière des propriétés non bâties.	
Mêmes bases que les contributions correspondantes	5 c. 48 2 c. 96	Cotisation pour fonds national de solidarité agri- cole (c)	
		Taxe sur le revenu net des propriétés non bâties.	
		Taxe des biens de mainmorte	
		Taxe (contribution foncière des propriétés bâties vicinale sur la (contribution foncière des propriétés non bâties	80
SOMME A PAYER...			2670

(a) Le montant de chaque cotisation s'obtient en multipliant la base d'imposition par le taux ou centime-le-franc correspondant et en arrondissant le produit à la dizaine de francs la plus voisine.

(b) Revenu figurant à la matrice cadastrale majoré de 500 %.

(c) Cette cotisation est à la charge de l'exploitant à qui le propriétaire peut en demander le remboursement. (Loi du 23 décembre 1946 art. 40)

Les dégrèvements prononcés en faveur des contribuables économiquement faibles seront notifiés ultérieurement aux intéressés.

RAPPORTER LE PRÉSENT AVERTISSEMENT EN VENANT PAYER.

A. — ÉTABLISSEMENT DE L'IMPOT.

Pour obtenir des renseignements sur l'établissement des impositions, s'adresser à l'INSPECTEUR.

Division Contrôle de SAINT-QUENTIN,
de 17, rue de Baudreuil,
contrôle à SAINT-QUENTIN. 21,9
adresse
jours
et heures Jours et heures de réception :
de Mercredi, de 9 h. à 12 h.
réception et de 14 h. à 17 h.

RÉCLAMATIONS.

Formes et délais à observer.

(Code général des impôts directs, art. 360 à 365, 378, 384 et 385.)

Dans la généralité des cas, la réclamation doit être produite avant l'expiration du troisième mois suivant celui au cours duquel le rôle a été mis en recouvrement (voir au recto du présent avertissement la date de mise en recouvrement du rôle).

Elle doit indiquer les impôts qu'elle concerne et les motifs sur lesquels elle s'appuie. Elle doit être accompagnée de l'avertissement ou d'un extrait de rôle délivré par le Percepteur ou, à défaut, contenir l'indication de l'article et du numéro du rôle.

Si l'on désire surseoir moyennant garanties au paiement des sommes contestées, la réclamation doit le faire connaître et préciser le montant ou tout au moins les bases du dégrèvement demandé. Les réclamations doivent être adressées au Directeur des Contributions directes à LAON, 13, rue de Signier.

NOTA. — Jusqu'à l'expiration du mois qui suit celui de la mise en recouvrement du rôle, le contribuable peut présenter sa demande en décharge ou réduction, sans frais ni formalités sous forme de déclaration reçue à la mairie du lieu de l'imposition. (Code général des impôts directs, art. 339.) L'avertissement ou un extrait du rôle doit être annexé à cette déclaration.

B. — PAIEMENT DE L'IMPOT.

Pour acquitter le montant de l'impôt, s'adresser au PERCEPTEUR.

Adresse. 7, rue du Gouvernement
(1^{er} étage).
Jours à SAINT-QUENTIN.
de 21,8
recette. JOURS ET HEURES DE RECETTE :
numéro Tous les jours non fériés, de
de compte 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 16 h.;
de chèques le samedi, de 9 h. à 11 h. 45.
postaux. N° DU COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX :
Châlons-sur-Marne 1070.

EXIGIBILITÉ.

L'impôt est exigible en totalité le dernier jour du mois qui suit celui de la mise en recouvrement du rôle. (La date de mise en recouvrement du rôle est indiquée au recto du présent avertissement.)

ENTRAÎNENT EXIGIBILITÉ IMMÉDIATE DE LA TOTALITÉ DE L'IMPOT :

- 1° le non-paiement des versements anticipés prévus par l'article 383 bis du Code général des impôts directs;
- 2° le déménagement hors du ressort de la perception, à moins que le contribuable n'ait fait connaître avec justifications à l'appui son nouveau domicile, ainsi que la vente volontaire ou forcée.

MAJORATION DE 10 P. 100.

Une majoration de 10 p. 100 est appliquée aux sommes restées dues :

- a) le 1^{er} novembre, si l'impôt est compris dans un rôle mis en recouvrement avant le 1^{er} août;
 - b) le 1^{er} jour du 4^e mois qui suit celui de la mise en recouvrement, si l'impôt est compris dans un rôle mis en recouvrement après le 31 juillet.
- (La date de mise en recouvrement du rôle est indiquée au recto du présent avertissement.)

Modes de Paiement.

1° A la caisse du PERCEPTEUR, par versements en numéraire.

MANDAT-CONTRIBUTION (formule bleue), émis dans tous les bureaux de poste ou par l'intermédiaire du facteur.

2° Par un moyen postal, savoir :
VERSEMENTS AU COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX du percepteur (v. ci-dessus le n° de ce compte), soit au moyen d'un chèque de virement, soit à l'aide du MANDAT-CARTE spécial (formule n° 1418), suivant que le contribuable est ou non titulaire lui-même d'un tel compte.

3° Par un moyen bancaire, savoir :
CHÈQUE BARRÉ émis ou endossé à l'ordre du percepteur avec l'inscription « Banque de France » entre les deux barres.

VERSEMENT DE BANQUE effectué par la Banque de France ou par certains établissements de crédit spécialement autorisés à cet effet.

AVIS IMPORTANT. — Pour les versements à la caisse du percepteur présenter l'avertissement ou un avis.

Dans les autres cas (2° et 3°), s'abstenir de mentionner le nom personnel du comptable et indiquer très exactement la commune de l'imposition ainsi que les articles des rôles sur lesquels doivent être imputés les versements. Pour recevoir sa quittance, le demandeur au Percepteur qui l'envoie en franchise; toutefois, si le paiement a lieu par mandat-contribution, le récépissé du mandat tient lieu de la quittance du percepteur, lorsque ce mandat a été régulièrement établi.

C. — RENSEIGNEMENTS DIVERS.

MUTATIONS CADASTRALES.

(Code général des impôts directs, art. 223 à 225.)

Les mutations cadastrales consécutives aux changements de propriété sont faites à la diligence des propriétaires intéressés.

Au fur et à mesure de l'achèvement, dans chaque commune, des opérations de rénovation du cadastre par voie de révision ou de réfection, la désignation des immeubles d'après les données du cadastre devient obligatoire dans tous les actes authentiques et sous-seings privés ou jugements translatifs ou déclaratifs de propriété ou de droits réels immobiliers. Il est fait usage, pour cette désignation, des nouvelles notations contenues dans les divers documents cadastraux rénovés. Tant que la mutation n'a pas été faite, l'ancien propriétaire continue à être imposé au rôle et peut être contraint au paiement de la contribution foncière, sauf son recours contre le nouveau propriétaire.

RÉVISION DES ÉVALUATIONS FONCIÈRES PRÉVUE PAR LA LOI DU 16 AVRIL 1930.

Dans le délai d'un mois à compter de la date de la mise en recouvrement du premier rôle établi d'après les résultats de la révision, il est délivré gratuitement sur leur demande aux propriétaires non domiciliés dans la commune que ce rôle concerne, copie du détail des évaluations attribuées à leurs propriétés non bâties.

Les demandes doivent être adressées au Directeur des Contributions directes à LAON, 13, rue de Signier.

TAXE VICINALE.

Paiement de la taxe. — La taxe vicinale peut être acquittée en nature ou en argent, au gré des contribuables. Toutefois, les conseils municipaux ont la faculté d'imposer l'exigibilité en argent de la valeur d'une journée de prestations quand le nombre des journées votées est de deux et de la valeur d'une ou deux journées quand le nombre de ces journées est de trois, la faculté d'option étant maintenue aux contribuables quand la commune n'a qu'une journée de prestations.

Déclaration d'option. — Les contribuables qui veulent se libérer en nature doivent en faire la déclaration à la mairie dans le délai d'un mois à partir de la mise en recouvrement du rôle; passé ce délai, la taxe est exigible en argent pour la totalité.

La déclaration d'option est reçue par le maire et inscrite sur un registre spécial, elle est signée par l'intéressé.

Les contribuables peuvent d'ailleurs se dispenser de faire personnellement leur déclaration d'option à la mairie, en transmettant au maire un bulletin rédigé dans la forme suivante :

« Le soussigné (nom et prénom), imposé sous l'article du rôle général de la commune pour l'année 19... , déclare vouloir acquitter en nature la fraction non exigible en argent de sa taxe vicinale qui s'élève à francs. »

(Date et signature.)

AVERTISSEMENT

délivré par le Directeur des Contributions directes
pour l'acquit des cotisations de l'année 1947.

DÉPARTEMENT DE L'AISNE.

Ville de Saint-Quentin (1^{re} D^{on}).

M. *Jollot Letombe René Victor*

Brd Bégarin
à Arcachon.

ARTICLE *15688* du rôle général

mis en recouvrement le *30.08.47*

Rue *Ch. Picard* n° *11* ✓

Voir les indications portées au verso et notamment :

- l'adresse et les jours de réception du Contrôleur, les conditions et délais de réclamation;
- l'adresse, les jours de recette et le numéro du compte de chèques postaux du Percepteur, les dates d'échéance et les modes de paiement

NOTA. — Les contribuables peuvent prendre connaissance au secrétariat de la mairie d'un tableau indiquant la nature, l'objet, la quotité et le produit des divers centimes portant sur les anciennes contributions directes, ainsi que la date des lois, décrets ou arrêtés qui ont autorisé ces impositions.

ANCIENNES CONTRIBUTIONS DIRECTES ET TAXES ASSIMILÉES.

ÉLÉMENTS D'IMPOSITION DES CONTRIBUTIONS ET TAXES DE LA COLONNE 3		NATURE DES CONTRIBUTIONS ET TAXES	MONTANT
PASES D'IMPOSITION	TAUX ou CENTIMES LE-FRANC		des COTISATIONS (a)
1	2	3	4 francs
Revenu des propriétés bâties <i>1500</i> francs	82 c. 7 4,30 %	Contribution foncière des propriétés bâties	<i>1241</i>
Revenu : francs	%	Taxe sur le revenu net des propriétés bâties	<i>68</i>
Revenu : francs	%	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	
Revenu : francs	%	Taxe de déversement à l'égout	
Revenu des propriétés non bâties francs (b)	52 c. 0 16 %	Contribution foncière des propriétés non bâties	
	13 %	Cotisation pour fonds national de solidarité agricole (c)	
Revenu des propriétés bâties fr.	10 % (1 ^{re} cat.) ou 20 % (2 ^e cat.)	Taxe sur le revenu net des propriétés non bâties	
Revenu des propriétés non bâties (b) fr.		Taxe des biens de mainmorte	
Mêmes bases que les contributions correspondantes	4 c. 94 2 c. 67	Taxe contribution foncière des propriétés bâties	<i>74</i>
		vicinale contribution foncière des propriétés non bâties	
		sur la	

(a) Le montant de chaque cotisation s'obtient en multipliant la base d'imposition par le taux ou centime-le-franc correspondant et en arrondissant le produit au franc le plus voisin.

(b) Revenu figurant à la matrice cadastrale majoré de 500 %.

(c) Cette cotisation est à la charge de l'exploitant (Loi du 25 décembre 1946 art. 10).

SOMME A PAYER...

1388

A. — ÉTABLISSEMENT DE L'IMPOT.

Pour obtenir des renseignements sur l'établissement des impositions, s'adresser au **CONTROLEUR**.

Division Contrôlé de SAINT-QUENTIN,
de 17, rue de Baudrenil,
contrôle, à SAINT-QUENTIN.
adresse, 21,9
jours
et heures Jours et heures de réception :
de Mercredi, de 9 h. à 12 h.
réception, et de 14 h. à 17 h.

RÉCLAMATIONS.

Formes et délais à observer.

(Code général des impôts directs, art. 360 à 365, 378, 384 et 385.)

Dans la généralité des cas, la réclamation doit être produite avant l'expiration du troisième mois suivant celui au cours duquel le rôle a été mis en recouvrement (voir au recto du présent avertissement la date de mise en recouvrement du rôle).

Elle doit indiquer les impôts qu'elle concerne et les motifs sur lesquels elle s'appuie. Elle doit être accompagnée de l'avertissement ou d'un extrait de rôle délivré par le Percepteur ou, à défaut, contenir l'indication de l'article et du numéro du rôle.

Si l'on désire surseoir moyennant garanties au paiement des sommes contestées, la réclamation doit le faire connaître et préciser le montant ou tout au moins les bases du dégrèvement demandé. Les réclamations doivent être adressées au **Directeur des Contributions directes** à LAON, 13, rue de Signier.

NOTA. — Jusqu'à l'expiration du mois qui suit celui de la mise en recouvrement du rôle, le contribuable peut présenter sa demande en décharge ou réduction, sans frais ni formalités, sous forme de déclaration reçue à la mairie du lieu de l'imposition. (Code général des impôts directs, art. 339.) L'avertissement ou un extrait du rôle doit être annexé à cette déclaration.

B. — PAIEMENT DE L'IMPOT.

Pour acquitter le montant de l'impôt, s'adresser au **PERCEPTEUR**.

Adresse, 7, rue du Gouvernement
(Rez-de-chaussée),
à SAINT-QUENTIN.
jours 21,9
de
recette, JOURS ET HEURES DE RÉCEPTION :
numéro Tous les jours non fériés, de
du compte 9 h. à 12 h. et de 14 h. à
de chèques 16 heures, sauf samedi après-
postaux midi.
N° DU COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX : 070-4
Châlons-sur-Marne 1971.

ÉCHÉANCES.

Les conditions d'exigibilité de l'impôt varient suivant la date de mise en recouvrement mentionnée au recto du présent avertissement.

SI LA DATE DE MISE EN RECOUV. VIREMENT EST :	L'IMPÔT EST PAYABLE :	LA PREMIÈRE MENSUALITÉ EST EXIGIBLE :
Antérieure au 1 ^{er} octobre.	En autant de mensualités égales qu'il reste de mois à courir entre le dernier jour du mois de la mise en re- couvrement et la fin de l'année.	Le dernier jour du mois qui suit celui de la mise en re- couvrement
Postérieure au 30 sept.	En trois mensualités égales.	

ENTRAÎNENT EXIGIBILITÉ IMMÉDIATE DE LA TOTALITÉ DE L'IMPÔT RESTANT DU :

1^{er} le non-paiement de trois des mensualités échues lorsque la mise en recouvrement est antérieure au 1^{er} octobre, ainsi que le non-paiement des versements anticipés prévus par l'article 383 bis du Code général des impôts directs;
2^o le déménagement hors du ressort de la perception, à moins que le contribuable n'ait fait connaître avec justifications à l'appui son nouveau domicile ainsi que la vente volontaire ou forcée.

MODES DE PAIEMENT.

1^{er} A la caisse du PERCEPTEUR, par versements en numéraire.

2^o Par un moyen postal, savoir :
MANDAT-CONTRIBUTION (formule bleue), émis dans tous les bureaux de poste ou par l'intermédiaire du facteur.
VERSEMENTS AU COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX du percepteur (v. ci-dessus le n° de ce compte), soit au moyen d'un chèque de virement, soit à l'aide du mandat-carte spécial (formule n° 1418), suivant que le contribuable est ou non titulaire lui-même d'un tel compte.

3^o Par un moyen bancaire, savoir :
CHÈQUE BANQUE émis ou endossé à l'ordre du percepteur avec l'inscription « Banque de France » entre les deux barres.
VIREMENT DE BANQUE effectué par la Banque de France ou par certains établissements de crédit spécialement autorisés à cet effet.

AVIS IMPORTANT. — Pour les versements à la caisse du percepteur, présenter l'avertissement ou un avis.
Dans les autres cas (2^o et 3^o), s'abstenir de mentionner le nom personnel du comptable et indiquer très exactement la commune de l'imposition ainsi que les articles des rôles sur lesquels doivent être imputés les versements. Pour recevoir sa quittance, le demandeur au Percepteur qui l'envoie en franchise; toutefois, si le paiement a lieu par mandat-contribution, le récipissé du mandat doit être joint à la quittance du percepteur, lorsque ce mandat a été régulièrement établi.

C. — RENSEIGNEMENTS DIVERS.

MUTATIONS CADASTRALES.

(Code général des impôts directs, art. 223 à 225.)

Les mutations cadastrales consécutives aux changements de propriété sont faites à la diligence des propriétaires intéressés.

Au fur et à mesure de l'achèvement, dans chaque commune, des opérations de rénovation du cadastre par voie de révision ou de réfection, la désignation des immeubles d'après les données du cadastre devient obligatoire dans tous les actes authentiques et sous-seings privés ou jugements translatifs ou déclaratifs de propriété ou de droits réels immobiliers. Il est fait usage, pour cette désignation, des nouvelles notations contenues dans les divers documents cadastraux rénovés. Tant que la mutation n'a pas été faite, l'ancien propriétaire continue à être imposé au rôle et peut être contraint au paiement de la contribution foncière, sauf son recours contre le nouveau propriétaire.

REVISION DES ÉVALUATIONS FONCIÈRES PRÉVUE PAR LA LOI DU 16 AVRIL 1930.

Dans le délai d'un mois à compter de la date de la mise en recouvrement du premier rôle établi d'après les résultats de la révision, il est délivré gratuitement sur leur demande aux propriétaires non domiciliés dans la commune que ce rôle concerne, copie du détail des évaluations attribuées à leurs propriétés non bâties. Les demandes doivent être adressées au Directeur des Contributions directes à LAON, 13, rue de Signier.

TAXE VICINALE.

Paiement de la taxe. — La taxe vicinale peut être acquittée en nature ou en argent, au gré des contribuables. Toutefois, les conseils municipaux ont la faculté d'imposer l'exigibilité en argent de la valeur d'une journée de prestations quand le nombre des journées votées est de deux et de la valeur d'une ou deux journées quand le nombre de ces journées est de trois, la faculté d'option étant maintenue aux contribuables quand la commune n'a qu'une journée de prestations.

Déclaration d'option. — Les contribuables qui veulent se libérer en nature doivent en faire la déclaration à la mairie dans le délai d'un mois à partir de la mise en recouvrement du rôle; passé ce délai, la taxe est exigible en argent pour la totalité.

La déclaration d'option est reçue par le maire et inscrite sur un registre spécial, elle est signée par l'intéressé.

Les contribuables peuvent d'ailleurs se dispenser de faire personnellement leur déclaration d'option à la mairie, en transmettant au maire un bulletin rédigé dans la forme suivante :

« Le soussigné (nom et prénom), imposé sous l'article du rôle général de la commune pour l'année 19...., déclare vouloir acquitter en nature la fraction non exigible en argent de sa taxe vicinale qui s'élève à francs. »
(Date et signature.)

St-Quentin, le 24 Avril 1946

1221

Monsieur VEILLET
Chef du Domaine
PARIS

SNCF - VB - Nord

avril 1946

L.S. 4308

4

VB.N.va/3

ST. QUENTIN

Immeuble 11 rue Charles Picard

Suite à votre note VB.N.gx 1221 R du 4 Mars dernier, relative à l'affaire rappelée en marge.

Le Service local du M.R.U. nous a confirmé qu'il n'y avait pas lieu à autorisation spéciale de sa part pour la remise en état de cette maison. Le propriétaire a reçu une première subvention de 40.000 frs environ qui a été utilisée à la réfection de la toiture et à l'exécution de quelques autres travaux indispensables.

Le M.R.U. a été avisé par M. ARDUIN, Architecte de M. BOLLOT, que les travaux de remise en état se poursuivaient, ceci en vue d'une subvention supplémentaire après que le montant total des dépenses sera établi.

Conformément à votre note sus rappelée, je fais entreprendre les travaux nécessaires dont l'importance s'élève à 167.000 frs environ, suivant détail ci-après:

Réfection des plâtres et menuiseries.....	40.000 frs
" " peintes.....	85.000 -
Révision de l'installation de plomberie.....	7.000 -
Raclage de parquet.....	6.000 -
Remise en état de l'installation électrique.....	4.000 -
(Installation de persiennes métalliques aux 5 fenêtres sur rue.....	25.000 -
	<u>167.000 frs</u>

L'INGENIEUR DE LA VOIE,

25 AVR 1946

M. Baudouin

classer

Seoir au commis pour
ouverture du compte
le 30/4/46

Paris, le 12 Février 1946

Monsieur Tissot

Chf du L. Chronométrique EX
St Quentin

VB.N. 9221R

St Quentin

M. Rue Charles Pissier

Suite à votre lettre P.16, du

6 courant, relative à la prise en location de
la S.N.C.F. de l'immeuble visé en marge,
endommagé par faits de guerre -

M. le Directeur vient de donner son
accord à ce sujet et je vous prie de m'adresser
au plus tôt les termes de l'échange de lettres
à intervenir avec M. Hollet, propriétaire,
au sujet du remboursement des dépenses de
rentrée en état des lieux.

Sauf revirement de ce dernier, la
question sera donc réglée irrévocablement dans
un sens favorable -

Heiller

VBN va 3

-0-0-

ST QUENTIN
II R.Ch.PICARD

ST QUENTIN, le 14/12/45.

1221

Monsieur VEILLET.

En réponse à votre note N° 1221R.
du 27 Novembre dernier, je vous informe
que Mr BOLLOT, propriétaire, n'a pu
être rencontré après la réception de
votre note sus-visée.

Mr ARDUIN, architecte, qui a été vu,
a déclaré que Mr BOLLOT se rapprocherait
de votre service pour mettre cette affaire
au point.

-3-

L'Ingénieur de la Voie,

15 DEC 1945

N 2

Saint-Quentin, le 3 Decembre 1945.

Ref: V. B. N 9x
S. Quentin
111. ch. S. Picard

1221
Monsieur le Chef du Domaine
Service de la voie & des batiments de
la S. N. C. F.
18W, rue de Dunkerque

PARIS 10è

Monsieur,

Comme suite à ma lettre du 22 novembre, j'ai rencontré à Saint-Quentin mon architecte qui a confirmé ce que je savais déjà qu'en matière de dommages de guerre, l'état en remboursait le montant jusqu'à concurrence de 80 % des mémoires présentes.

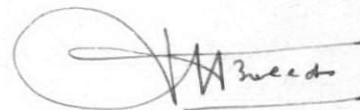
Voilà donc ce que je vous propose:

Je vous louerais mon immeuble rue Charles Picard, vous exécuteriez les travaux, je vous rembourserais 20 % des travaux effectués, sans que cette somme ne puisse excéder en aucun cas 32.000 frs. ; & au fur & à mesure des paiements de dommages de guerre, je vous verserais l'intégralité des sommes reçues.

(En aucun cas, je ne subirais les abattements que pourrait faire les services des dommages de guerre.

Le loyer ne serait payable qu'à partir du jour de la fin des travaux. Je vous prie de me faire savoir le plus vite possible si vous êtes d'accord.

En attendant le plaisir de vous lire, veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments.



R. BOLLOT

Villa Asphodèle

Boulevard Deganne

4 DEC 1945
N. B.



Paris, le 27 Novembre 1945

Monsieur Fraillion
Chef de 2^e Arr. V.B. - St-Quentin

V.B. N. 90 1204 R

Huynt

St-Quentin

11, Rue Charles Picard

Suite à votre lettre du 3 courant,
relative à la prise en location, après remise
en état, de la maison visée en marge destinée
au logement de M. Harbin, ISPA-EX.

Veuillez trouver, sous ce pli, copie de
la lettre que j'ai adressée à M. Bollot, propriétaire
de l'immeuble, ainsi qu'à sa réponse.

M. Bollot devant se trouver cette
soirée à St-Quentin, veuillez faire tout
le possible pour le rencontrer (autrement par
l'intermédiaire de son architecte, M. Orduin,
12, Rue Chantrelle) et tâcher de mettre cette
affaire sur pied, autant que possible dans le
sens de ma lettre du 12 courant dont copie est
jointe.

Vous voudrez bien m'en tenir au courant le
plus tôt possible du résultat.

Le Chef de Domaine

Heiller

Ph. 1000

121 - 1655

Arcachon, le 22 Novembre 1945.

1214
Monsieur le Chef du Domaine
Service de la voie & des batiments de
la S. M. C. F.
18, rue de Dunkerque
P A R I S 10e

Référence & rappelée

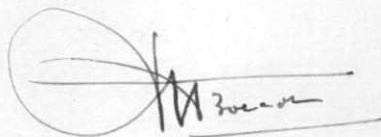
V.B.N. gx
Saint-Quentin
II r. Charles Picard

Monsieur,

J'ai bien reçu votre lettre du 12 novembre. La proposition que vous me faites ne me paraît pas correspondre avec ce qui avait été proposé à mon homme d'affaires, tout au moins, il y a eu confusion dans mon esprit.

A vant de m'engager avec votre société ~~je voudrais savoir sur quelle base exacte~~, je voudrais savoir ~~sur quelle base exacte les dommages de guerre seront réglés. Je serai à St-Quentin la semaine prochaine & vais étudier cette affaire avec mon architecte.~~ Je vous communiquerai aussitôt le résultat de cet entretien.

En attendant, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



lettre reçue
le 26 NOV 1945
N H
R

R. BOLLLOT

Villa Asphodèle

Boulevard Déganne

BON (Gironde)

12 NOVEMBRE 1945

DUPLICATA

LD

V.B.N. gx
St-QUENTIN
11, rue Charles
Picard

Monsieur,

Suite aux pourparlers que vous avez engagés avec notre Service local pour la prise en location par la S.N.C.F. de la maison vous appartenant située à ST-QUENTIN, 11, rue Charles Picard.

La S.N.C.F. accepte, en principe, de procéder à la remise en état des immeubles endommagés dont elle devient locataire ensuite aux conditions suivantes :

Le montant des travaux (environ 160.000 francs pour votre immeuble) lui est remboursé par le propriétaire d'abord par exonération du paiement des loyers puis par le reversement, jusqu'à due concurrence, des indemnités de dommages de guerre.

Elle demande un bail de 3,6,9 ans, résiliable à sa seule volonté ou tout au moins l'assurance de la priorité pour la jouissance de l'immeuble tant qu'elle n'a pas été remboursée de la totalité de ses dépenses. Voulez-vous avoir l'obligeance de me faire savoir si vous êtes disposé à accepter cette formule.

La S.N.C.F. accepterait le loyer de 7.000 francs que vous demandez, plus les impôts, le point de départ de la location étant celui de la date de fin des travaux.

En ce qui concerne la revision du loyer, la base que vous proposez (indice au coût de construction) me paraît difficile à retenir, car je ne pense pas qu'il existe un indice officiel de cette nature. Nous pourrions, comme nous le faisons souvent, envisager une revision amiable au début de chaque année de location, à la demande de l'une ou de l'autre des parties, sur préavis de trois mois par exemple, avec recours à l'arbitrage en cas de désaccord bien improbable.

.....

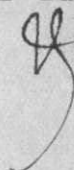
Monsieur R. BOLLOP,
Villa Asphodèle,
Boulevard Deganne à ARCACHON (Gironde).

Je vous prie de me faire connaître si cette formule
serait susceptible de recevoir votre agrément.

Je vous saurai gré d'une réponse dans le plus bref délai
possible.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération
distinguée.

Le Chef du Domaine,

A handwritten signature, possibly 'JL', written in dark ink.

H. Quentin - Péri en location par la S.N.C.F. de l'immeuble de lui au
no. 11 rue Charles Picard.

L'immeuble se compose :

Rég. chauffon. - Poulx - Salon - salle à manger - Veranda -
Cuisine - Annexe cuisine - WC et remise -

Étage. 2 chambres - cabinet de toilette
et 1 chambre au sous-sol cuisine.

2. Transact. : Contain et 3 chambres.

La toiture a été réparée, les murs sont en bon état et la
façade. Il n'y a pas de réparations intérieures : Plafonds - cuisines
et cuisines - peinture. vitres et tenture pour les portes la
cluse Distel a fourni une estimation à 150 000^f.

J'ai pu voir M. Bollot, le propriétaire, qui est bien connu
à H. Quentin par ailleurs, mais il est reparti à Aniche. A son
mariage, qui est en gérance, j'ai pu voir de visu l'état de
la location et la maison. M. Ardoin, architecte et déclare son
qualifié pour la location, il ne fait que les réparations - En un
mot. M. Bollot traite ses affaires lui-même et c'est lui personnel-
lement qu'il faudrait voir pour la location.

M. Ardoin, architecte a pu me donner officiellement le chiffre
des dommages de guerre : 40 000^f valeur mai 1940 -
sur ce chiffre - 10 000^f ont été payés. il reste à faire 30 000^f
à la fin des années, au cours de mai 1940, soit à la valeur 1945. avec
application d'un coefficient approximatif de 4,5 :

$$30 000^f \times 4,5 = 135 000^f \text{ environ.}$$

La maison a été détruite en 1940 et j'ai pu voir que
l'habitant à ce moment. là.

8/11/45

Fayon

M. M. Bollot ne voit pas revenir H. Quentin avant la fin de novembre.

VB.N.va/3

~~THRONIER~~ *St Quentin*

ooo

Logement 11 rue Charles Picard

Monsieur VEILLET,

M. BARBIER, Inspecteur Principal adjoint de l'Exploitation, vient d'être nommé à St-Quentin, 6ème Arrondissement.

Pour loger ce fonctionnaire, je vous propose de prendre en location l'immeuble 11 rue Charles Picard à St-Quentin, appartenant à M. BOLLOT, Boul. Deganne à Arcachon.

Il s'agit d'un ~~immeuble~~ se composant comme suit :

- rez-de-chaussée - cuisine, salle à manger, salon, arrière-cuisine, véranda.
- 1er étage - 2 grandes chambres, 1 petite chambre, 1 salle de bains
- 2ème étage - 3 chambres mansardées.

Le propriétaire, consent, par lettre ci-jointe à louer sa maison pour 7.000 frs par an plus les charges (foncier) sous réserve que les travaux de réfection nécessaires soient effectués par nos soins; il nous abandonnerait les dommages de guerre afférents à cette maison.

A Les dépenses à prévoir pour la remise en état seraient de 160.000 francs, suivant estimation ci-jointe. Il y a lieu d'ajouter celles qui ont été engagées directement par le Propriétaire pour la réfection de la couverture et de la façade. Je vous renseignerai prochainement sur l'importance de ces dernières dépenses.

Je vous serais obligé de vouloir bien me confirmer votre accord pour me permettre de faire exécuter, dès maintenant, les travaux de réparation et de faire le nécessaire pour la location de cet immeuble.

-2-

L'INGENIEUR DE LA VOIE,

St Quentin-5 NOV 1945
N

Arcachon, le 10 octobre 1940.

Monsieur B A R B I E R
Inspecteur à la S.N.S.F.
II, rue Voltaine
SAINT - Q U E N T I N (Aisne)

Monsieur,

Monsieur Dron me transmet votre lettre du 1er octobre.

L'immeuble que je possède II, rue Charles Picard nécessite des réparations assez importantes, je comprends très bien qu'étant donné les facilités que vous avez, ceci ne serait pas un obstacle pour vous.

Je suis tout décidé à vous louer cet immeuble à condition que vous ferez tous les travaux de réfection nécessaires sous le contrôle de mon architecte Monsieur Arduin, 12, rue Chantrelle, qui est d'ailleurs en possession de la clef. Bien entendu, si la S. N.C.F. se charge de la remise totale en état de la maison, il est tout à fait normal que j'abandonne à son profit la totalité des dommages de guerre qui ont été attribués à cette maison.

En ce qui concerne les conditions, je désire louer cette maison 7.000 frs. plus les charges (foncier). Ce loyer susceptible d'augmentation ou de réduction, variable d'après l'indice du coût de construction. Nous pourrions envisager chaque année au mois de janvier le montant du loyer pour l'année en cours d'après cet indice, étant donné que le montant n'en varierait qu'avec une fluctuation de 25 % du coût de construction. Je prends bonne note de votre offre de l'entretien courant.

Je serai à St-Quentin à partir du 24 octobre & serai très heureux de vous y rencontrer. En tous cas, si ma proposition vous agréait, vous pouvez la considérer comme ferme & vous mettre en relation avec mon architecte pour effectuer les travaux, qui seraient faits évidemment sous votre responsabilité.

Si l'immeuble situé au n° 13 venait à être libre, ce qui doit être dans un délai assez bref, la maison ayant la même composition que le II, je me ferai un plaisir de vous donner la préférence & de vous la louer dans les mêmes conditions.

En attendant le plaisir de vous voir, je vous prie d'agréer Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

R. BOLLLOT

Villa Asphodèle

Boulevard Déganne

ARCACHON (Gironde)

[Signature]

SERVICE DE LA VOIE
ET DES BATIMENTS

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS
RÉGION du NORD

Ligne de Creil à Enghelwines

III^e Arrondissement

M.^r Fuillon Chef d'Arrondissement

Section de St Quentin

M.^r Cherollier Chef de section.

(Titre du projet ou marché)

Remise en état de l'immeuble sis à St Quentin
ruo Ch. Picard n° 11, endommagé par faits de guerre.

(Nature des travaux et fournitures)

travaux de maçonnerie menuiserie peinture et vitrerie

DÉTAIL ESTIMATIF

Le présent détail estimatif montant à la somme de cent soixante mille francs

dressé et certifié par le chef de district b2 soussigné.

A St Quentin le 23 octobre 194 5

Vu et vérifié par le Chef d'Arrondissement soussigné,

A _____ le _____ 194

Nos d'ordre des PRIX	Nos de la Série de PRIX	INDICATION DES OUVRAGES	Dési- gnation de l'Unité	LEGERS OUVRAGES	QUANTITÉS	PRIX	DÉPENSES	OBSERVATIONS
		<u>Fascicule A</u>						
		Enlèvement et transport						
		aux décharges publiques						
		de gravats provenant						
		de démolitions.			5	43	215	
		Majoration 345%					741.75	
		<u>total fascicule A</u>					956.75	
		<u>Fascicule B (légers)</u>						
		Rénovation de toute la						
		platarie sur nervures.						
		Raccords profonds sur						
1660		lattes enduits nouveaux						
1680		ouverture et bouchement						
1681		de courants.		82				
1752		trous et scellements		8		360	2880	
1755								
		<u>Fascicule C</u>						
		Rénover en état des						
208		revêtements	m ²		3,50	150.00	540	
		Majoration 450%					2430	
							2970	
		<u>Fascicule E</u>						
		dépose répose et répar.						
3114E		travaux de charpis creux, portes	m ²		78	16	1248.00	

N ^{os} d'ordre des PRIX	N ^{os} de la Série de PRIX	INDICATION DES OUVRAGES	Dési- gnation de l'Unité	LEGRS OUVRAGES	QUANTITÉS	PRIX	DÉPENSES	OBSERVATIONS
		<u>Fossicule J</u>						
1012		Lavage d'ancien badigeon				1.00		
1034		rebouchage colle et 2 couches				1.05		
PC20		de blanc gélatusieux				4.80		
		sur plafonds	m ²		251.67	6.85	1723.94	
4013		Grattage à rif d'ancien				2.50		
1029		papier de teinture, ponçage				0.95		
1036		rebouchage zinc pochage				2.25		
1206		impression 2 couches de				2.05		
PC		peinture émulsionnée				6.50		
PC						5.15		
PC						5.00		
		sur murs	m ²		328.34	24.50	8044.83	
1020		Lissage ponçage rebou-				1.05		
1029		chage zinc impression au				0.95		
1036		1/3 2 couches de peinture				2.25		
PC		synthétique				2.15		6.50
PC						15		3
		sur murs	m ²		126.40	21.40	2704.95	2 couches
1020		Lissage ponçage rebouchage				1.05		
1029		zinc 2 couches de peinture				0.95		
1036		synthétique rechapage				2.25		
PC		à 2 tons.				15.00		2 couches
1207						0.85		
		sur boiserie	m ²		169.84	20.10	3413.78	
		total à reporter					15887.01	

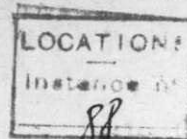
Nos d'ordre des PRIX	Nos de la Série de PRIX	INDICATION DES OUVRAGES	Dési- gnation de l'Unité	LEGERS OUVRAGES	QUANTITÉS	PRIX	DÉPENSES	OBSERVATIONS
		fourniture et pose de						
		chassis ouvrant pour						
1122N		porte entrée	m. l.		420	17	71.40	
		Assemblages à tenons						
3017D		et mortaises	pièce		4	2.90	11.60	
3080H		feuillures et rainures	m. l.		420	1.10	4.62	
		ouvrages en bois neuf:						
		espoussoirs et tablettes						
2001D		en sapin de 2.034	m.		16	60	9.60	
		perceuses tout chêne						
2226/0		trivets indicé 1.20	m.		18	19.8	356.4	
2228		cléments chêne	m. l.		36	20	7.20	
11290		dépose et répose de						
3191		parquet chêne à l'angl.	m.		30	25.50	765	
3191A								
							77344.62	
		Majoration 380%					27909.56	
		total fascicule E					35254.18	
		Fascicule F						
		Fourniture et pose de:						
3061		boutons doubles	pièce		10	9.50	95	
3075		larmières ordinaires			62	3	186	
3269		poignées doubles			15	6	90	
3382		fermetures à 2 pièces						
3385		avec gâche			5	34	170	
							541.4	
		Majoration 420%					2278.20	

N ^{os} d'ordre des PRIX	N ^{os} de la Série de PRIX	INDICATION DES OUVRAGES	Dési- gnation de l'Unité	LEGRS OUVRAGES	QUANTITÉS	PRIX	DÉPENSES	OBSERVATIONS
	1020	four du lernage et						1.05
	PC	2 couches peinture spéciale						+ 9.00
	PC	sur radiateurs et tuyaux	m ²		4729	18.65	881.95	+8.60
								18.65
	1020	lernage brossage						
	1008	raillé et 2 couches de						1.05
	2PC	peinture synthétique						+1.70
		sur fers	m ²		792	17.75	1415	+15
								17.75
	1020	lernage ponçage						
	1019	rebouchage zinc pochage						1.05
	1036	2 couches peinture						0.95
	1205	synthétique sur murs			9439	21.30	2010.51	2.25
	2PC							2.05
								15
								21.30
	1019	lernage à l'alcali sur				12.25		
	1029	parties moulurées.				0.95		
	1036	ponçage et 2 c. vernis				2.25		
	PC	sur bases en carreaux			815	6.50	484.21	
	2PC					15		
	1402					6.10		
	PC					9.00		
	1020	lernage et 2c peinture						1.05
	2PC	synthétique sur rampe	m ²		1373	16.05	220.37	15
								16.05
	1017	décapage à l'alcali						5.25
	1029	ponçage et 2c vernis						0.95
	2PC	sur glorie main	m ²		248	24.20	60.02	18
		démontage anciennes						24.20
		fenillures:						
	210A	sur parties verticales			1725	3.00	51.75	

Nos d'ordre des PRIX	Nos de la Série de PRIX	INDICATION DES OUVRAGES	Dési- gnation de l'Unité	LEGRS OUVRAGES	QUANTITÉS	PRIX	DÉPENSES	OBSERVATIONS
	210B	— sur parties inclinées Fourniture et pose	m ²		424	500	2120	
	2003D	Verre 1/2 double sur bois Fourniture et pose verticale	m ²		1512	4500	68040	
	2003E	de Verre 1/2 double sur fer Fourniture et pose de	m ²		213	4850	10331	
	2006	Verre cathédrale sur fer parties inclinées			424	4500	19080	
							2222925	
		Majoration 250%					5779608	
		total fascicule J					8002530	
		<u>Récapitulation</u>						
		Fascicule A					95675	
		Fascicule B					3980000	
		Fascicule C					2970	
		Fascicule E					3525418	
		Fascicule F					281320	
		Fascicule J					8002530	
		1 boule de rampe PC					350	
							15476943	
		Somme à valoir					523057	
		<u>Montant du devis</u>					16000000	

Copie par le dossier

Paris, le



VBN.CX.N1221

St Quentin

Monsieur le Directeur,

II Rue Charles

Picard

Prise

en
locat.

Vous m'avez transmis, pour examen, le 4/12/45, une proposition de M. Degardiz, tendant à la prise en location la S.N.C.F. d'une maison endommagée par faits de guerre, s II Rue Charles Picard à St Quentin et qui est destinée à logement de M. Barbier, Inspecteur Dre au 6ème Arrat EX.

La maison était composée de:
au rez de chaussée: Cuisine, salle à manger, salon, arri-
sies, veranda
au 1er Etage: 2 Chambres; une petite chambre; 1 salle de
au 2ème Etage: 3 chambres mansardées
Cour; buanderie; jardinet

M. Barbier a trouvé depuis à se loger ailleurs et
maison en question serait réservée à M. Guillaux, Inspe-
EX au PC

Le propriétaire M. Bolot, demeurant à Arraschou, s'est
fait procéder aux réparations de la couverture et au rava-

Les dépenses restant à faire, dont le montant éva-
notre service VR s'élève à 160.000 francs comprenant les
de plâtrerie, menuiserie, quincaillerie, peinture, vitre-
tentures.

Le propriétaire accepte de nous payer dès l'achè-
de ces travaux une somme forfaitaire de 32.000 Francs cor-
à 20% du montant des travaux prévus. Il nous verserait
et au fur et à mesure de leur exécution les indemnités
toucherait pour dommages de guerre. On peut s'accommoder de
conditions que la S.N.C.F. conserverait à sa charge une
-se de mille francs.

M. Bolot demande un loyer de 7.000 francs par an pl
avec révision facultative à la fin de chaque année le 1
n'étant payable qu'à partir de la date d'achèvement des
Ce taux est raisonnable, eu égard à la valeur locative
de maisons semblables dans la localité.

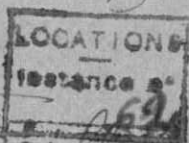
Je vous prie de me faire connaître votre décision

Le Chef du Service Voie et



Pari, le 29 décembre 1945

Augustin
et
Justine 3e



Monsieur Baillet,

V.B.N. 82/21 R

8e Grenier

11, Rue Charles Picart relative à la remise en état et à la location
éventuelles de la maison visée en marge -

M. Barbier, ISD-EX, à qui cette
maison était destinée, ayant trouvé un autre
acheteur 19 Rue Jacques-Lescot, M. Eisner a fait
savoir à son service régional qu'il se rapprochait
des Collèges MT et VB afin de savoir si la
maison 11 Rue Charles Picart pouvant, le cas
échéant, convenir à un Fonctionnaire de leur service.

Tout - vous me faire savoir où en est
cette affaire, car je ne puis laisser plus longtemps
en suspens les pourparlers avec le propriétaire.

Je note que celui-ci ne veut rembourser
à C.S.N.C.F. que le montant des indemnités
qu'il touchera pour dommages de guerre, plus une
somme forfaitaire de 32.000* (soit 20% de la somme
de 160.000* prévue) -

Heiller

Le projet ressemble à un accept
de remboursement l'Etat l'Etat de nos
dépenses, l'Etat pour l'entretien
des loges, puis pour l'entretien
j.-q. d'un concubinage de ses
dominages de guerre

Si cela est confirmé, il faudrait
absolument connaître le montant de
dépenses faites par le projet car
elles seraient sans doute en l'absence
des indemnités qu'il aurait à nos
remboursement

composition de la maison ?

croquis sommaire

ancien bastion ?

D^r n^o 1817

Piffane Blicq

maison à Amiens

209 Chaussée Jules Ferry

dommages de guerre

Compte EIP1 n^o 8043

docteur termine:

la somme de 14/100⁺
a été retenue sur le loyer
du 10-10-1944 au
2-9-1946

A. B. R.

Région du NORD

Service de la Voie
et des Bâtimens

Subdivision de la Comptabilité

R. C. SEINE 276.448 B

MEMOIRE des travaux exécutés par la Société Nationale
des Chemins de fer Français pour la remise en état de
la maison endommagée par faits de guerre, dont elle est
locataire, sise à AMIENS, 209 Chaussée Jules Ferry,
pour le compte de Madame Veuve Osmond BLIECQ, née
MULLIER, propriétaire, demeurant à St-LEGER-les-DMART
(Somme)

1945
OctobreTravaux à l'entreprise

Entreprise ANTOINE : Remise en état des maçonneries... 10.500.-

Entreprise HULUET : Remise en état du chauffage central 6.601.-

17.101.-

Le présent mémoire, dont le règlement a fait l'objet
d'un accord passé avec Mme Vve Osmond BLIECQ, née MULLIER,
montant à la somme de DIX SEPT MILIE CENT UN Francs, certifié
conforme aux écritures de la S.N.C.F. (Région du NORD) par le
Chef de la Subdivision de la Comptabilité soussigné, qui
certifie en outre, que les factures ont été acquittées à ce
jour aux Entrepreneurs intéressés.

PARIS, le 28 Février 1947



DUPLICATA

Paris

30 Avril

47

Madame Veuve Osmond BLIECQ
à SAINT-LEGER-LES-DOMART
(Somme)

V.B.N. gx n° 1817 D.R.

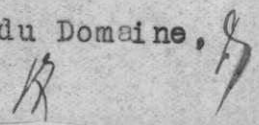
Madame,

I annexe

Comme suite à votre lettre du 31 Mars dernier, j'ai l'honneur de vous remettre, sous ce pli, un devis détaillé des travaux exécutés pour votre compte par la S.N.C.F. pour la réparation des dommages de guerre causés à la maison sise à AMIENS, 209, Chaussée Jules Ferry, dont vous nous avez consenti la location.

Je pense que ce devis et le mémoire que je vous ai déjà fait remettre et qui donne l'acquit de la S.N.C.F., vous permettront d'obtenir le paiement des indemnités qui vous sont dues pour vos dommages de guerre.

Agréez, Madame, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chef du Domaine, 

du 10 octobre 1944 }
au 9 octobre 1945 } 9000⁺

du 10 oct 1945 }
au 2 sept 1946 } 8100⁺

17.100⁺

Paris, le 2 avril 1947.

DUPLICATE

206 R

V.B.N. gx 1817 DR

AMIENS

-:-

209, Chaussée Jules
Ferry

-:-

Monsieur PILLE,

Suite à votre
lettre du II septembre
dernier, concernant les tra-
vaux de remise en état de
la maison visée en marge, appartenant à
Madame Veuve Osmond Bliecq, née Mullier
propriétaire à Saint-Léger-les-Domart.

Cette dernière qui s'était engagée à
nous rembourser la somme de 17.101 frs
montant des travaux consécutifs à la
réparation des dommages de guerre subis
par ladite maison, vient de nous régler
cette somme par imputation sur les lo-
yers courus depuis le 10 octobre 1944
et elle nous demande de lui fournir,
pour être annexé à son dossier de domma-
ges de guerre, un devis détaillé de ces
travaux qui comprennent comme vous le
savez la remise en état des maçonneries
(10.500 frs) et du chauffage central
(6.601 frs).

Je vous prie de faire établir ce
devis et de me le faire parvenir le
plus tôt possible.

Le Chef du Domaine,



SD/L.

AMIENS, le 23 AVRIL 1947

206

Monsieur VASSEUR
Chef du Domaine

VB.N. va 2

à PARIS

AMIENS

209, Chaussée Jules
Ferry

Suite à votre lettre VB.N.
gx 1817 DR/206 R du 2 Avril courant,
relative aux travaux de remise en
état de la maison visée en marge et
appartenant à Madame Veuve Osmond
BLIECQ née MULLIER propriétaire à
St-Léger-les-Domart.

Veuillez trouver ci-joint
un devis détaillé de ces travaux qui
comprennent la remise en état des
maçonneries (10.500 f.) et du chauf-
fage central (6.601 f.)

l'Ingénieur de la Voie
J Chef du 2^e Arrondt;

24 AVR 1947

M. Bardet

[Signature]

Amiens 209 Chaussy Jules Ferry : propriétaire M^{me} Blügg

travaux prévus 53.600⁺

travaux réalisés : 59.100⁺

travaux d'adaptation intérieure 42.000⁺
I^{er} de plâtrerie 10.500⁺

II^{er} de remise en état du
Chauffage central 6.600⁺

59.100⁺

La propriétaire accepte de rembourser la somme de 17.100⁺
montant des travaux de plâtre, de vitrier I^{er} &
remise en état du chauffage central.

1^{er} par exonération du paiement de l'indemnité de réquisition due par la SNCF
depuis le 10 octobre 1944 = 9.000⁺

2^{er} le surplus 8.100⁺ par exonération des loyers à compter du 10 octobre 1945

Les travaux d'adaptation
intérieure restés à la charge
de la SNCF

St Léger les Domart 31 Mars 1947
V.B.N.g.2.
730 R

106

Maison
numéro 209 C^{tra} J. Ferry
Amiens. Monsieur,

Par l'entremise de Maître Robillart
notaire à Amiens, vous m'avez fait
remettre une sorte de facture des
travaux effectués par la S.N.C.F. en
réparation des dommages de guerre causés
à ma maison sise Amiens Ch^{se} Jules
Ferry 209.

Mais pour obtenir le remboursement
de ces travaux les services de la
Reconstruction me demandent un
mémoire détaillé et acquitté.

Je vous serais reconnaissante de
vouloir bien me fournir ce mémoire
le plus tôt possible.

Veuillez agréer, Monsieur
l'expression de mes sentiments distingués.
C. Bliëg

1 AVR 1947

m. Baudet

R

206 R

DUPLICATA

Paris, le 28 Février

47.

Monsieur René ROBILLART
Notaire

22, rue de Noyon à AMIENS

(Somme)

Comme suite à la démarche faite auprès de vous par un agent de mon service le 25 courant, j'ai l'honneur de vous confirmer que vous pouvez faire établir, en tenant compte des modifications apportées avec votre accord au projet élaboré par vos soins, le bail que Madame Veuve BLIECQ consent à la S.N.C.F. pour la location de la maison sise à AMIENS, 209, chaussée Jules Ferry.

Le représentant de la S.N.C.F. qui se rendra en votre Etude dans le courant de la semaine du 10 au 15 mars prochain pour signer ce bail, sera porteur d'un pouvoir régulier qu'il vous remettra à son arrivée.

Par ailleurs, je fais mandater à votre nom comme nous en avons convenu, le montant des indemnités de réquisition, loyer et impôts dus à Madame BLIECQ pour la période du 10 octobre 1944 au 10 avril 1947 (31.121 frs), déduction faite du coût des travaux effectués pour son compte par la S.N.C.F. en réparation de dommages de guerre (17.100 frs), soit une somme de 14.021 frs qui vous sera réglée au moyen d'un chèque barré.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chef du Domaine,



PARIS, le 28 Février 1947.

JD

206

VB/N gc (B¹)

AMIENS.
--

Monsieur le Chef
de la Section du Domaine,

Remise en état de
la maison sise 209
Chaussée Jules Ferry

Mme Vve BLIECQ
propriétaire
E₁ P₁ 8043
--
- 2 -

Comme suite à votre lettre
du 19 courant, veuillez trouver
ci-joint, en double exemplaire,
le mémoire, s'élevant à la somme
de 17.101 F, des dépenses faites
pour l'exécution des travaux
visés en marge.

Le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité

Rucant

28 FEV 1947

M. Bardet

DUPLICATA

Paris, le 19 Février 1947,

V.B.N. gx n° 1817 D.R.

Monsieur ROUSSEL,

Ainsi que vous le savez, nous avons fait exécuter divers travaux de remise en état de la maison sise à AMIENS, 209, Chaussée Jules Ferry, réquisitionnée à notre profit par arrêté préfectoral du 10 Octobre 1944 pour le logement d'un Chef de Gare. (Compte E.I.P.I. N° 8043)


Depuis, un accord est intervenu avec la propriétaire Madame Veuve Osmond BLIECq, née Mullier demeurant à SAINT-LEGER-LES-DOMART, pour transformer la réquisition en une location amiable.

Aux termes de cet accord, il a été convenu que la S.N.C.F. conserverait à sa charge les travaux d'appropriation se montant à 42.000 francs et Madame BLIECq s'est engagée à nous rembourser par voie d'exonération du paiement des loyers, la somme de 17100 francs représentant le coût de ceux effectués pour la réparation des dommages de guerre subis par la maison en question (Travaux de plâtrerie, de vitrerie et de remise en état du chauffage central)

A l'occasion de la signature du bail qui nous est consenti pour la location de cette maison, Me ROBILLART, Notaire de Madame BLIECq, nous demande, pour le joindre à l'appui du dossier de dommages de guerre de sa cliente, un mémoire des travaux qui doivent nous être remboursés comme il est dit ci-dessus.

Voudriez-vous, dans ces conditions, me faire parvenir un mémoire conforme au modèle adopté d'accord avec vous, et me le faire parvenir aussitôt que cela vous sera possible.

Le Chef du Domaine,



Paris, le 15 Mai 1946

Duplicata

R.C. Seine 276.448 B

V.B.N. gx 1817 DR

Monsieur,

750

Permettez-moi de vous rappeler ma lettre du 2 Novembre dernier relative à la maison sise à Amiens, 209 chaussée Jules Ferry, appartenant à Madame BLIECQ.

Je vous serais obligé de me faire parvenir, le plus tôt possible, comme je vous le demandais par ma lettre précitée, le projet du bail destiné à régulariser la prise en location de cet immeuble par la S.N.C.F.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chef du Domaine



Monsieur René ROBILLART,
Notaire,

22 rue de Noyon
à AMIENS (Somme)

M. Bardet

Répondre à M. Robillot.

295000 réelles 59 100⁰⁰

42.000 appropriation prise en charge par SNCF

17 100 plâtrerie chauffage central à rembourser
à la SNCF

proposer exonération de l'indemnité

d'occupation due depuis le 10 oct. 1944

(9000⁰⁰) remboursement du surplus (8100⁰⁰) sur les

- trimestres à choisir à raison de 1000⁰⁰ par trimestre

baux 36.9 du 1^{er} oct 1944

loyer 9000⁰⁰ + impôts





Compte des Loyers
dûs par la S - N - C - F
à Madame BLIECQ

Loyer annuel 9.000 Francs

Loyers

du 10 Octobre 1944 au 10 Octobre 1946	/ 18.000 Frs
du 10 Octobre 1946 au 10 Janvier 1947	2.250 F

Trimestre payable d'avance le 10 janvier
1947 pour la période du 10 - 1 - 1947
au 10 - 4 - 1947 .

2.250 F

22.500 Frs

IMPOTS - (revenu imposable 5085⁺)

Pour 1944 les impôts se sont élevés à

2.588 Francs

Période du 10 Octobre 1944 au

31 - 12 - 44

595 Frs

Impôts 1945 3219 F

1946 4807 F

8621 Frs

8.621 f

31.121 Frs

Compte E.I.P. N°
Remboursé de déduction travaux faits en réparation
de dommages de guerre (Compte E.I.)

17.100

14.021

PARIS, le 2 NOVEMBRE 1945

DUPLICATA

Monsieur,

V.B.N. gx

Suite à votre lettre du 24 octobre dernier relative à la prise en location par la S.N.C.F. de la maison située à AMIENS, 209, Chaussée Jules Ferry, appartenant à Madame BLIECQ.

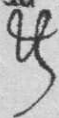
Je vous prie de vouloir bien m'adresser, dès que possible, le projet de bail afférent à cette maison.

En ce qui concerne la demande de Madame BLIECQ tendant à ce que la S.N.C.F. établisse le dossier de dommages de guerre, elle ne peut recevoir satisfaction, ce dossier devant être établi par un architecte agréé.

Bien entendu, la S.N.C.F. se tiendra à la disposition de ce dernier pour lui fournir tous renseignements qui pourront lui être utiles au sujet des travaux qu'elle a exécutés dans l'immeuble.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chef du Domaine,



Monsieur René ROBILIART.
Notaire
22, rue de Noyon
à AMIENS (Somme).

RENÉ ROBILLART

NOTAIRE

SUCCESEUR DE M^E DEVISME

TÉLÉPHONE 38-93

CHÈQUES POSTAUX LILLE 353.56

ÉTUDE FERMÉE LE SAMEDI APRÈS-MIDI

R/PV

AMIENS, LE 24 OCT. 1945.

22, RUE DE NOYON

Monsieur le Chef du Service
du Domaine S. N. C. F.

Région Nord

18, rue de Dunkerque, 18

PARIS.

Maison 209, Chaussée Jules-Ferry à Amiens -

Monsieur,

J'ai communiqué à Madame BLIECQ,
votre lettre du 8 Courant, VBN - GXN. 730
R.

Madame BLIECQ accepte dans l'ensemble
les propositions contenues dans cette
lettre, mais ajoute qu'elle compte sur
la S.N.C.F. pour s'occuper de l'établisse-
ment du Dossier des Domages de guerre.

Est-il possible que la S.N.C.F.
fasse ce dossier ? D'autre part, puis-je
préparer un projet de bail à vous soumet-
tre ?

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance
de mes sentiments dévoués.

26 OCT 1945

DI

g



RENÉ ROBILLART

NOTAIRE

SUCCESEUR DE M^e DEVISME

TÉLÉPHONE 38-93

CHÈQUES POSTAUX LILLE 353.56

ÉTUDE FERMÉE LE SAMEDI APRÈS-MIDI

AMIENS, LE 21 SEPT. 1945

22, RUE DE NOYON

R/PV

130

Monsieur le Chef du Domaine
S. N. C. F.
Région Nord
18, rue de Dunkerque, 18
PARIS (10^{ème})

Monsieur,

MAISON à AMIENS : 209, Chaussée
Jules-Ferry. - Je me permets de vous
confirmer ma lettre du 10 Juillet
dernier, restée sans réponse.

Je vous avisais que Madame
BLIECQ était disposée à louer la maison
209, chaussée Jules-Ferry à la S.N.C.F.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assu-
rance de mes sentiments dévoués.

21 SEPT 1945

N

JH



AMIENS, le 11 SEPTEMBRE 1945

13⁰⁰ / 14⁰⁰

Monsieur VEILLET,
Chef du Domaine,
à PARIS

VB.N. va2

AMIENS

Immeuble n° 209
Chaussée Jules Ferry

-I-

Suite à votre note au recto du 10 Août
dernier, relative à l'affaire mentionnée en marge.

Le montant exact des travaux réalisés
dans cet immeuble s'élève à 59.100 Frs suivant
décomposition ci-dessous :

Travaux d'appropriation intérieure	
du logement (peinture)	42.000.-
Travaux de plâtrerie	10.500.-
Travaux de remise en état du chauffage	
central	6.600.-

Ci-joint ordre de réquisition du 10
Octobre 1944 de la Préfecture de la Somme concer-
nant ledit immeuble.

L'Ingénieur de la voie,
Chef du 2° Arrondt,

12 SEPT 1945

[Handwritten signature and initials]



Paris le 10 Août 1945

Monsieur Tillé
Chef de l'Arrondissement v.B.
à Amiens.

v.B. N° 730 R

Suite à ma lettre du 14 Mai dernier à laquelle était jointe, en communication, celle du 10/10/44 de la Préfecture à M. le Chef du 4^e Arrond^{ement} Ex

Je vous prie de vouloir bien me faire parvenir l'ordre de réquisition du 10/10/44 concernant la maison de M^{me} Blicq 209 chaussée Jules Ferry.

Je suis en pourparlers avec M^e Robillart gérant de M^{me} Blicq pour ^{conclure} obtenir un bail et obtenir le remboursement des travaux de remise en état effectués dans le dit immeuble, à l'exclusion des travaux d'appropriation qui doivent rester à notre charge.

Suite à vos renseignements du 30/3/45 j'avais indiqué à M^e Robillart une dépense totale de 57 000^{fr} dont 15 000^{fr} de vitrerie et remise en état.

Le devis estimatif des travaux pour lesquels un crédit a été demandé à la Division de l'Entretien s'élève à 53 600^{fr} dont 36 500 pour appropriation, 10 500 pour travaux de plâtrerie et 6 600^{fr} pour remise en état du chauffage central.

Voudriez vous me faire savoir en définitive le montant exact des sommes dont il y a lieu de chercher à obtenir le remboursement.

Une prompt réponse m'obligerait.

Le Chef du Domaine

Deilleul

Amiens
M. Guinon
M. Blicq

13 kgx 730 R

Paris le 10 Août 1945

Monsieur Fille
Chef de l'Aménagement v. B.
à Amiens.

Réponse à ma lettre du 14 Mai dernière à
laquelle était jointe, en communication, celle du
10/10/44 de la Préfecture à M. le Chef du 4^e Arrond^{ement} Ex

Je vous prie de vouloir bien me faire
parvenir l'ordre de réquisition du 10/10/44 concernant
la maison de M^{me} Blicq 209 chaussée Jules Ferry.

Je suis en pourparlers avec M^{re} Robillart
épouse de M^{re} Blicq pour obtenir un bail et
obtenir le remboursement des travaux de
remise en état effectués dans le dit immeuble,
à l'exclusion des travaux d'appropriation qui
doivent rester à notre charge.

Suite à vos renseignements du 20/3/45
j'avais indiqué à M^{re} Robillart une dépense
totale de 57 000^f dont 15 000^f de vitrerie et remise
en état.

Le devis estimatif des travaux pour
lesquels un crédit a été demandé à la
Division de l'Entretien s'élève à 53 000^f
dont 36 500 pour appropriation, 10 500 pour travaux
de plâtre et 6 000^f pour remise en état du chauffage
central.

Veuillez vous me faire savoir en définitive
le montant exact des sommes dont il y a
lieu de chercher à obtenir le remboursement.

Une prompt réponse m'obligerait.

Veilleux

aut. t. el

RENÉ ROBILLART

NOTAIRE

SUCCESSION DE M^e DEVISME

TÉLÉPHONE 38-93

CHÈQUES POSTAUX LILLE 353.56

ÉTUDE FERMÉE LE SAMEDI APRÈS-MIDI

R/PV

Maison à Amiens :
209, Ch. Jules-Ferry.
Monsieur,

AMIENS, LE 10 Juillet 1945

22. RUE DE NOYON

Monsieur le Chef
du Domaine S.N.C.F.
Région Nord
18, rue de Dunkerque, 18
PARIS (10°)

730

Vos références
VBN. 92 N
730 R.

J'ai l'honneur de vous informer que
Madame BLIECQ serait enfin décidée à
louer à la S.N.C.F. la Maison 209, Chaus-
sée Jules-Ferry.

Le bail serait de 3, 6 ou 9 années,
à la volonté de chacune des parties. Le
loyer 9.000 Francs, plus les impôts.

La S.N.C.F. conserverait à sa charge
les travaux ~~et~~ d'appropriations qu'elle a
fait effectuer et qui, d'après les ren-
seignements qui m'ont été donnés, s'élè-
veraient à 42.000 Frs environ.

Madame BLIECQ conserverait les frais
de réparations dus aux dommages de guerre
que la S.N.C.F. a d'ailleurs fait effec-
tuer, et qui seraient de l'ordre de
15.000 Francs. A ce sujet, Madame BLIECQ
désirerait que la S.N.C.F. attende qu'el-
le ait touché les indemnités de dommages
de guerre, pour en demander le rembourse-
ment.

Voudriez-vous étudier la question,
et voir si sur ces grandes lignes, un
accord est possible.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance
de mes sentiments dévoués.

Deuvel

12 JUL 1945

N

RENÉ ROBILLART

NOTAIRE

SUCCESSEUR DE M^e DEVISME

TÉLÉPHONE 38.93

CHÈQUES POSTAUX LILLE 353.56

ÉTUDE FERMÉE LE SAMEDI APRÈS-MIDI

AMIENS, LE 5 Juin 1945 1
22, RUE DE NOYON

Location : Immeuble
à Amiens, 209 Chaussée
Jules Ferry---

Monsieur,

Vos références :
V.B.N. gx N
730 R.

J'ai l'honneur de vous accuser réception
de votre lettre du 28 Mai dernier et j'ai eu la
visite de Madame BLIECQ.

A. Elle m'a dit avoir l'espoir de trouver incessamment
une maison libre; à Saint-Léger-les-Domart où elle pour-
rait loger la personne qui habite la maison qu'elle possède
de également à Saint-Léger-les-Domart.

Cela lui permettrait d'occuper cette dernière maison
et elle pourrait alors, sans crainte de se trouver sans
logement, louer la maison 209 Chaussée Jules Ferry.

Elle demande donc que vous preniez encore patience
quelques temps.

En ce qui concerne le remboursement des travaux lui
incombant et que la S.N.C.F. a fait effectuer dans la
maison 209 Chaussée Jules Ferry, Madame BLIECQ désire
n'opérer ce remboursement qu'après avoir touché les in-
dennités qui lui sont dûes au titre de dommages de guerre.

La S.N.C.F. voudrait-elle se charger d'établir le
dossier des dommages de guerre.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sen-
timents distingués.

Mr le Chef du Service
du Domaine S.N.C.F.
Région Nord
18, Rue de Dunkerque
PARIS. 10°

- 6 JUN 1945



Robillart
N
H

26 MAI 1945

DUPLICATA

V.B.N. 32 H

750 R

AMIENS

209. Chaussée
Jules Ferry.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 17 courant et de vous rappeler que, contrairement à la supposition énoncée dans votre lettre du 26 janvier dernier, le locataire de notre maison de garde de Saint-Léger-les-Domart n'aurait nullement l'intention de libérer les lieux après son retour de captivité, étant donné qu'il doit retrouver son emploi dans cette localité.

Je ne puis donc que vous renouveler la proposition qui vous a été faite par un agent de mon Service pour la régularisation par bail de l'occupation de la maison de Madame BLICQ, 209. Chaussée Jules Ferry à Amiens.

Il serait désirable, comme je vous l'ai précisé dans ma lettre du 14 courant, de régler cette affaire amiablement, notamment en ce qui concerne le remboursement des travaux de remise en état de l'immeuble effectués par la S.N.C.F., même si celle-ci ne doit pas devenir locataire dudit immeuble.

A défaut d'accord amiable, je ne pourrais que vous laisser le soin de saisir la Préfecture de la Somme en vue de faire fixer par la Commission d'évaluation des réquisitions le montant de l'indemnité d'occupation compte tenu des dépenses engagées par la S.N.C.F.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chef du Domaine,

Monsieur René ROBILLART,
Notaire,

22. rue de Royon à AMIENS (Somme).

VB Ng x 730 R

Amiens.

209 Ch^e Jules Ferry.

Paris le 24th Mai 1945

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous accuser
réception de votre lettre du 17 courant et
de vous rappeler que contrairement ^{à la}
~~supposition émise par~~ ~~publication de~~ votre lettre du 26 Janvier
dernier, le locataire de notre maison de
garde de Saint Léger les Domart, n'aurait
nullement l'intention de libérer les lieux
après ~~la guerre~~ et son retour de captivité, +

Je ne puis donc que vous renouveler
la proposition qui vous a été faite par
un agent de mon service, pour la
régularisation par bail de ^{l'occupation de} la maison de
Madame Blicq, 209 Chaussée Jules Ferry
à Amiens.

Il serait désirable, comme je vous
l'ai précisé dans ma lettre du 14 courant,
de régler cette affaire amiablement,
notamment en ce qui concerne le remboursement
des travaux de remise en état de l'immeuble.
A défaut d'accord amiable, je ne

pourrais que ^{vous} laisser le soin à la
Commission d'évaluation des réquisitions
de fixer le montant de l'indemnité d'occupation
compte tenu des dépenses engagées par
la S.N.C.F.

Agrez Monsieur l'assurance
de ma considération distinguée.

Le Chef du Domaine

Monsieur René Robillart
Notaire
El rue de Noyon à Amiens (Somme)

Truhlen

+
étant donné qu'il
n'est retrouvé ni
un plan ni une
localité.

+
de saisir le Préfet de
la Somme en vue de
faire fixer par

RENÉ ROBILLART

NOTAIRE

SUCCESSEUR DE M^e DEVISME

TÉLÉPHONE 38-93

CHÈQUES POSTAUX LILLE 353.56

ÉTUDE FERMÉE LE SAMEDI APRÈS-MIDI

AMIENS, LE 17 mai 1945

22, RUE DE NOYON

Monsieur,

Location 209 Chée
Jules Ferry
Amiens

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 14 courant.

Comme je vous l'ai dit Madame BLIECQ ne ~~devait~~ pas louer sans être assurée d'un logement et je vous ai également signalé qu'elle en aurait un si la S.N.C.F. consentait à louer à Madame BLIECQ la maison du garde-barrière de Saint Léger les-Domart. A ceci vous m'avez répondu que l'occupant était prisonnier qu'il vous était donc impossible de prendre aucun engagement.

Mais maintenant que les prisonniers sont en grande partie libérés il serait possible d'attendre son retour pour lui demander s'il ne consentirait pas à quitter les lieux.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.



M. le Chef du Domaine
de la S.N.C.F. Nord
18 rue de Dunkerque
PARIS

19 MAI 1945

N 78
4

Vous avez fait connaître votre intention
et intervenir à nouveau auprès de votre
client en vue de obtenir son acceptation
pour la conclusion du bail envisagé.

Je vous en suis très obligé et
voudrais bien me faire connaître au plus tôt
que possible le résultat de votre intervention.
Agréez, Monsieur, l'assurance de
ma considération distinguée.

Veiller

VA N° 730^R
Amiens
29 chemin Jules Ferry

Paris le 14 Mai 1945

Monsieur,

J'ai eu l'honneur de vous faire savoir
par un agent de mon service que j'étais d'accord
pour accepter les conditions de location reprises
dans votre lettre du 26 Octobre 1944 pour l'habitation
par vos soins d'un bail de 3, 6 ou 9 années au
profit de la S.N.C.F. en vue de régler amicalement
l'occupation présumée par voie de réquisition
de la maison située 29 chemin Jules Ferry à
Amiens.

La S.N.C.F. aurait été exonérée du paiement
des loyers jusqu'à concurrence des sommes
dépensées pour la remise en état de l'immeuble
à l'exclusion des travaux d'appropriation
restant à la charge de la S.N.C.F.

Depuis, la propriétaire, M^{me} Bligny, n'a
pu se rendre elle-même la location d'une
maison de la S.N.C.F. à Saint-Léger les Bains
mais il n'a pas été possible de lui donner
satisfaction. Le locataire de la S.N.C.F. n'insistant
pas de libérer prochainement sa maison.

Après avoir d'une démarche à Amiens le
29 Mars dernier, un agent de mon service
vous a entretenu à nouveau de la prise en
location par la S.N.C.F. de la maison de M^{me} Bligny.

Il était désirable pour les deux parties
d'arriver à un règlement amiable de notre
occupation. La S.N.C.F. a, en effet, dépensé
dans l'immeuble 57 000 francs dont 42 000
pour appropriation et 15 000 francs pour remise
en état.

Monsieur René Robillard
Notaire 42 rue de la
Amiens (Somme)

Amiens
Requisition
209. Ch. Jules Ferry

Le 29 Mars 1945.

Vu M. Robillard. L'ai informé
qu'il n'y avait pas possibilité de
donner une suite favorable à
la proposition de M. Robillard.

M'a confirmé sa lettre du 26
janvier. Sa cliente ne pourrait,
dans ces conditions donner suite au
projet de bail.

Lui ai fait ressortir l'avantage
pour sa cliente, de ~~transformer la régu-~~
lation ~~de~~ location amiable.

Va lui écrire à nouveau et
nous tiendra au courant.

31/3/45

[Signature]

T.B. N° 22
Amiens. 230
209. Ch. Jules Ferry

Monsieur le Chef du Domaine.

La réquisition de l'immeuble
est reprise sur l'ordre de réquisition
qui vous a été adressé pour les
autres logements occupés par les
agents de l'exploitation.

Il existait un ordre de réquisition
collectif (Rue Henri Daussey, B. Beauville, etc.)

Les objets mobiliers se trouvent
dans une pièce à la disposition du
propriétaire. Le Chef de jeu n'en a
pas la jouissance.

2/5/45

L'Ingénieur de la voie

[Signature]

7 MAI 1945

V.B. N° 730^R
Amiens
Requisition
209. Ch. Jules Ferry

Paris le 14 Mai 1945

Monsieur Pille,
Chef de l'Administration V.B.
à Amiens,

Suite à votre note du 4 courant,

L'ordre de réquisition collectif qui se rapporte
à l'occupation par les agents de l'exploitation
des immeubles 27 rue Henry Daussey, 12 rue St Martin
et 329 B. Beauville est daté du 20 septembre 1944.
L'ordre de réquisition que je vous prie de me
faire parvenir, concernant l'immeuble 209 Ch.
Jules Ferry, est daté du 11 octobre 1944, ainsi
que le Monsieur la lettre de la Préfecture datée
du même jour et adressée à M. le Chef de l'Adm. Ex.
Je vous prie d'annoncer l'envoi d'une
amplification ~~annexée~~ du dit ordre de réquisition.

[Signature]
à retourner

[Signature]

B Ngx 730
Région d'immunité
29 Ch. Jules Ferry
à Amiens

28 JANV 1945

Paris le 5 Février 1945

Monsieur Pille
Chef de l'Arrondissement VB
à Amiens

Voudriez vous examiner si une suite favorable
peut être donnée à la proposition de M. Blicq reprise en A
de la présente lettre.

Il y aurait lieu de se rapprocher de M. Dumont Denis
contremaître aux établissements Saint Fiers à Saint-Denis, pour
savoir s'il est exact qu'il doit quitter sa résidence
à la fin des hostilités et si la SNCF pourra disposer de
la M. G. qu'elle lui a donnée en location.

Vous auriez à me faire savoir dans cette éventualité si
vous n'avez pas d'objection à en consentir la location
à M. Blicq à l'adresse Lemaire de M. Dumont.

Or ce qui concerne B je vous demanderai de
me faire connaître en définitive le montant exact
des travaux dont il y avait lieu de demander le
remboursement sous forme d'exonération de loyer.

Je vous avais prie par lettre du 4/1/45 de m'indiquer
le montant des travaux de vitrerie qui à mon avis
~~sont~~ n'entrent pas dans la catégorie des travaux
d'appropriation qui restent normalement à la
charge de la SNCF.

Le Chef du Domaine



VB.N. 8

Amiens

209 Ch. Jules Ferry

Région

4 pièces

à retourner

Paris, le 19 Avril 1945

Monsieur Pille,
Chef de l'Arrondissement VB
à Amiens

Votre lettre ci-jointe du 8/12/44
m'annonçait l'envoi du dossier de
régulation visant l'immobilier repris
en 1945.

Or, je ne trouve que la lettre du
10/10 de la Préfecture annonçant l'envoi
de l'application de l'arrêté du même jour
portant régulation.

C'est cet arrêté qui m'est
nécessaire et je vous prie de me le faire
parvenir.

D'autre part, il reste comme
annexes à l'état des lieux inventaire
les objets mobiliers qui existaient dans
l'immobilier lors de la régulation.

Que sont devenus ces objets ?

Le bon - Chef de gare qui occupe
l'immobilier en a-t-il la jouissance
ou ont-ils été versés dans une pièce
de la maison ?

Le Chef du Domaine

Pillerf

T. S. V. P

RENÉ ROBILLART

NOTAIRE

SUCCESSION DE M. DEVISME

TÉLÉPHONE 38.93

CHÈQUES POSTAUX LILLE 353.56

ÉTUDE FERMÉE LE SAMEDI APRÈS-MIDI

AMIENS, LE 26 janvier 1945

22, RUE DE NOYON

Monsieur le Chef du Service Domaine
S.N.C.F. - Région Nord
18, rue de Dunkerque
PARIS

Monsieur,

J'ai communiqué à Madame BLIECQ la conversation que j'ai eue avec l'un de vos employés à la suite de quoi ma cliente m'a prié de vous répondre dans le sens suivant :

Elle habite Saint Léger-les-Domart une maison où est exploitée la pharmacie que son mari faisait valoir de son vivant.

En vendant l'officine de pharmacie elle s'est réservée d'habiter cette maison jusqu'à la fin des hostilités.

Elle possède encore à Saint Léger une maison où elle se propose d'habiter, mais celle-ci est occupée par un préparateur de la pharmacie et il est peu certain qu'il voudra quitter les lieux à la fin des hostilités. S'il persistait à vouloir occuper la maison, Madame BLIECQ se trouverait sans logement et elle serait alors obligée de venir habiter la maison 209 Chaussée Jules Ferry à Amiens. Elle m'a donc prié de vous aviser qu'après mûres réflexions il lui paraissait impossible dans ces conditions de louer la maison 209 Chaussée Jules Ferry.

Elle ne pourrait le faire que si elle était certaine de pouvoir fournir à la fin des hostilités un logement au préparateur de la pharmacie qui se trouve dans la maison qu'elle se propose d'occuper. Or, la S.N.C.F. est propriétaire à Saint Léger d'une maison servant autrefois de logement à la garde barrière du passage à niveau près de la gare. Cette maison est louée, mais l'occupant projette partir-il, après la guerre de quitter Saint Léger. Si la S.N.C.F. s'engageait à louer cette maison à Madame BLIECQ celle-ci y logerait le préparateur et assurée alors d'un logement elle pourrait envisager de louer la maison d'Amiens à la S.N.C.F.

Voudriez-vous examiner cette question et voir si l'on ne pourrait pas arriver à une solution.

D'un autre côté si Madame BLIECQ louait la maison 209 Chaussée Jules Ferry, il ne lui serait pas possible de rembourser par imputation sur les loyers, tous les travaux que la S.N.C.F. a fait exécuter à son insu.

.....

B { Monsieur BLANGY, architecte, a d'ailleurs dû, à ce sujet, se mettre en rapport avec Monsieur PILLE et il faudrait voir avec Monsieur BLANGY quels travaux seraient susceptibles d'être remboursés et ceux qui resteraient à la charge de la S.N.C.F.

... Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

Dumont

VB Ngx 730^R

29 JANV 1945

Paris 5 Février 1945

Requisition d'immuable
209 Chauffe *Julien Ferry*
à Amiens

Monsieur Pille
Chef de l'Arrondissement VB
à Amiens

Voudriez vous examiner si une suite favorable peut être donnée à la proposition de M^{me} Blicq reprise en A de la présente lettre.

A { Il y aurait lieu de se rapprocher de M. Dumont Denis contremaître aux établissements Saint Fais à Saint-Denis des Domest pour savoir s'il est exact qu'il doit quitter sa résidence à la fin des hostilités et si la S.N.C.F. pourra disposer de la M.G. qu'elle lui a donnée en location.

Vous auriez à me faire savoir dans cette éventualité si vous n'avez pas d'objection à en consentir la location à M^{me} Blicq et à madame *Lucard* de M. Dumont.

B { Or ce qui concerne B je vous demanderai de me faire connaître en définitive le montant exact des travaux dont il y avait lieu de demander le remboursement sous forme d'exonération de loyer.

Je vous avais prie par lettre du 4/1/45 de m'indiquer le montant des travaux de vitserie qui à mon avis ~~sont~~ n'entrent pas dans la catégorie des travaux d'appropriation qui restent normalement à la charge de la S.N.C.F.

Le Chef du Domaine

Giller

Monsieur Le Chef du Domaine
à Paris

M^{re} Dumont est prisonnière en Allemagne.

D'après les E^{ts} Saint, ce dernier n'envisagerait pas de quitter l'Alsace les Domest et il n'est pas dans les intentions des E^{ts} Saint de muter M^{re} Dumont.

B. Je vous ai renseigné hier.

L'Ingénieur de la voie

chef de *Pille*

22 MARS 1945



PARIS, le 4 JANVIER 1945

730 R
V.B.N. gx

AMIENS

209, Chée J. Ferry

Réquisition

Monsieur le Chef
du 2e Arrondissement de la Voie
à Amiens.

Suite à votre lettre du 8 décembre dernier.

M. ROBILIART, notaire du propriétaire de l'immeuble visé en marge, est d'accord, en principe, pour la conclusion d'un bail au profit de la S.N.C.F. avec clause d'exonération du paiement du loyer jusqu'à concurrence du montant des dépenses de remise en état de l'immeuble, peintures et appropriation exceptées.

Il demande à être fixé, avant exécution, sur le montant des dépenses qui seraient mises ainsi à la charge du propriétaire.

Votre lettre du 8 décembre indiquait comme montant approximatif des travaux :

Travaux d'appropriation,
vitrerie et peinture 30.000^f

Travaux de couverture, plomberie,
chauffage central, plâtres et
menuiseries 12.000^f

Pour quelle part les travaux de vitrerie entrent-ils dans la somme de 30.000 francs ?

Une prompte réponse m'obligerait.

Le Chef du Domaine,

Heiller

730
Monsieur le Chef du Domaine
contrairement à ma note du 8/12
les travaux d'appropriation, peinture
et tentures se sont élevés à 42.000^f.
La vitrerie a été faite par nos O.S.
elle se monte à 3.000^f.
Les autres travaux se montent
à 12.000^f.
Soit 57.000^f.

L'Ingénieur de la voie

20/3/45
Chef du 2e Arrondissement
Heiller

22 MARS 1945
N
D

PARIS, le 4 JANVIER 1945

DUPLICATA

V.B.N. gx

AMIENS

209. Chée J.Ferry

Réquisition

Monsieur le Chef
du 2e Arrondissement de la Voie
à Amiens.

Suite à votre lettre du 8 décembre dernier.

M. ROBILLART, notaire du propriétaire de l'immeuble visé en marge, est d'accord, en principe, pour la conclusion d'un bail au profit de la S.N.C.F. avec clause d'exonération du paiement du loyer jusqu'à concurrence du montant des dépenses de remise en état de l'immeuble, peintures et appropriation exceptées.

Il demande à être fixé, avant exécution, sur le montant des dépenses qui seraient mises ainsi à la charge du propriétaire.


Votre lettre du 8 décembre indiquait comme montant approximatif des travaux :

Travaux d'appropriation,
vitrerie et peinture 30.000^f

Travaux de couverture, plomberie,
chauffage central, plâtres et
menuiseries 12.000^f

Pour quelle part les travaux de vitrerie entrent-ils dans la somme de 30.000 francs ?

Une prompt réponse m'obligerait.

Le Chef du Domaine,


R.M./M.

Amiens, le 8 Décembre 1944.

730

Monsieur le Chef
du Domaine,

VB.N. va2

AMIENS

Réquisition 209
Ch. Jules Ferry

Suite à votre lettre du
20 Octobre dernier relative à
l'affaire rappelée en marge.

Je vous adresse, ci-annexé,
l'état des lieux ainsi que l'ordre
de réquisition.

Le montant approximatif des
travaux est le suivant :

- Travaux d'appropriation
vitrerie et peinture... 30.000 f.
- Travaux de couverture,
plomberie, chauffage cen-
tral, plâtre et
menuiserie..... 12.000 f.

L'Ingénieur de la Voie,
Chef du 2^e Arrondissement.

11 DEC 1944

Sittler

RENÉ ROBILLART

NOTAIRE

SUCCESSION DE M^{re} DEVISME

TÉLÉPHONE 38.93

CHÈQUES POSTAUX : LILLE 353.56

AMIENS, LE 26 Octobre 1944 194

22, RUE DE NOYON

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que Madame BLIECQ, demeurant à Saint-Léger-les-Domart, ma cliente, m'a communiqué votre lettre du 21 courant concernant la maison sise à Amiens, 209, Chaussée Jules Ferry. Cette maison qui était en parfait état et de construction récente, comprend :

Couloir vestibule

Sur la rue : salon, salle, galerie derrière ces deux pièces

En retour ; cuisine, arrière cuisine, water-closets buanderie avec deux petits bâtiments.

Au 1er étage : corps principal : cabinet de toilette salle de bains avec appareils, deux chambres sur la rue, autre cabinet de toilette et chambre sur la cour.

Sur la cuisine : chambre

Au second étage, chambre de bonne et grenier

Chauffage central, eau, gaz, électricité

Cour et petit jardinet.

Ma cliente accepterait de la louer à la S.N.C.F. et elle estime qu'en raison de l'importance de la maison et de son confort, le loyer pourrait être fixé à 9.000 francs par an en plus les impôts.

Ce chiffre me paraît normal étant donné la situation de l'immeuble, son importance et le taux des loyers pratiqués à Amiens

Je pense donc, qu'il sera admis par la S.N.C.F..

Voudriez-vous me tenir au courant et j'aime à croire que vous me confierez la rédaction du bail.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments dévoués.

Monsieur le Chef de Service

"DOMAINE"

S.N.C.F. Région Nord

18, rue de Dunkerque

PARIS (10ème)

30 OCT 1944

Reçu

*Ami M. Robillart qui
m'a accepté ces conditions pour
un bail 3-6-9 avec clause
de préemption et clause
d'association de loyer jusqu'à
concurrence du montant des dépenses
de remise en état de l'immeuble par la S.N.C.F.*

*M. Robillart m'a remis ces conditions à sa cliente. Il m'a fait
par d'intermédiaire lui-même à condition de lui faire
certains avant exécution, le montant des dépenses à mettre à
la charge des propr. (en principe peintures et l'appropriation, etc.)
26/12-44. M. Robillart m'a remis du bail*

150 R
Amiens
Requisition
Logement Jules Ferry

Paris le 12 Octobre 1944

Monsieur Gille
Chef de l'arrondissement VB
à Amiens,

Monsieur le Chef du 4^e arrondissement de
l'exploitation vient de me faire savoir que
M. le Préfet de la Somme a prononcé la
requisition au profit de la S.N.C.F. pour le
logement de M. Helleboid C.G.P. à Amiens,
de la maison 209 Chausée Jules Ferry
qui nécessite quelques réparations urgentes.

Je vous prie de vouloir bien me faire
parvenir l'état des lieux dressé contradictoirement
avant la prise de possession ainsi que l'ordre
de réquisition.

Vous voudrez bien également me faire
connaître le montant des travaux de remise
en état de cet immeuble en notant comme
d'usage par chapitres différents les
travaux d'appropriation qui incombent
normalement au locataire, les réparations
de dommages ou travaux d'entretien à
la charge du propriétaire.

Gille

Paris le 21 octobre 1944

Monsieur,

Monsieur le Préfet de la Somme
vient de prononcer la réquisition au
profit de la S.N.C.F., pour le logement d'un
chef de gare, de l'immeuble vous appartenant
situé à Amiens 209 chaussée Jules Ferry.

Pour me permettre de régulariser cette
occupation j'ai l'honneur de vous prier
de me faire connaître le montant du loyer
que vous seriez d'avis de fixer pour une
location d'une durée de trois, six ou neuf
années, résiliable à la volonté réciproque
des deux parties à l'expiration de chaque
période triennale, sur préavis de six mois,
et étant entendu que la S.N.C.F. pourrait
résilier à toute époque au cas où le poste
pour lequel la maison est prise en location
viendrait à être supprimé.

Agriez Monsieur, l'assurance
de ma considération distinguée.

Monsieur Blet
à Saint-Leger les Domart
(Somme)

-1-1-1-

T.6

Réquisitions

A----

Logements d'agents

Monsieur le Chef du Service
de l'Exploitation,
à PARIS

En vue de loger les agents astreints, j'ai effectué une démarche auprès de M.le Préfet de la SOMME qui a bien voulu user de son droit de réquisition et faire attribuer à la S.N.C.F. une maison à usage d'habitation, sise à AMIENS, 209 Chaussée Jules Ferry.

J'ai affecté cet immeuble à M. HELLEBOID Paul, C.G.P.1 à AMIENS.

Ce dernier n'a pu encore en prendre possession car l'état de cette maison nécessite quelques réparations urgentes : toitures percée à plusieurs endroits, plafonds tombés.

Je suis intervenu auprès de mon Collègue V.B. pour en faire effectuer rapidement la remise en état afin que M.HELLEBOID puisse s'y installer dans un délai très court.

Le propriétaire est M. BLIECQ à St-LEGER-les-DOMART (Somme).

Je demande à M.le Chef du Domaine de vouloir bien faire la nécessaire auprès de cette personne afin de déterminer les conditions de location.

J'avise M.le Chef de la Division des Etudes EX ainsi que M.le Chef de la Subdivision du Personnel.

730
TRANSMIS à

L'INGENIEUR
Chef du 4ème Arrondissement,

Monsieur le Chef du Domaine, à PARIS

Signé X **UZEN**

En lui demandant de vouloir bien se mettre en rapport avec M.BLIECQ, en vue de déterminer les conditions de location.

LE CHEF du 4ème ARRONDISSEMENT,

16 OCT 1944

*et le note à
bureau*

Devis estimatif des travaux à effectuer dans la maison sise à AMIENS, 209, Chaussée Jules Ferry et pour lesquels un crédit est demandé à la Division de l'Entretien.

Travaux de plâtre	10.500 franes
appropriation intérieure (peinture, tenture etc...)	36.500 franes
Remise en état du chauffage central	6.600 franes

total :	53.600 franes

**PREFECTURE
DE LA SOMME**

3^e Division
2^{ème} Bureau

Amiens, le 10 Octobre 1944.

RÉQUISITIONS

ORDRE de REQUISITION

Le PREFET de la SOMME,

En exécution des prescriptions de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la Nation en temps de guerre, du décret portant règlement d'Administration publique du 28 novembre 1938 et de l'arrêté de M. le Ministre de l'Intérieur, relatif aux réquisitions d'immeubles;

Vu le décret portant ouverture du droit de réquisition;

Considérant que l'immeuble désigné au verso est actuellement inoccupé et libre de réquisition anglaise;

REQUIERT :

L'immeuble dont la désignation est faite au verso du présent ordre est requis pour les besoins de la Société Nationale des Chemins de fer français. Il est interdit d'en disposer.

Les indemnités prévues par les règlements seront attribuées à l'ayant droit par le bénéficiaire, à compter du jour de l'occupation effective.

Amiens, le 10 octobre 1944

Le PREFET,

Signé: B. CORNUT-GENTILLE

Fait en trois ampliations, dont une sera conservée par le propriétaire de l'immeuble, la seconde par M. le Maire d'AMIENS, la troisième par la Société Nationale des Chemins de fer français.

Emargement de l'intéressé
(propriétaire ou représentant)

Occupation effective, le
Le Maire,

Salle de bains: La peinture est défraîchie, le papier est sale taché, et arraché, l'enduit du plafond est soufflé, décollé et tombant (D.de G.) à la lampe applique, la tulipe manque, 1 chauffe bains Celtique, un tuyau plomb est à refixer, une baignoire avec plaque de robinetterie, à la porte manque le bouton double.

Couloir

Enduit du plafond comme salle de bains, peinture et papier sales, la lampe en plafond manque, le parquet est sale.

Montée d'escalier

peinture état normal, papier déchiré en maints endroits

Chambre en aile

raccord d'enduit sur mur côté nord, 2 appliques fil coupé, tablette de fenêtre cassée, sur le parquet traces de brûlure, 1 radiateur, montée d'escalier, au chassis ouvrant manquent deux 1/2 paumelles, à leur emplacement le bois est éclaté, peinture état normal, le papier est déchiré à de nombreux endroits.

Rez-de-chaussée

salle sur jardin, peinture faux bois chêne et érable taches de main, le papier est défraîchi, la cloison mobile est disloquée et les vitraux sont cassés, au placard 1 vitrail est disloqué, à droite un verre est cassé, 1 lampe en plafond, les serrures n'ont pas de clés, 1 chaudière Idéal Classic n° 4, l'ébrasement de la porte sur cour est à réparer, la gache de serrure manque, quelques carreaux cassés en carrelage.

Salle à manger

raccord d'enduit en plafond (D.de G.) peinture et papier sales et défraîchis, 1 lampe en plafond, 1 interrupteur cassé, le parquet est sale.

Salon

peinture et papier comme salle à manger, les clés manquent aux portes, 1 radiateur, le parquet est sale.

Vestibule et couloir

peinture et papier défraîchis, à la porte 1 carreau cassé et le vitrail de gauche, la serrure manque, raccord d'enduit en plafond (D.de G.) 1 lampe avec tulipe, une prise de lampe sans douille, 1 radiateur, à la porte de cave le carrelage est affaissé,

1^{re} Cave

le chassis du soupirail manque, le grillage est hors d'usage, 1 calorifère à air chaud.

2^e Cave

porte de communication à réparer, chassis du soupirail comme précédent.

Cuisine

raccord d'enduit en plafond (D.de G.) peinture et papier sales et tachés, 1 radiateur avec chauffe plat, hotte en vitraux.

arrière cuisine

raccord en plafond (D.de G.) peinture sale, papier tombant et arraché, 3 petits bois et un panneau sont à remplacer à la porte sur cour, 1 lampe en plafond, 1 évier, C.C. peinture et papier sales, 1 lampe en applique, la porte sur arrière cuisine est disloquée, le bouton double manque, à la porte persienne le tenon du haut

CONSTAT D'ETAT DES LIEUX

IMMEUBLE 209, Ch. Jules Ferry

Propriétaire Me. Ve. BLIBOQ à St. Léger les Domart.

La propriété comprend:

Un rez-de-chaussée avec dépendances et jardinot, 2 étages et 2 caves.

Eau, Electricité, Gaz et chauffage central

2^e Etage Nombreuses fuites à la couverture en ardoises, endommagée par faits de guerre, fuites au chéneau.

Débarras la serrure de la porte d'entrée manque

Mansarde Peinture défraîchie, papier sale et arraché par endroits. Tache d'humidité à droite de la lucarne, le parquet est taché.

Grenier L'enduit du mur de la face sur cour est dégradé et décollé, le conduit de fumée en poterie est en mauvais état.

Montée d'escalier

Peinture état normal, papier: tache d'humidité et déchiré à plusieurs endroits.

1^{er} Etage :

Chambre sur cour Peinture faux bois chêne état normal avec taches de main, papier sale et déchiré à plusieurs endroits, face sur cour: un trou de passage de tuyau, 1 radiateur, 1 lampe en plafond, 1 raccord d'enduit en plafond (D. de G.) fenêtre du milieu refixer le culo de crémone, un conduit manque, croisée de gauche manque le conduit du bas, le parquet est sale.

Chambre sur rue (Est) peinture et papier sales et défraîchis, 1 raccord d'enduit en plafond (D. de G.) à croisée de gauche et de droite 1 carreau fêlé, un radiateur une lampe en plafond, à la cheminée le rideau en tôle est disloqué, la coquille manque et les 2 croissants, le jambage de gauche est descellé, aux placards deux clés manquent.

Cabinet de toilette: peinture et papier sales, 1 déchirure à droite porte, la lampe en applique est disparue, 1 interrupteur cassé, charnière à refixer à la porte de gauche bahut, 1 radiateur, le parquet est sale

Chambre sur rue (Ouest) peinture et papier sales et tachés croisée de gauche, manque un culot de crémone, 1 prise de courant provisoire branchée sur chambre voisine. A la porte le bouton double est cassé, le rétrécissement en faïence de la cheminée est brûlé, le parquet est très sale et taché, 1 radiateur, 1 lampe en plafond aux placards les clés manquent, clés à ombre à revser- plusieurs clous dans murs, refixer mains de propriété.

est cassé et à la peumelle du milieu le bois est éclaté.

Buanderie 1 pompe à main fixe, au carrelage une surf. de 0.80 x 0.80 est démontée

Bucher 1 traverse manque, une ouverture a été pratiquée dans le galandage, porte d'entrée trois 1/2 peumelles cassées.

Petit atelier badigeon sali, bouton double cassé, à la suite un poulailler et un clapier, 1 jardinet, 1 pommier plein vent, des troènes sont coupés.

Facade sur cour manque 2 briques à gauche, porte petite sale, des joints sont dégradés, un trou de passage de tuyau.

Facade sur rue raccord de maçonnerie au soupirail, le carrelage en carreaux de Boulogne est affaissé en face du soupirail de gauche, à la porte d'entrée le cordon est éclaté côté serrure et le montant de gauche du bâti est éclaté dans le bas, les peintures sont usées.

AMIENS, le 23 OCTOBRE 1944

L'ARCHITECTE DE LA VILLE,



Le Chef de District Paul



IMMEUBLE 209 Chaussée JULES FERRY

Propriétaire : Mme Vve BLIECQ à St LEGER les DOMART

**Inventaire des biens de toute nature retrouvés
dans l'immeuble**

A - Biens appartenant à la propriétaire :

N° d'ordre	Désignation précise	Justifica-Date de tions pro-la re- Décharge duites mise
1	3 chassis avec vitraux	
2	6 panneaux de vitraux endom- magés	
3	1 lustre cuivre	
4	1 chassis à tabatière en zinc	
5	1 gravure "Fête des vigne- rons". Sur une carte de visite au nom de la propri- étaire est écrit : "Cette gravure n'appartient".	
6	1 gravure "Heureuse rencontre" même observation.	
7	1 table de jardin oxydée	
8	1 cuisinière Nouvelles galeries 2 tampons manquent	
9	1 réchaud à gaz usagé	
10	1 foyer à lessive	
11	2 chaises de jardin	
12	1 grande glace murale	
13	1 table batarde fixée au mur	
14	1 grande glace murale	
15	4 porte bouteilles	

A' - Biens présumés appartenir à la propriétaire :

16	1 poste d'eau sans grille ni bonde	
17	1 couverture grise formant plafond	
18	1 sellette bois noir endommagée	
19	1 petite table ronde, tapis usé et brûlé	
20	1 table de nuit 4 tiroirs, le dessus marbre manque	
21	1 lit cage, la table est pourrie	
22	1 porte-manteaux, 3 têtes	
23	1 table de nuit peinte en blanc sauf 1 tiroir, tablette du bas cassée, peinture sale	
24	1 armoire à glace dont la glace manque	
25	1 classeur chêne taché 8 cases	
26	1 petite table ronde	
27	1 coffre à bois, vieux chêne, manque 1 pied	
28	1 sommier coutil sale et taché	
29	4 chaises hêtre siège garni, clous cuivre.	

B. - Biens appartenant à l'ETAT

N° d'ordre	Désignation précise
30	5 très petits poêles en tôle
31	1 coussin de siège d'auto
32	1 broc aluminium

Amiens, le 23 octobre 1944
L'Architecte de la Ville,

Trouinot

D^r n^o 1561

Affaire Bertin

maison ci Calais

35 rue de la Passerelle

dommages de guerre

Compte E 1 P 1 n^o 7939

M. Bertin a
remboursé les 37 055⁴
montant du même
(voir lettre de M. Gouffé
du 2/12/50)

affaire terminée

Bt/sz

Copie à gc. pour la tenir au courant.
Du fait de ce règlement, le
compte El pl n° 7939 se trouvera à nouveau
débité de 803 f; il conviendra de l'amortir
complètement.

M. Barot

PARIS

8 DECEMBRE 1950

Minute

V.B.N. gd N
n° 1561 D.R.

Monsieur BERTIN,
27, Place de la République
à HENIN-LIETARD
(P-de-C)

Monsieur,

Suite à la correspondance échangée au sujet du règle-
ment des travaux effectués, au titre des dommages de guerre,
dans la maison 35 rue de la Passerelle à Calais.

Le montant des honoraires d'architecte inclus dans notre
mémoire comprenait la totalité des honoraires pouvant être
réclamés au M.R.U. pour la remise en état de l'immeuble.

Ceux réglés par cette Administration, bien qu'inférieurs
à notre prévision, se rapportent donc aux honoraires que vous
avez payés directement à votre architecte ainsi qu'à ceux
revenant à la S.N.C.F.

Je vous fais mandater la somme de 803 f que vous avez
antérieurement réglée à M. WIART, votre architecte.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considéra-
tion distinguée.

Le Chef de la Section
du Domicile

A

copie à g.c. pour la ~~g.c.~~ ^{tenus} au comant

~~caus~~

~~Une part de ce règlement & compte E.D. N° 7939 & Travaux
à un certain d'été de 8030 - Je ne puis pas de la fin et encombres~~

V.B.N. G.d.N. de l'année

Monsieur Bertin

n° 1561 D.R.

27 Place de la République

à Bérim-Liétard

(S. de C.)

Monsieur,

Suite à la correspondance échangée
au sujet du règlement des travaux
effectués, au titre des dommages de
guerre, dans la maison 38 rue de la
Fasseville à Calais.

Le montant des honoraires d'archi-
tecte inclus dans notre mémoire ~~par~~
comportant la totalité des honoraires pou-
vant être réclamés au M. R. U. ~~pour~~
~~pour~~ pour la remise en état de l'immeuble.

Ces règles par cette Administration
bien qu'insuffisantes à notre avis
rapportent donc aux honoraires que vous
avez ~~regl~~ payés directement à votre
architecte ~~et~~ ^{après qu'il a} ceux revenant à la S.N.C.F.

~~Les derniers ayant~~ Je vous ^{fais mentionner} ~~reverser~~
ainsi, en même temps que le prochain
terme de loyer, la somme de 803⁰⁰ que
avez antérieurement réglée à M. Wiat
votre architecte.

Agreez

PARIS, le 2 Décembre 1950

S.N.C.F.

2 VB

Subdivision de
la Comptabilité

(Bi)

Monsieur le Chef
de la Section du Domaine

EAP n° 7939

Suite à votre lettre VB/N g d N° 1561 du
3 août dernier à M^r Bertin, dont j'ai reçu
copie. Je vous informe que M^r Bertin

27, Avenue de la République à
Lérin-Victard a versé la somme
de 37.065^f montant ~~provisionnel~~ ^{du solde}
des travaux effectués pour la
remise en état de son immeuble,
endommagé par faits de guerre, sis
à Calais, 35 rue de la Passerelle

Le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité,

6-4 DEC 1950
M Bardet

COPIE à gc - pour information

VB.N.gd N n°1561

Paris

- 3 AOUT 1950



POT 1/8

Monsieur Alfred Jules BERTIN,
27, Avenue de la République
à HENIN-LIETARD

Monsieur,

Suite à votre lettre du 15 juin relative au règlement des dommages de guerre afférents à votre immeuble sis à Calais, 35 rue de la Passerelle. La maladie de l'agent s'occupant plus spécialement de ces questions l'a empêché de vous voir en vue d'une démarche le cas échéant au M.R.U. pour obtenir toutes indications au sujet du règlement des honoraires d'architecte.

Il vous rencontrera au cours d'une tournée dans le Nord, début septembre, après avoir pris rendez-vous avec vous.

Vous pouvez cependant dès maintenant reverser à la S.N.C.F. la somme de 37.065 f. que vous avez reçue au compte courant postal Paris n° 9191-42 ouvert au nom de M. le Chef de la Subdivision de la Comptabilité Voie et Bâtiments de la Région du Nord de la S.N.C.F.

Je vous remercie à l'avance et vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

/Le Chef de la Section
du Domaine,

18.8
18.8

Henin-Liétard, le 15 Juin 1950.

Monsieur le Chef du Domaine de la N.C.F.
Région Nord, 18 Rue de Dunkerque
Paris (10e)

Suite à votre lettre V.B N G R N n° 1561 DR du 8 Août
1947.

Je viens vous informer que le Service des Dommages de
Guerre vient de m'allouer une somme de 36.684⁵⁰
en remboursement des travaux exécutés à ma maison
35 Rue de la Passarelle à Calais.

Cette somme a été versée à mon Compte au Crédit du Nord
à Henin-Liétard.

Je constate que dans ce remboursement il n'a été compris
qu'une somme de 1354⁺ pour les honoraires d'architecte
alors que votre mémoire en comportait 1735⁺ et que
j'avais déjà réglé 803⁺ à M^{re} Wiart architecte à Calais.
Les notes de ce dernier avaient été jointes à l'imprimé D.G.2.
fourni le 9/12/47.

Le montant des frais d'architecte est donc de 2538⁺
et il ne m'est alloué que 1354

D'où une perte de 1184⁺
pour laquelle je vous serais reconnaissant de vouloir bien
me dire s'il m'est possible de déposer une réclamation.

D'autre part je vous prie de me faire connaître
comment je dois faire le versement des 37065⁺
représentant le montant du mémoire accompagnant
votre lettre précitée.

Pourrai-je faire un versement au Cuisinier de la gare.

d'Henri Létard?

Dans l'attente de vous lire je vous prie d'agréer,
Monsieur, l'assurance de ma parfaite considération,

L. Berte

16 JUIN 1950
m. Bardet

M. Berte, 24 Place de la République
Henri Létard

au M. R. U. L'imprimé que je vous
retourne sous ce pli, la certification
de l'exécution des travaux résultant de
la mention que j'ai demandée à notre
service local de porter sur les pièces qu'il
doit vous remettre.

Agrez, Monsieur, l'assurance de
ma considération distinguée.

85

Garis 26 Novembre 47

Monsieur Alfred Bertin
27 Place de la République
à Hémin-Liétard
(Bas-de-Calais)

V. B. N. G. d. N.
n° 156 D. R.

-1-

Monsieur,

Suite à votre lettre du 19 courant,
j'ai l'honneur de vous faire connaître
que la législation sur les dommages
de guerre n'exigeant les services d'un archi-
tecte qu'à partir de 300.000^f, la S. R. C. F.
a fait effectuer les travaux de remise en
état de votre maison, sous la direction
de ses services spécialisés.

Dans semblables cas, le Ministère de
la Reconstruction a admis que la S. R. C. F.,
se substituant à un architecte, perçoive
les honoraires correspondants.

Je ne puis donc que vous prier d'adresser

Henri Liétard, le 19 Novembre 1947.

Monsieur Tasseur
Chef du Domaine de la Région Nord de la S.N.C.F.
Paris.

Suite à votre note V.B.N.G.x N^o 1561 D.R. du 8/8/47.

Je vous communique un imprimé D.G. 2 du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme à faire compléter et signer au verso par l'architecte qui a vérifié les travaux effectués à la maison 35, rue de la Passerelle, à Calais, dont les frais d'honoraires (1735.⁶⁰) figurent à votre mémoire.

Je n'ai pu trouver le nom et l'adresse de cet architecte dans les pièces qui m'ont été transmises et le service local de la ~~2^e~~ D^o à Calais n'a pu, non plus, me donner ce renseignement.

Je vous serais reconnaissant de vouloir bien faire faire le nécessaire et me retourner cet imprimé complété le plus vite possible.

Avec mes remerciements anticipés, veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma parfaite considération,

M. Bertin

M^r Bertin

24 Place de la République à Henin-Liétard
(P.d.C.)

20 NOV 1947
M. Bardet

no 14 va 6/A

Calais

35, Rue de la Pasmuelle

M. Bertin

Annexe

signé, le 8 Sept. 1947

B

Paris le 18 septembre 1947

Monsieur Vasseur

Chef de la Section du Domaine

Rue de Dunkerque
Paris

V.B.N. g.x.N.
N° 1561 D.R.
M. Bertin

En réponse à M. le Chef d'Aut V.B.
à Bordeaux le relevé des dépenses
communiqué et en lui adressant
en communication, copie du
mémoire établi par M. Roussel,
chef de la Comptabilité T.B.

Hambert

Suite à votre Note VBN g.x.N.
N° 1561 D.R. du 8 Août dernier.

Je vous informe que le Service
local fait le nécessaire auprès de
M. Bertin pour lui remettre les
pièces justificatives des dépenses effectuées
pour la remise en état de l'immeuble
visé en marge.

Je remarque que le montant du
mémoire que j'ai adressé à M. Roussel
le 24 février 1947 ^(dont je joint copie) était de 34.548^{fr} 60
alors que celui que vous avez communiqué
à M. Bertin se montait à 34.711^{fr} 40.

Pour permettre au Service local de
justifier cette différence, je vous serais très
de bien vouloir m'adresser copie

Paris 8 Août

47

Monsieur Bertin
27 Place de la République
à Jénny-Lietard
(S. de C.)

V.B.N. Gr. N.
n° 156 D.R.

2- Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli, en deux exemplaires, le mémoire des travaux exécutés par la S.N.C.F. au titre de réparations par suite de dommages de guerre, à la maison vous appartenant sis à Calais, 35 rue de la Passerelle.

Le mémoire sera à déposer à la Délégation départementale du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme à Arras, (pour toucher les indemnités de dommages de guerre) ainsi que le devis des travaux exécutés que je demande à votre service local de vous faire parvenir.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Paris le 8 Août 1947

V.B.N. Gr. N.
n° 156 D.R.

Monsieur le Chef d'Arrt V.B.
à Boulogne

Maison à Calais, 35 rue de la Passerelle, appartenant à M. Bertin.

Par courrier, de ce jour j'adresse à M. Bertin le mémoire, s'élevant en principal à 34.711,40, des travaux exécutés au titre des dommages de guerre, à la maison ci-dessus désignée, pris en location par la S.N.C.F.

Vous voudrez bien, de votre côté, faire parvenir à M. Bertin la justification des travaux exécutés. A cet effet, je vous demanderai de lui remettre le duplicata des commandes faites, chaque pièce portant la mention par le fonctionnaire qualifié de votre arrondissement: "travaux exécutés conformément à la commande" suivie de sa signature.

Yvonne

B^e

Paris le 18 septembre 1947



V.B.N. Ex. N.
n° 1560 D.R.
A.K. Berton

En retour à M. le Chef d'Arr^t V.B.
à Boulogne le relevé des dépenses
communiqué et en lui adressant,
en communication, copie du
mémoire établi par M. Roussel,
chef de la Comptabilité V.B.

Le Chef du Domaine

Mansueti

VB N° 6/A

En retour à

Monsieur Vasseur

chef de la Section du Domaine
Rue de Dunkerque
Paris

annexe

après avoir pris connaissance de
la copie du mémoire établi par
M. Roussel.

le 3/10/47

M. le Chef d'Arrondissement

tracy

1-4 OCT 1947

VBN va 6/A

X Boulogne, le 8 Sept. 1947

Calais

35, Rue de la Passucelle

Monsieur Vasseur

M. Bertin

Chef de la Section du Domaine
Rue de Dunkerque
Paris

1-
Annexe

Suite à votre Note VBN g x N
N° 1561 D.R. du 8 Août dernier.

Je vous informe que le Service
local fait le nécessaire auprès de
M. Bertin pour lui remettre les
pièces justificatives des dépenses effectuées
pour la remise en état de l'immeuble
visé en marge.

Je remarque que le montant du
mémoire que j'ai adressé à M. Rounel
le 24 février 1947 ^(dont ci-joint copie) était de 34.548^{fr} 60
alors que celui que vous avez communiqué
à M. Bertin se montait à 34.711^{fr} 40.

Pour permettre au Service local de
justifier cette différence je vous serais très
obligé de bien vouloir m'adresser copie
du susdit mémoire adressé à M. Bertin.

Le Chef d'Arrondissement

1 SEPT 1947

S.N.C.F. Région du Nord
VOIE & BATIMENTS
Subdivision de la Comptabilité
3, Impasse de la Chapelle, 2
PARIS-XVIII^e

38^e Arrondissement - E₁ P₁ n°7939

R. C. SEINE 276.448 B

Mémoire des travaux exécutés par la SOCIÉTÉ NATIONALE
des CHEMINS de FER FRANÇAIS, pour la remise en état de
l'immeuble endommagé par faits de guerre, dont elle est
locataire, sis à GALAIS, 35, Rue de la Passerelle, pour
le compte de M. BERTIN, Propriétaire, demeurant à HENIN-
LIETARD, 3, rue du Commerce.

1945
mai
1946
déc.

I - Travaux à l'Entreprise

Facture - Entreprise BEQUE
Travaux de terrassement, maçon-
nerie, couverture et menuiserie. Forfait 20.000.-

II - Main-d'œuvre S.N.C.F. pour

Travaux de peinture et vitrerie 65^{Hs} 28.- 2.394.-
Pose de papiers peints..... 72^H 67.- 4.824.-
7.218.-

III - Fournitures de matériaux et divers

Factures - Cie de Béthune - briques pour 162.-
Comptoir Tuillier du Nord - tuiles " 931,6
Sté des Ciments de Marseille - ciment " 59,1
Entreprise PARMENTIER MASCOT - mastic " 70,8
-d°- papier " 4.552.-
peint, bordure blanc gélatineux. " 4.552.-

S.N.C.F. Verre demi-double..... " 215,5
Tuiles..... " 904,2
Briques " 392,4
Sable " 30,8
7.318,-

IV - Transports évalués forfaitairement

suivant la formule "ad valorem" approu-
vée par D.M. du 7/11/40.
- Sable..... 29,3
- Autres matériaux ci-dessus,..... 145,7
175,-

V - Frais d'honoraires d'architecte 5%

Taxe de transaction 1,01% sur I, III et IV
soit 1,01 x 27.493,4 = 277,17
100

à reporter..... 36.724

retourner au Domaine V. B
Paris Nord (M. Boudier)

Report.....

36.724,7

Taxe de transaction et taxe de prestation
de services 4,71% sur II

Soit.....

340.-

Total.....

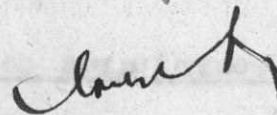
37.064,7

arrondi à

37.065.-

Le présent mémoire, dont le règlement a fait l'objet d'un accord passé avec M. BERTIN, montant à la somme de TRENTE SEPT MILLE SOIXANTE CINQ Francs, certifié conforme aux écritures de la S.N.C.F. (Région du Nord) par le Chef de la subdivision de la Comptabilité, qui certifie, en outre, que les factures ont été acquittées à ce jour, aux Entrepreneurs intéressés.

PARIS, le 18 Juillet 1947.



Paris, le 18 Juillet 1947.

VB/N gc (Bi)

Calais

Remise en état de
la maison sise 35,
rue de la Passerelle.

M^e Pertin

E. P. n^o 7939

Monsieur le Chef

de la Section du Domaine

— 3 —
Je vous adresse, ci-jointe,
en triple exemplaire, la
mémoire s'élevant à la somme
de 37.065⁵, des dépenses faites
au compte de M^e Pertin, 3, rue
du Commerce à Herin-Lietard
pour l'exécution des travaux
visés en marge.

Le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité

18 JUIL 1947

du Bardet

Donut

Heimin-Lietard, le 29 octobre 1946.

Monsieur le Chef du Domaine
de la S.N.C.F. Région Nord
18 Rue de Dunkerque
Paris (10^e)

Suite à ma lettre du 24 janvier 1945 en réponse
à la note V.B.N. 9x 1561 D.R. du 19 janvier 1945 relative
aux réparations à effectuer à la maison située
à Calais, 35 rue de la Casserelle, en location à la
S.N.C.F.

Je vous serais reconnaissant de faire
produire les mémoires des travaux exécutés,
chiffrés d'après la série du Nord, correctif en cours
au moment des travaux.

Les mémoires seront vérifiés par
l'architecte avant règlement.

Les deux sujétions sont imposées par les
services de la Reconstruction.

Avec mes remerciements, je vous prie d'agréer
Monsieur, l'assurance de ma parfaite considération;

L. BERTIN

M. Bertin

24 Place de la République à Heimin-Lietard

30 OCT 1946

P.d.c.

Boulogne, le 9 Janvier 1946

VBN - va 6/A

Monsieur ROUSSEL

Chef de la Subdivision
de la Comptabilité

COPIE

PARIS

Nous avons été amenés à effectuer des réparations à la maison sise à CALAIS, 35, Rue de la Passerelle, prise en location à M. BERTIN, propriétaire demeurant à HENIN LIETARD, 3, Rue de Commerce et destinée au logement de M. TRELCA-T, S/Chef de gare.

Je vous adresse, ci-joint, état V.1341 sur lequel figurent les dépenses au compte Acquéreurs - M. BERTIN.

Je vous demanderais de vouloir bien m'adresser le mémoire utile à soumettre à la signature du propriétaire

le Chef d'arrondissement VB

Boulogne, le 9.1.1946

Copie à Monsieur VEILLET

Chef de la Section du Domaine

PARIS

- Pour le tenir au courant, suite à sa lettre VBN gx n° 1561 D.R. du 20.12.45
LE CHEF D'ARRONDISSEMENT

11 JANV 1946

Z-K

Paris, le 26 Octobre 1945

DUPLICATA

V.B.N. 5x
I56I DR

Monsieur le Chef du 6ème
arrondissement V.B. à BOULOGNE

Suite à ma lettre du 27 Août dernier relative à la remise en état de la maison sise à Calais, 35 rue de la Passerelle, affectée à l'habitation de Monsieur Treleart, sous-chef de gare.

Les travaux ont-ils été exécutés et avez-vous obtenu de Monsieur BERTIN, propriétaire de la maison, le remboursement de la dépense engagée ?

Le Chef du Domaine



R.B.

DUPLICATA

Paris, le 27 Août 1945.

V.B.N. ex n° 1561 D.R.

Monsieur FLAUW,

CALAIS

Maison 35, Rue de la
Passerelle

Suite à votre lettre du 9 Décembre dernier concernant les travaux à effectuer pour la remise en état de la maison visée en marge prise en location de Monsieur BERTIN pour le logement d'un Sous-Chef de Gare (Monsieur TRELCAT).

Je vous ai adressé le 2 Février dernier copie d'une lettre du propriétaire m'informant qu'il avait été convenu avec votre Service que ces travaux seraient effectués pour son compte par les soins de la S.N.C.F.

Je pense que les travaux dont s'agit ont été exécutés et que vous avez obtenu de Monsieur BERTIN le remboursement de la dépense.

Voudriez-vous me le confirmer.

Le Chef du Domaine



Heinrich Lickert, le 24/1/45

353

Monsieur le Chef du Domaine
de la S.N.C.F. à Paris.

J'ôte note V.B.N. gx 1561 D.R. du 19 Et.
relative aux dommages subis par ma maison
sise 35 Rue de la Passerelle à Calais.

J'ai pris les dispositions nécessaires pour
que les réparations indiquées soient effectuées
le plus rapidement possible, mais je tiens à
vous faire remarquer le manque de matériaux,
surtout dans une ville comme Calais où
toutes les maisons ont subi des dommages.

Pour obvier à cet inconvénient, je me suis
entendu avec le Service des Travaux qui doit
entreprendre les réparations nécessaires à
bref délai et je me suis engagé à en
effectuer le remboursement à la S.N.C.F.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance
de ma parfaite considération.

31 JANV 1945

cyberk

TSVE

DUPLICATA

PARIS, le 19 JANVIER 1945

V.B.N. gx

1561 D.R.

Monsieur,


Je suis informé que la maison située à Calais, 35 rue de la Passerelle, dont vous avez consenti la location à la S.N.C.E. a été endommagée par les bombardements : la toiture est à réviser, les plafonds et enduits sont tombés en grande partie, les fenêtres et portes sont à revitrer et réparer.

Il importe que les réparations nécessaires soient effectuées le plus rapidement possible afin de remettre la maison dans un état d'habitabilité normal.

Je vous prie de me faire savoir si vous avez l'intention de faire entreprendre ces travaux prochainement.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chef du Domaine,



Monsieur Alfred BERTIN,
3, rue de Courrières
à HENIN-LIETARD (P-de-C).

V.B.N.Y.A.H.A.

Calais

Maison

35, rue de la Caserne

(mise en location
par la S.N.C.F.)

0 Lille, le 9 Décembre 1944 (xx)
CS

Monsieur Teillet,
Chef de la Section du Domaine
Paris.

Réponse à votre Lettre n° 1561 D.R. du 17 Novembre
(au dos) -

Cette maison a souffert des bombardements.
L'entretien est à réviser, les plafonds et enduits
sont touchés en grande partie, les peintures et
portes sont à revêtir et réparer.

Suivant détail estimatif ci-joint, la dépense
à engager pour la remise en état serait de
l'ordre de 20.000 francs environ.

M. Treloat, sous-chef de gare ^{ppal}, habite
toujours ce logement; il n'y a pas eu de période
d'interruption d'occupation.

Néanmoins, vous estimerez sans doute
qu'il convient d'inviter le propriétaire à
faire effectuer les réparations nécessaires;
je vous laisse le soin de vous rapprocher de
celui-ci à cet effet.

Le Chef d'Arrondissement,

11 DEC 1944

D1
H

Leunf

R. B.



Paris, le 17 Novembre 1944,

V.B.N.gx n° I56I D.R.

Monsieur ADINE,

-:-:-:-:-

Ainsi que vous le savez, nous avons pris en location en mars dernier, pour la durée de la guerre, une maison sise à CALAIS, 35, Rue de la Passerelle, et destinée au logement de Monsieur TRELCAT, Sous-Chef de Gare Principal.

Voudriez-vous, je vous prie, me faire savoir si cette maison a souffert des bombardements lors de la libération de Calais.

Monsieur TRELCAT occupe-t'il toujours cette maison?

Une prompte réponse m'obligerait.

Le Chef du Domaine

Heilluf

21 NOV 1944

SERVICE DE LA VOIE
ET DES BATIMENTS

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS
RÉGION du NORD

Ligne d' Hazebrouck à Calais Maritime

4^e Arrondissement

M. Adine Ingénieur

Section de Calais

M. T Bouron Chef de section.

(Titre du projet ou marché)

Réparation de la maison sise N°35 rue de la
passerelle à Calais, balisée par M. Trebats & Chef d'Etat

(Nature des travaux et fournitures)

Travaux de maçonnerie, toitures et vitrerie

DÉTAIL ESTIMATIF

Le présent détail estimatif montant à la somme de _____

dressé et certifié par le _____ soussigné.

A _____ le _____ 19

Vu et vérifié par l'Ingénieur soussigné,

A _____ le _____ 19

D^r n^o 1990 DR

Affaire Baudouin
et Long Terminé

maison à Malo-les-Bains

26 rue du Maréchal Foch

dommages de guerre

A. Compte ELP1 n^o 8051

Paris le 28 janvier 1952

PANGA N.

Halo le Bain

D.R. 1950

Monsieur Roussel,
 Chef de la Subdivision de la Confabité
 13 Nord.

Objet. maison à Halo le Bain,
 26 Rue du Maréchal Foch, prise en
 location de M^{me} Baudouin-Leroy.
 Rens. en état au compte E.P. n° 8051.

Veuillez trouver ci-joint une
 chèque de 99.808 francs, n° 637.522
 en date du 26 courant, tiré sur la
 Banque Sclalbert (agence de Bourges)
 adressé par M^{me} et M^{me} Baudouin-Leroy,
 dont le compte E.P. n° 8051, a été
 ainsi apuré par le versement de
 cette dernière somme.

1 chèque -

Minute

VB/N gd N

MALO-les-BAINS
Maison 26 r. du Maréchal Foch

Madame,

D.R. 1990

Le 27 du mois dernier, je vous écrivais la lettre suivante, à laquelle étaient jointes 4 annexes:

"Suite à votre lettre du 10 courant.

"J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, copie de ma note du 30 mai dernier, copie de l'annexe reprenant le décompte des loyers et charges dues par la S.N.C.F. pour la période du 1er février 1946 au 30 juin 1951 et les photos-copies des mémoires fournis au M.R.U. pour remboursement des dépenses engagées pour votre compte par notre Société pour la réparation des dommages de guerre.

"Par la note sus-visée je vous donnais toutes explications utiles sur la compensation qui intervenait entre les frais de réparation des dommages de guerre supportés par la S.N.C.F. et les retenues faites par exonération des loyers et charges. Vous restiez devoir à la S.N.C.F., à l'époque, une somme de 129.436 frs, dont il convient de déduire aujourd'hui le montant des loyers du 2ème semestre 1951 s'élevant à 29.628 frs, soit 129.436 - 29.628 = 99.808 frs.

"Ainsi que vous en avez manifesté le désir, je vous serais obligé de vouloir bien m'adresser cette somme, pour solde de tout compte, suivant l'une des modalités prévues à ma note du 30 mai.

"Dès que ce versement sera effectué, la question de dommages de guerre se trouvera ainsi complètement réglée entre nous et vos loyers vous seront payés à compter du 1er janvier 1952".

N'ayant encore reçu aucune réponse à ce jour, je vous serais très obligé de bien vouloir me faire connaître vos intentions au sujet de cette affaire.

Agréez, Madame, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chef de la Section du Domaine,

Madame Veuve CLEMENT-BAUDUIN,
99, rue Winoc-Chocquesel,
TOURCOING (Nord)

Bf.

2 janvier

52

Minute

VB/N gd N

MALO-les-BAINS

Maison 26 rue du Maréchal Foch

Madame,

DR 1990

Suite à votre lettre du 18 écoulé.

J'ai l'honneur de vous rappeler que nous avons établi votre décompte et fait la mise au point, en ce qui concerne les sommes restant dues à la S.N.C.F. pour travaux effectués dans la maison visée en marge, à la demande de votre soeur Mme BAUDOIN, afin de régler définitivement la question dommages de guerre et ce en accord avec vous-même, selon les termes de sa lettre du 10 octobre dernier.

D'autre part, j'attire votre attention sur le fait que par notre accord du 10 septembre 1946, il avait été stipulé que le remboursement à la S.N.C.F. des frais occasionnés s'effectuerait non seulement par voie d'exonération du paiement des loyers et des charges, mais également par le versement des indemnités que vous auriez pu recevoir du Ministère de la Reconstruction, jusqu'à due concurrence du montant des travaux non encore remboursés.

Si des versements vous ont été adressés par le dit Organisme, je vous serais obligé de vouloir bien faire le nécessaire en conséquence, suivant l'une des modalités prévues à ma lettre du 30 mai dernier.

Dans le cas contraire, il y aura lieu de me tenir au courant afin que nous puissions faire une demande auprès du M.R.U. de DUNKERQUE et intervenir pour hâter le remboursement des dommages de guerre.

Agréez, Madame, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chef de la Section du Domsine,

Madame Veuve LEROY
12, rue d'Aire, LILLERS (Pas-de-Calais)

BF.

Paris le . . .

5 Boulevard N
Maison la Baume
maison 16 Rue du
Maréchal Foch
DR. 1990

M^{me} J^{me} Leroy
12 Rue d'Arc
Lillers (P de C)

Madame

J'ai reçu votre lettre du 18 courant.

~~J'ai~~ J'ai l'honneur de vous
rappeler que vous avez établi votre devis
et fait le versement au point, ce qui concerne
les sommes restant dues à la S.N.C.F. pour
travaux effectués dans le cadre visé en
marc, à la demande de votre neveu
M^{me} Bandring après de régler définitivement
la question d'indemnités de guerre, et ce en
accord avec vous-même selon la teneur
de la lettre du 10 octobre dernier.

D'autre part j'attire votre attention sur
le fait que par votre accord du 10 septembre
1946, il avait été stipulé que le remboursement
à la S.N.C.F. des frais occasionnés, s'effectuerait
non seulement par voie d'imputation de
frais ^(de la ligne) et des charges, mais également
par le versement des indemnités que vous
auriez pu ^{recevoir} toucher du ministère de la
Reconstruction, jusqu'à due concurrence
du montant des travaux non encore
remboursés.

Les versements vous ont été adressés
par C dit ^{opérateur}, je vous serais obligé
de vouloir bien faire le nécessaire en
conséquence, suivant l'un des modalités
précisées ci-dessus du 30 Mai dernier.

Dans le cas contraire, il y aura lieu de
^{tenir au courant}
un ~~rapport~~ après que j'en aie pu
faire une demande auprès de M^r de
Dankerga et intervenir pour hâter le
remboursement des dommages de guerre.

Après Madame, Pansera et
un ~~considérable~~ détruite.

Admiration de Jean
P

Concours le 10^{ème} 1957
99 rue Wilson - Le Havre

12 JUL 1957
M. Bardet

à Madame Laffont
Service des Domaines S. A. C. F.

Madame,

Veuillez je vous prie me faire
parvenir le plus vite possible
le compte du loyer consenti à
la S. A. C. F. pour l'immeuble situé
15 Rue du H. A. Foch à Kalo. Les Bains
depuis 1945, ainsi que le décompte
des frais de réparations présentés
au H. A. F. pour la même proprié-
té, afin de régler la situation
Madame Leroy comme moi-
même sommes d'indus à vous
régler la différence, si elle existe
encore.

Avec mes remerciements
anticipés, recevez, Madame Laffont,
mes sentiments les plus distingués
et dévoués.
M. C. Bardet

MEMORANDUM

TISSAGE MÉCANIQUE DE TOILES

TOILES BLANCHES, CRÉMÉES ET BLEUES
SPÉCIALITÉ DE COUTILS POUR LITERIE
VÊTEMENTS DE TRAVAIL

ANCIENNE MAISON LÉANDRE LEROY

JEAN LEROY SUCC^R

12. RUE D'AIRE A LILLERS (P. DE C.)

COMPTE CHÈQUES POSTAUX LILLE 134-37

R. G. BÉTHUNE N° A 17.314

TÉLÉPHONE N° 15

Carte d'Acheteur N° 117921

Répertoire Producteur : P. de C. 104

Le 18 Decembre 1951

M^{re} Compagnie des Chemins de
Fer Français.

IMP. J. PORICHE, LILLERS-

J'ai sous les yeux la lettre adressée à
ma sœur Madame Bautin. - et à mon grand regret
je ne puis vous régler la somme de 99.808 fr. ayant
eu beaucoup plus de frais que je ne croyais sans
ma nouvelle habitation. - En conséquence cette
somme viendra en déduction des loyers futurs
ceci d'accord avec Madame Bautin.

Recevez également mes sincères salutations
M^{re} Jean Leroy. -

19 DEC 1951

M. Baudet

Courtoisie le 15. 1. 51.

99 rue W. Chagnon

VB/N 25N

DR 1990

26 JANV 1952
M. Bardet

Monsieur le Chef de la Cte

V.B. Dornier S.A.C. S.

Paris

Monsieur,

J'ai l'avantage de vous adresser
ci-joint un chèque N° 537.511
à la somme de 99.808 frs (quatre
dix neuf mille huit cent huit frs)
pour solde de frais occasionnés
à la propriété de Rue du Cal
Rock à halo. les. Boites.

Souhaitant vous adresser à une
couvert du loyer par chèque les
1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} septembre et 1^{er} décembre
à chaque année.

Avec mes remerciements,
mes vœux, Monsieur, mes salutations
empressées
p^{re} C. Bardet

Copie à D¹ pour faire le nécessaire pour "A"

PARIS

29 janvier

52

Minute

Madame Veuve CLEMENT-BAUDUIN
99, rue Winoc-Chocqueel
TOURCOING (Nord)

VB/N gd N

MALO-les-BAINS

Maison 26 r. du Maréchal Foch

Madame,

DR 1990

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre chèque barré n° 637.522 en date du 26 courant, tiré sur la Banque SCAIBERT (agence de TOURCOING), s'élevant à la somme de 99.808 frs, qui représente le solde des travaux effectués par la S.N.C.F., au titre des dommages de guerre, pour la maison sise à MALO-les-BAINS, 26 rue du Maréchal Foch, dont nous sommes locataires.

D'autre part, je donne les instructions nécessaires pour que les loyers afférents à la dite maison vous soient réglés à compter du 1er janvier 1952. A cet effet, je vous serais obligé de me faire connaître par retour du courrier le mode de paiement qui vous conviendra le mieux.

Agréez, Madame, l'assurance de ma considération distinguée

Le Chef de la Section du Domaine,

ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS & PARTICULIERS

Ancienne Maison V^{re} Émile BAUDUIN et A. & C. BAUDUIN Frères

PAVAGES & EMPIERREMENTS

CYLINDRAGES

TERRASSEMENTS

AVEC

MATÉRIEL DECAUVILLE

CANALISATIONS

GRANITS DE TOUTES PROVENANCES

SABLES & GRAVIERS

R. C. TOURCOING 7.985

Compte Chèques Postaux LILLE : 22.140

Clément Bauduin

SUCESSEUR

99, RUE WINOC-CHOCQUEEL - TOURCOING

TÉLÉPHONE : 13.85

Le 10 Septembre 1946

Pour cause d'homonymie
pièce de bien adresser la correspondance
AU N° 99

Monsieur,

Suite aux pourparlers que votre Service local a engagés avec nous au sujet de la prise en location, par la S. N.C.F., d'une maison nous appartenant, sise à Male-les-Bains, 26, rue du Maréchal Foch, destinée à l'habitation de ses fonctionnaires.

Nous avons l'honneur de vous informer que la S.N.C.F. accepte cette location pour une durée de 3,6 ou 9 ans à son choix, aux conditions qui seront reprises dans un bail à intervenir et moyennant un loyer annuel de 19.000 f. plus les charges.

La maison en question ayant été endommagée par faits de guerre, la S.N.C.F. fera effectuer, par ses soins et pour notre compte, les travaux nécessaires à la remise en état d'habitabilité qui sont évalués à 150.000 f. environ.

La date de fin des travaux sera retenue comme point de départ de la location.

Le remboursement à la S.N.C.F. du coût des travaux sera effectué sans intérêt, ni frais accessoires d'aucune sorte par voie d'exonération du paiement des loyers et des charges jusqu'à

du^e concurrence du montant de la dépense résultant du devis qui nous sera soumis avant exécution des travaux.

Toutefois, si nous recevions tout ou partie de l'indemnité nous revenant pour dommages de guerre avant qu^e la S.N.C.F. ait été remboursée intégralement du montant de sa créance, cette indemnité devrait être versée à la S.N.C.F. jusqu'à due concurrence du montant des travaux non encore remboursés par voie d'exonération de loyers et de charges.

En outre, si à la fin du bail, nous ne nous étions pas libérées entièrement du montant de la dépense engagée par la S.N.C.F., celle-ci en garantie des sommes lui restant dues, aurait un droit de priorité au renouvellement de la location.

Par ailleurs, en cas d'incendie total ou partiel de l'immeuble, imputable à la S.N.C.F. en sa qualité de locataire, la fraction restant due au moment du sinistre sur le coût de travaux exécutés par vous pour notre compte viendrait en déduction du montant des dommages qui pourraient être mis à votre charge, la S.N.C.F. se considérant comme son propre assureur.

En cas de sinistre non imputable à la S.N.C.F., celle-ci se réserverait la faculté de réclamer cette fraction soit à tout tiers responsable, soit à nous-même, il nous appartient donc de nous couvrir de ce risque si nous le jugeons utile.

Il est bien entendu enfin que si nous venions à vendre notre immeuble avant entière libération, la somme que nous resterions alors vous devoir deviendrait de plein droit exigible dès la réalisation de la vente.

Agréez, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

J. Baudouin - Lebbe
M. Leroy - Lebbe

*transmettre à D' pour faire le nécessaire pour A.
des que nous recevons avis du paiement de la somme de 99.808 francs*

FB/fs

Minute

PARIS

Decembre 1951.
27 octobre 51

VB/N gd N

MALO-les-BAINS

Maison 26 r. du Maréchal Foch

DR 1990

4 annexes

Madame,

*Le 27 du mois dernier, j'ai écrit la lettre
suivante, à laquelle étaient jointes quatre annexes.*

" Suite à votre lettre du 10 courant.

" J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, copie de ma
note du 30 mai dernier, copie de l'annexe reprenant le décompte
des loyers et charges dues par la S.N.C.F. pour la période du
1^{er} février 1946 au 30 juin 1951 et les photos-copies des
mémoires fournis au M.R.U. pour remboursement des dépenses
engagées pour votre compte par notre Société pour la réparation
des dommages de guerre.

Par la note sus-visée je vous donnais toutes explications
utiles sur la compensation qui intervenait entre les frais de
réparation des dommages de guerre supportés par la S.N.C.F. et
les retenues faites par exonération des loyers et charges.
Vous restiez devoir à la S.N.C.F., à l'époque, une somme de
129.436 frs, dont il convient de déduire aujourd'hui le montant
des loyers du 2^{ème} semestre 1951 s'élevant à 29.628 frs, soit
129.436 - 29.628 = 99.808 frs.

Ainsi que vous en avez manifesté le désir, je vous serais
obligé de vouloir bien m'adresser cette somme, pour solde de
tout compte, suivant l'une des modalités prévues à ma note du
30 mai.

A } Dès que ce versement sera effectué, la question de
dommages de guerre se trouvera ainsi complètement réglée entre
nous et vos loyers vous seront payés à compter du 1^{er} janvier
1952.

Agréez, Madame, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chef de la Section du Domaine,

*N'ayant encore reçu aucune
réponse à ce jour, je vous serais
très obligé de bien vouloir en faire
connaissance par retour au sujet de
cette affaire.*

Madame Veuve CLEMENT-BAUDUIN,
99, rue Winoc-Chocqueel, TOURCOING (Nord)

8148
15%
40740
8148
122220

9780
7.5
48900
68400
733500

6
3

Paris,

17 Mai

51

Monsieur Georges DELEPLANQUE,

Notaire

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 11 courant, nous donnant l'accord de Madame Veuve Dewulf sur les contre-propositions que nous (Nord) lui avions faites le 10 Août 1949 pour la fixation du loyer mensuel de base de la maison qu'elle a donnée en location à la S.N.C.F. à Béthune, 10 rue Rouget de Lisle.

Suivant votre désir, je vous donne ci-après, le récompte des J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 11 courant concernant la maison appartenant à Madame Veuve DEWULF et dont la S.N.C.F. est locataire à Béthune, 10 rue Rouget de Lisle.

loyers restant dus à votre cliente en tenant compte des loyers. Votre cliente ayant donné son accord sur les contre-propositions que nous lui avons soumises le 22 Juin 1950 et qui faisaient ressortir un loyer mensuel de base de 1.358 francs au 1er Janvier 1949, le compte des loyers de cette maison s'établit ainsi pour la période du 1er Janvier 1949 au 31 Mars 1951 du chiffre de base de 1358 "accepté".

-1er semestre 1949: 1358 x 6 8148 francs
-abattement de 15% 1222 francs
8.926 francs

-2ème semestre 1949: (1358 + 272 + 1630) x 6 9780 francs
-abattement de 7,5% 733 francs
9.043 francs

Verse de versement à l'époque Année 1949
+1er semestre 1950: (1358 + 272 + 272) 1902 x 6 11.412 francs

2ème semestre 1950: (1358 + 272 + 272 + 272) 2174 x 6 13.044 francs

-1er trimestre 1951: (1358 + 272 + 272 + 272) 2446 x 3 7.338 francs
Verse de versement à l'époque

De quoi il y a lieu de déduire : Ensemble soit au total 47.867 francs

sur lesquels nous avons versé à Madame DEWULF : 29420 francs (2942 x 10) + 3.400 à titre d'acompte provisionnel 32.820 francs

sur le loyer de 1949 32.820 francs
Sommes versées à titre d'acomptes provisionnels pendant la période de depuis Janvier 1949 - 2942 x 9 = 26.478 + 6442 = 32.920 francs

la S.N.C.F. est donc redevable pour la période envisagée d'une somme de 15.047 francs

Reste à verser 15.047 francs
que je ferai mandater à Madame DEWULF, en même temps que le second trimestre de l'année 1951, aussitôt que vous m'aurez confirmé l'accord de cette dernière sur le présent compte.

Des réceptions de votre accord sur ce récompte, je ferai mandater cette somme de 14.947 francs au profit de Madame Dewulf.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée

MEMOIRE des travaux exécutés par la Société Nationale des
Chemins de Fer Français pour la remise en état de l'immeuble
endommagé par faits de guerre, dont elle est locataire, sis
à MALO-les-BAINS, 26 rue Maréchal Foch pour le compte de
M^{mes} BAUDUIN et LEROY, propriétaires.

I - Travaux à l'Entreprise

Facture - Ent. DELAVA

Réfection des peintures extérieures
et intérieures du rez-de-chaussée,
Travaux de tenture

pour

42.647.-

II - Fourniture de matériel

Papier peint

21 rouleaux

1.639.-

III - Transports évalués forfaitai-
rement suivant la formule "ad
valorem" approuvée par décision
ministérielle.

Papier peint

pour

34.-

44.320.-

IV - Frais d'honoraires d'architecte

1^{re}) 2% pour établissement des projets
et pièces des marchés

886.-

2^e) 4,08% pour direction des travaux,
règlement et dépôt du dossier

1.808.-

2.694.-

TOTAL 47.014.-

Le présent mémoire, dont le règlement a fait l'objet d'un accord
passé avec M^{mes} BAUDUIN et LEROY, montant à la somme de QUARANTE SEPT MILLE
QUATORZE Francs, certifié conforme aux écritures de la S.N.C.F. (Région du
Nord) par l'Inspecteur Principal, Chef de la Subdivision de la Comptabilité
soussigné, qui certifie, en outre, que la facture a été acquittée à ce jour
à l'Entrepreneur intéressé.

PARIS, le 29 décembre 1949

237.658
47.014
284.672

Rumel

284.672
155.236
129.436

Mémoire des travaux exécutés par la Société Nationale des
Chemins de Fer Français pour la remise en état de l'immeuble endom-
magé par faits de guerre, dont elle est locataire, sis à MALO-les-
BAINS 26 Rue Maréchal Foch pour le compte de Mmes BAUDUIN et LEROY,
propriétaires.

I - Travaux à l'Entreprise			
Factures			
Entreprise Ch. CORNE			
Travaux de terrassement, de maçonnerie et de	forfait	99.000,-	
couverture	"	26.125,-	
Travaux de menuiserie et de quincaillerie			
Entreprise GREENHILL			
Remise en état de l'éclairage électrique	pour	26.345,-	
Entreprise DELAVA			
Travaux de peinture et de tenture	"	60.540,-	212.010,-
II - Fourniture de matériel			
Eviders avec égouttoir	"	5.969,9	
Papiers peints	55 rouleaux "	5.933,7	11.903,6
III - Transports évalués forfaitairement			
suivant la formule "ad valorem"			
approuvée par D.M du 7/II/40			
Papiers peints	"		123,1
IV - Frais d'honoraires d'architecte			
1°) 2% pour établissement des projets et			
pièces des marchés		4.480,7	
2°) 4,08% pour direction des travaux,			
règlement et dépôt du dossier		9.140,6	13.621,3
Total			237.658,-

Le présent mémoire, dont le règlement a fait l'objet d'un accord passé avec Mmes
BAUDUIN et LEROY, montent à la somme de DEUX CENT TRENTE SEPT MILLE SIX CENT CINQUANTE
HUIT Francs, certifié conforme aux écritures de la S.N.C.F. (Région du Nord) par
l'Inspecteur Principal, Chef de la Subdivision de la Comptabilité soussigné, qui
certifie, en outre, que les factures ont été acquittées à ce jour aux entrepreneurs
intéressés.

PARIS, le 10 Novembre 1948.

Ar n° 19147 Z

à conserver
au Roman

dossier déposé le
13 juin 1980

A Bray

à revoir pour l'ajout

connaître, au moins trois jours à l'avance
la personne devant rencontrer le représentant
de la S.N.C.F., ainsi que le jour pou-
vant lui convenir.

Les services du M.R.V. se trouvant près
de la gare, le rendez-vous pourrait avoir
lieu dans les bureaux de notre section
Voie et Bâtiments, à Dunkerque, 15
rue du Four à Chaut (dans la matinée
ainsi que je vous l'indique précédemment).

Agreez, Mesdames, l'assurance de ma
considération distinguée.

Le Chef du la Sect.
du Domaine,



V. B. N. G. d. N.
n° 1990 D. R.

Paris 24 Mai

50

Mesdames Bauduin et Leroy
99 rue Winoc-Chocqueel
à Tourcoing (Nord)

Mesdames

M. Becuwe, Inspecteur D^re à la
S.N.C.F., votre parent, nous a entretenu
ce jour des questions en suspens au sujet
de votre immeuble sis à Malo-les-Bains,
26 rue du Maréchal Foch.

En vue de déposer au M.R.V. le dossier
de réparations, il serait nécessaire que vous-
mêmes, ou un de vos représentants (muni d'une
autorisation sur papier libre) vous rendiez à
Dunkerque, accompagné d'un agent de
mon service. Les services du M.R.V.
sont ouverts tous les matins.

Il serait profité de cette occasion pour
mettre au point définitivement le long
résultat de la surface corrigée.

Je vous serais obligé de me faire

MEMORANDUM

TISSAGE MÉCANIQUE DE TOILES

TOILES BLANCHES, CRÉMÉES ET BLEUES
SPÉCIALITÉ DE OUTILS POUR LITERIE
VÊTEMENTS DE TRAVAIL

ANCIENNE MAISON LÉANDRE LEROY

JEAN LEROY SUCC^R

12, RUE D'AIRE A LILLERS (P. DE C.)

COMPTE CHÈQUES POSTAUX LILLE 134-37

R. C. BÉTHUNE N° A 17-314

TÉLÉPHONE N° 15

Carte d'Acheteur N° 117921

Répertoire Producteur : P. de C. 104

6 JUIN 1950

M. Bardet

Le 5 juin 1950

Société Nationale des
Chemins de Fer Français
Paris.

IMP. J. PORICHE, LILLERS

Bien reçu votre lettre datée du 3 juin.
Selon votre désir, je me rendrai à Dunkerque
le mardi 13 juin. Comme mon train
arrive à Dunkerque à 8 H 44, je me rendrai
immédiatement, Rue du Four à Chaux, et
ensemble nous pourrons nous rendre à Hato.

Recevez l'assurance de mes sincères
salutations.

9^h 28 confirmation téléphonique

le 9-6-50 à 174

J^e Jean Leroy

Paris, le 10 Novembre 1948

VB/Ngc (Bi)

Malo. les. Pains

Remise en état du logt.
sis, 26 rue Maréchal Foch,
endommagé par faits
de guerre

M^{mes} Banduin-Leroy

EAPa no 8051

sont à retourner

Monsieur le Chef
de la Section du Domaine
à Paris

Comme suite à la note du
20 Sept^{bre} dernier de M^{re} le Chef de
Section Reconst^{ition} de Dunkerque à M^{re}
l'Ingénieur de la Voie du 4^e Arr^t-VB à
Lille, dont copie ci-jointe, veuillez
bonver, ci-annexé, en triple exemplaire,
un mémoire partiel no 1, s'élevant
à la somme de 237.658^f de dépenses
faites pour la remise en état du
logt visé en marge.

P.S. Ci-joint, en communication,
Mandats no: 11892 de Mai 48
(Cde 3848 du 12.7.47 à l'Ent^{re}
Delava) et 30552 de Sept^{bre} 48
(Cde 3927 du 16.7.47 à l'Ent^{re}
Greenhill)

Le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité

[Signature]

15 NOV 1948

M. Bardet *R*

Copie

Monsieur l'Ingénieur,

Suite à correspondance au recto, je vous confirme que je suis d'accord pour les sommes comptabilisées auxquelles il convient d'ajouter :

6.305 F solde de la commande 3927 à
l'Entreprise GREENHILL proposé
au règlement le 17/8
et

5.073 F pour fourniture de papier peint
objet du V II99 444/I64

Je vous rends compte que la propriétaire a demandé :

- 1°) l'établissement dès à présent d'un mémoire partiel
- 2°) la remise en état d'une partie du rez de chaussée et la mise en peinture extérieure côté cour

Le devis correspondant lui a été présenté pour approbation, nous attendons son retour.

Ci-joint en retour le relevé communiqué.

Le Chef de Section
Reconstruction

.....

Paris, le 29 Décembre 1949

VB/Ngc (Bi)

Malo-les-Bains
Remise en état de
l'immeuble, n° 26, rue
du Maréchal Foch pour
le compte de M^{rs}
Bauduin et Leroy
EAP n° 805A

Monsieur le Chef
de la Section du Domaine
à Paris

Veuillez trouver ci-joint,
en triple exemplaire, le relevé
partiel n° 2 et dernier, s'élevant à
la somme de 47.014⁷, des dépenses
faites pour la réalisation des
travaux insés en marge.

Le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité

Rumel

31 DECE 1949

M. Bardet

R

M. Vasseur a reçu le 19 Février 1951
le représentant des propriétaires -

Faire démarche au M. R. U. à Dunkerque
pour faire accélérer paiement

le 20/2/1951

A/Bang

Madame Veuve Clément BAUDUIN

99, Rue Winoc Chocqueel

TOURCOING

TOURCOING, le 16 Octobre 1950

V.R./ N.G.D.N.

N° 1990 DR

Monsieur le Chef de la Section du Domaine
Région Nord de la S.N.C.F.

18, Rue de Dunkerque

P A R I S

Monsieur,

Depuis l'entrevue d'un représentant de votre Service avec Mme Jean LEROY, le 13 Juin dernier à DUNKERQUE, je n'ai reçu aucune note à ce sujet.

Pourriez-vous me dire ce qui a été décidé au sujet de la location du 26 de la Rue du Maréchal Foch à MALO-les-BAINS?

Vous avez déposé le dossier D.G. à DUNKERQUE. Avez-vous reçu des nouvelles de ce service ? Est-ce vous ou nous qui devons faire les démarches pour obtenir le règlement des factures ?

Veuillez, je vous prie, avoir l'amabilité de me renseigner sur ces diverses questions litigieuses; Mme LEROY n'a pu me donner ces renseignements.

Avec mes remerciements anticipés, je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

17 OCT 1950
M. Bardet

R

J. C. Bauduin

M. Vasseur a reçu le 19 Février 1981
un représentant des propriétaires ; il lui
a fait connaître la situation actuelle
en ce qui concerne la fixation du loyer
scientifique

le 20/2/1981

A. Braun

Madame Veuve Clément BAUDUIN
99, Rue Winoc Chocqueel
TOURCOING.

TOURCOING, le 15 Mars 1950

RECOMMANDEE

Monsieur le Chef de la Section du Domaine
Région Nord de la S.N.C.F.
18, Rue de Dunkerque
P A R I S

Monsieur,

Je vous accuse réception de votre lettre du 8
courant qui fait réponse à la mienne du 16 Février écoulé.

Je regrette de ne pouvoir vous donner accord pour
le classement en Catégorie 2 C de l'appartement des 1^o et
2^o étages de l'immeuble Rue du Maréchal Foch à MALO-les-BAINS

Compte tenu du maintien de ce classement, le loyer
de cet immeuble ressort encore de beaucoup inférieur aux
taux auxquels sont loués les immeubles voisins de composition
comparable.

Je me permets de vous rappeler la demande que je
vous faisais dans ma lettre du 8 Juillet dernier relative-
ment aux décomptes des travaux exécutés par la S.N.C.F.
dans mon immeuble. Ces travaux sont terminés depuis plus
d'un an et j'aimerais en présenter sans tarder les décomptes
aux Services du M.R.U.

En comptant que vous voudrez bien faire diligence
à ce sujet, je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations
distinguées.

17 MAR 1950
NL
/

J. C. Bauduin

*a franchi par
expéditeurs*

R TOURCOING
494



Monsieur le Chef de la Section du Domaine
Région Nord de la S.N.C.F.

18, Rue de Dunkerque

P A R I S



l'amabilité de me faire connaître
le numéro de téléphone auquel vous
pourriez être touchée ; - à moins que
la date du 13 juin puisse vous
convenir, auquel cas je vous demanderais
de me le faire savoir par lettre -
Je vous prie d'agréer, Madame,
l'assurance de ma considération distinguée.



B

Paris 3 Juin 50

Madame Jean Leroy
12 rue d'Aix
à Billers (S. de B.)

V. B. N. G. d. N.

Madame,

Notre service local à Dunkerque
nous avise que rendez-vous a été pris
mardi 6 juin prochain en vue de déposer
le dossier de D. G.

Le représentant de mon service ne
pourra se rendre à Dunkerque ce jour et
je regrette vivement ce contre-temps.

Pour éviter semblable difficulté,
il me paraîtrait préférable de fixer rendez-
vous par téléphone ; celui-ci pourrait
avoir lieu le mardi suivant ; auriez-vous

tu Baidet

Paris, le 29 NOV 1948

*25/11/48
Brunaut***Minute**VB.N.gd N
n° 1990 D.RMonsieur le Chef de District "R"
à DUNKERQUE,

Remise en état de la maison sise à Malo-les-Bains, 26, Avenue du Maréchal Foch, appartenant à MM^{mes} BAUDUIN et LEROY, endommagée par faits de guerre.

Je vous prie de m'adresser dès que possible copie des commandes passées à l'Entreprise Ch. COENE pour :

- 1°/ travaux de terrassement, de maçonnerie et de couverture - forfait de 99 000^f
- 2°/ travaux de menuiserie et quincaillerie - forfait de 26 125^f
- 3°/ fourniture d'éviers avec égouttoir pour 5 969^f,90
et papiers peints pour 5 933,70

Ces pièces seront communiquées au M.R.U à l'appui du dossier de dommages de guerre, comme pour les affaires RIBRENT et LECOMTE Léonce précédemment traitées.

Chaque pièce devra être revêtue, par vos soins, de la mention datée et signée : "Travaux exécutés (ou fournitures faites) conformément à la commande".

A (En ce qui concerne l'éclairage électrique et les travaux de peinture, je vous adresserai prochainement une copie des métrés des Entreprises GREENHILL et DELAVA, en vue d'y porter la même mention.

Le Chef de la Section
du Domaine,*[Signature]*

M^m Baudouin

Malo - St. Bains

—

M Bardet

Fernier parlo

A

(M Delehouze)

22/11/48

—

Bt

Paris 13 Mars 47

Bt

V.B.N. Gx. N.
n° 670 R

Paris le 25 Avril 1947

Monsieur le Chef d'Arr. V.B.
à Lille.

Suite à ma lettre du 13 Mars
dernier relative à la maison sise à
Malo-les-Bains, 26 rue du Maréchal
Foch, prise en location par la S.N.C.F.

Je vous prie de me faire connaître, par
retour, à quelle époque vous prévoyez que le
2^e étage de la maison sera remis en état
et pourra être emménagé, ceci pour me
permettre de répondre à la préoccupation qui
m'a causé quelque inquiétude.

Le Chef du Domaine
L. H. H.

FPT 110007 ps et invs

B.V. + 101 k chef et invs
à Lille.

Je vous prie de me faire connaître, par
retour, à quelle époque vous prévoyez que le
2^e étage de la maison sera remis en état
et pourra être emménagé, ceci pour me
permettre de répondre à la préoccupation qui
m'a causé quelque inquiétude.

L. H. H.

Bt

Paris le 6 Juin 1947

V.B.N. Gx. N.
n° 670 RMonsieur le Chef de la Subdivision
de la 6^e V.B.

-3-

Vous m'avez transmis, daté du 8 Mai,
le mémoire des travaux exécutés à la maison
sise à Malo-les-Bains, 26 rue du Maréchal
Foch, pour la période de novembre 1946
à Mars 1947.

L'arrondissement V.B. à Lille m'avisant
le 3 Juin que les travaux devraient seulement
d'être terminés, je vous retourne les trois
exemplaires dudit mémoire en vous deman-
dant de le faire compléter par les factures
des derniers travaux qui doivent encore nor-
malement vous parvenir.

L. H. H.

V.B.N. Gx. N.
n° 670 R

Bl

Paris le 11 Octobre 1946



Monsieur le Chef d'Arrondissement
T.B. à Bille

V.D.N. Gr. N.
n° 670 R.

(Monsieur) Votre note au dos.

En retour lettre de M^{me} Bauduin que
vous m'avez communiquée.

L'acceptation des intéressés, ainsi que
je vous l'indiquais dans ma lettre du 16 Août
dernier, est à obtenir sur le devis et à m'adresser
ensuite.

LE GOUVERNEUR

Heilleuf

Paris, le

16 AOU 1946

VB/N gx N

Monsieur de VILLELE
Chef du 4ème Arrondissement V.B.
à L I L L E

Suite à l'approbation, par Monsieur le Directeur, de la prise en location par la S.N.C.F. d'une maison sise à Malo-les-Bains 26, rue du Maréchal Foch destinée à l'habitation de trois agents.

-2-

En vue de consacrer cet accord avec les propriétaires, je vous prierai de leur faire remettre la lettre ci-jointe, réglant les conditions de remise en état et de location de leur immeuble et dont vous trouverez une copie pour vos archives.

Je vous laisse le soin de compléter le 3ème paragraphe de cette lettre par le montant approximatif des travaux. Ceux-ci s'élèveraient à 150 000 frs? suivant les termes du questionnaire joint à votre lettre du 10 mai dernier, mais j'ai préféré laisser la somme en blanc pour le cas où vous auriez à la modifier

Vous voudrez bien réclamer aux propriétaires leur accord écrit sur les conditions fixées (reprenant in extenso les termes de notre lettre) et me le faire parvenir. Cette lettre d'accord devra être signée par Mme BAUDUIN et par Mme LEROY, et le cas échéant par leur mari pour autorisation maritale.

Avant exécution des travaux, il y aura lieu :

- de soumettre aux propriétaires le devis des dits travaux, de leur en faire accepter le montant et de m'adresser ensuite cette acceptation;
- de faire obtenir par les propriétaires l'autorisation du Service de la Reconstruction pour la remise en état de l'immeuble.

(Dès la fin des travaux, vous voudrez bien faire établir un état contradictoire des lieux et m'en faire parvenir un exemplaire

La fin des travaux devant servir de point de départ de la location, vous voudrez bien m'en aviser immédiatement

Le Chef du Domaine,

. Pour me permettre d'établir ultérieurement le bail, je vous demanderai de me faire connaître l'état civil complet des propriétaires : nom de jeune fille, prénoms, leur situation de mariée, veuve ou divorcée et le cas échéant les prénoms de leur mari.

Bt

Paris le 14 Octobre 1946

S. B. N. G. N.
n° 670 R.

Monsieur le Chef d'Arrondissement
V.B. à Lille.

Suite à la correspondance échangée au sujet de
la prise en location, par la S.M.C.F., de la maison
sise à Mals-les-Bains, 26, rue du Maréchal Foch.

Je vous prierais de me faire connaître par retour
la date de prise de possession effective des différents
logements, en me précisant le nombre de pièces occupées
par chaque locataire et l'état actuel d'habitabilité
desdites pièces, ainsi qu'elles sont en l'état actuel.

Ces renseignements me sont nécessaires pour déterminer,
sur la demande des propriétaires, le loyer dû jusqu'à
la remise en état complète de l'immeuble.

A votre avis, quel pourcentage de réduction
pourrait-on envisager sur le loyer total
actuel (fixé à 10.000) compte tenu
de l'état de la maison avant occupation des
travaux que nous devons entreprendre ?

Le Chef du Domaine

Cellier

M. Brancart, Chef de District,
occupant un logement depuis janvier 1946 !

délivré au M. R. U. pour obtenir le rembourse-
ment des indemnités de dommages de guerre.
Veuillez, Mesdames, l'assurance de ma
considération distinguée.

Le Chef du Bureau

G. Hubert



V. B. N. G. N.
n° 670 R

Paris 15 juin 47

Madame Clément Baudouin
Monsieur Jean Leroy
99 rue Ninoe Chocquet
à Courcoring Nord

Mesdames,

Suite à votre lettre du 14 Avril dernier
j'ai l'honneur de vous faire connaître
que votre maison sise à Mals-les-Bains,
16 rue Foch a été remise en complet état
d'habitabilité le 1^{er} Juin courant. La
totalité du loyer prévu sera donc payable
à compter de cette date.

Je regrette de vous indiquer qu'il ne nous
est pas possible de retenir la date du 1^{er} Jan-
vier 1947 comme point de départ du paiement
de la totalité du loyer, l'avancement des travaux
ayant été normal dans les circonstances
actuelles et aucune faute ne nous ayant
été imputée.

Je vous adresserai sous peu le mémoire à

Courvoisier le 19 Avril 1947,

Monsieur le chef de Domaine
de la Région Nord S. O. E. F.
15 Rue de Dunkerque
Paris 10^e

J. ai l'honneur de vous accuser
réception de votre lettre n° 670 du 13
mars dernière relative à la location
de la maison sise à Molo. les Bains
15 Rue du M^{or} Roch.

Vous m'avez informé que le
logement des rés de chaudière de la maison
étant occupé depuis le 1^{er} janvier 1947
le règlement du d^r Fees du loyer et charges
interviendra à compter de cette date.

J. ai déjà attiré votre attention
sur la fréquence que me causait votre

façon d'arranger les choses et je ne
puis accepter de payer plus long-
temps le 3.^e tiers du loyer de cet im-
meuble qui est à la disposition de
la S. C. C. F. Depuis plus d'un an.

Je vous serais donc très obligée
d'envoyer la date du per janvier 1949
comme date de départ de votre loyer.

Il ne s'agit pas de défendre de moi que
les réparations soient faites avec
plus de rapidité et je pense que vous
admettrez avec moi que je n'ai pas
à supporter les conséquences d'une
prise de possession tardive des locaux
par vos ^{divers} locataires.

Very agree, Monsieur le Chef
du Service, mes salutations dis-
tinguées.

Wm C Bonetonia

Green Stiroc. Chocoma

22 AVR 1947
D1

Coercion are

Paris le 13 Mars 1947

Monsieur le Chef d'Art U.D.
à Lille.i. B. N. Gr. N.
n° 670 R.

J'ai pris note de la prise de possession
à compter du 1^{er} janvier dernier, du rez-de-
chaussée de la maison sise à Malo. Ch. Baim
26 rue du Maréchal Foch, prise en location
par la S.N.C.T.

En vue de renseigner sans retard les
propriétaires de l'occupation totale des lieux,
vous voudrez bien m'aviser dès que le 2^e
étage sera remis en état et mis à la dis-
position d'un agent.

BT



Paris le 29 janvier 1947 X

Monsieur le Chef d'Arr^t V.B.
à Lille

V.B.N. Gr. N.
n° 670 R.

Je vous serais obligé de me confirmer,
ainsi que me l'indique M^{me} Bauduin,
propriétaire de la maison sise à Malo-
les-Bains, 26 rue du Maréchal Foch,
que le rez-de-chaussée dudit immeuble,
pris en location par la S.N.C.F. est occupé
par un de nos agents depuis le 15
décembre dernier.

Le Chef du Domaine

Hanar

V.B.N. via A
Malo-les-Bains
26, rue du Maréchal Foch

670

Lille, le 27 février 1947

Monsieur le Chef du Domaine
(Région Nord)

Le rez-de-chaussée de cette maison est occupé
depuis le 1^{er} janvier 1947 par M^r Vézilier André,
facteur chef (EX) à Dunkerque.

Je vous transmets d'autre part l'avis V.200
signalant cette prise de possession.

Le Chef du Domaine
Denu

28 FEV 1947
M. Bardet

V. B. et G. et.
N^o 670

Eg le 14-1-47

670

Monsieur le Directeur des Domaines
15 Rue de Louvange
Paris X^e

Monsieur.

En réponse à votre lettre du
7-1-47. nous acceptons votre proposition
de règlement du loyer à compter du 1^{er}
février 1946. pour 1/2 du loyer et des charges
proportions pour la totalité de l'immeuble
pour l'année 1946.

La semaine dernière, je me suis
rendue à Chalo et j'ai constaté que
le rez de chaussée est habité depuis
vers le 15 9^{me} 1946. Veuillez je vous prie

vous en informer et nous compter
un supplément d'une tierce, à partir
de la date d'occupation.

Le second étage doit être habité
sous peu.

À vous bien, respectueusement,
mes salutations respectueuses

M^{re} E. C. Baudouin

17 JANV 1947

M Bardet

H



VILLE DE MALO-LES-BAINS

C E R T I F I C A T

Le Maire de Malo-les-Bains certifie que l'immeuble sis 26 Rue du Maréchal Foch à Malo-les-Bains appartenant à Madame Vve BAUDUIN n'est ni frappé d'alignement ni de plan d'urbanisme.

En foi de quoi le présent certificat lui a été délivré.

Malo-les-Bains, le 21 Septembre 1946

Le Maire,



Bt



Paris le 25 Avril 1947

X

V.B.N. Gr. N.
n° 670th

Monsieur le Chef d'Arr.^t V.B.
à Lille.

Suite à ma lettre du 13 Mars
dernier relative à la maison sui à
Mals. les Bains, 16 rue du Maréchal
Foch, prise en location par la S.I.C.F.

A { Je vous prie de me faire connaître, par
retour, à quelle époque vous prévoyez que le
2^e étage de la maison sera remis en état
et pourra être emménagé, ceci pour me
permettre de répondre à la propriétaire, qui
manque quelque migration.

Le Chef du Domaine

V.B.N. N. 24/A
Mals. les Bains
26, rue Maréchal Foch
2^e étage

Lille, le 3 Juin 1947

Monsieur le Chef du Domaine,

L. H. H.

Lille le 3 Juin 1947

670

V.B.N. v.2.44A

Malo-les-Bains
25, rue du Marché Foch

Monsieur Tarnus
Chef du Domaine
Paris

Le 2nd étage de cette maison
est remis en état d'habitabilité;
le loyer peut être payé à la
propriétaire à dater du 1^{er} Juin courant.

4 JUIN 1947
M. Bardet

Le Chef d'Arrondissement

[Signature]

16 AOU 1946

Mesdames,

VB/N gx N

Suite aux pourparlers que notre Service local a engagés avec vous au sujet de la prise en location, par la S.N.C.F. d'une maison vous appartenant, sise à Malo-les-Bains, 26, rue du Maréchal Foch, destinée à l'habitation de ses fonctionnaires.

J'ai l'honneur de vous informer que la S.N.C.F. accepte cette location pour une durée de 3, 6 ou 9 ans à son choix, aux conditions qui seront reprises dans un bail à intervenir et moyennant un loyer annuel de 19 000 f. plus les charges.

La maison en question ayant été endommagée par faits de guerre, la S.N.C.F. fera effectuer, par ses soins et pour votre compte, les travaux nécessaires à la remise en état d'habitabilité qui sont évalués à environ.

La date de fin des travaux sera retenue comme point de départ de la location.

Le remboursement à la S.N.C.F. du coût des travaux sera effectué sans intérêt, ni frais accessoires d'aucune sorte par voie d'exonération du paiement des loyers et des charges jusqu'à concurrence du montant de la dépense résultant du devis qui vous sera soumis avant exécution des travaux.

Toutefois, si vous receviez tout ou partie de l'indemnité vous revenant pour dommages de guerre avant que la S.N.C.F. ait été remboursée intégralement du montant de sa créance, cette indemnité devrait être reversée à la S.N.C.F. jusqu'à due concurrence du montant des travaux non encore remboursés par voie d'exonération de loyers et de charges.

Madame Clément BAUDUIN

Madame Jean LEROY

99, rue Winoc-Chocqueel
TOURCOING (Nord)

.....

En outre, si à la fin du bail, vous ne vous étiez pas libérées entièrement du montant de la dépense engagée par la S.N.C.F. celle-ci en garantie des sommes lui restant dues, aurait un droit de priorité au renouvellement de la location.

Par ailleurs, en cas d'incendie total ou partiel de l'immeuble, imputable à la S.N.C.F. en sa qualité de locataire, la fraction restant due au moment du sinistre sur le coût des travaux exécutés par nous pour votre compte viendrait en déduction du montant des dommages qui pourraient être mis à notre charge, la S.N.C.F. se considérant comme son propre assureur.

En cas de sinistre non imputable à la S.N.C.F. celle-ci se réserverait la faculté de réclamer cette fraction soit à tout tiers responsable, soit à vous même, il vous appartient donc de vous couvrir de ce risque si vous le jugez utile.

Il est bien entendu enfin que si vous veniez à vendre votre immeuble avant entière libération, la somme que vous resteriez alors nous devoir deviendrait de plein droit exigible dès la réalisation de la vente.

En vue de consacrer notre accord, je vous prie de m'accuser réception de la présente lettre en en répétant les termes in extenso.

Agréez, Mesdames, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chef du Domaine,

V.D.N. 7.24/A

Lille, le 27 ¹juin 1946

Malo-les-Bains

Maison

26, rue du Maréchal Foch

Prise en location
par la S.N.C.F.

51°

Monsieur Veillet,
Chef du domaine à Paris.

en attente

Suite à votre Note n° 670^R du 16 août
dernier relative à la prise en location par
la S.N.C.F. d'une maison sise à Malo-les-Bains,
26, rue du Maréchal Foch, destinée à l'habitation
de trois agents.

Je vous transmetts ci-joint l'accord
écrit des propriétaires, MM. Baudouin & Leroy,
sur les conditions de remise en état et de
location de leur immeuble, fixées dans votre
lettre du 16/8/46 qui leur a été remise. -
Celle-ci a été complétée par l'indication
de la somme de 150.000^{fr}, montant
approximatif des travaux de remise en état.

Ci-après état civil des 2 propriétaires
de l'immeuble :

- 1^{re}). Madame Veuve Baudouin Clément
née LEBBE Jeanne, Julie, Margilde.
- 2^e). Madame Veuve LEROY Jean
née LEBBE Martine, Marie-Louise.

Le Chef d'Arrondissement.

J. Vanhamme

30 SEPT 1946
M^r Baudouin

Paris, le

16 AOU 1946

VB/N gx N

Monsieur de VILLELE
 Chef du 4ème Arrondissement V.B.
 à LILLE

Suite à l'approbation, par Monsieur le Directeur, de la prise en location par la S.N.C.F. d'une maison sise à Malo-les-Bains 26, rue du Maréchal Foch destinée à l'habitation de trois agents.

-2-

En vue de consacrer cet accord avec les propriétaires, je vous prierais de leur faire remettre la lettre ci-jointe, réglant les conditions de remise en état et de location de leur immeuble et dont vous trouverez une copie pour vos archives.

Je vous laisse le soin de compléter le 3ème paragraphe de cette lettre par le montant approximatif des travaux. Ceux-ci s'élèveraient à 150 000 frs? suivant les termes du questionnaire joint à votre lettre du 10 mai dernier, mais j'ai préféré laisser la somme en blanc pour le cas où vous auriez à la modifier

Vous voudrez bien réclamer aux propriétaires leur accord écrit sur les conditions fixées (reprenant in extenso les termes de notre lettre) et me le faire parvenir. Cette lettre d'accord devra être signée par Mme BAUDUIN et par Mme LEROY, et le cas échéant par leur mari pour autorisation maritale.

Avant exécution des travaux, il y aura lieu :

- de soumettre aux propriétaires le devis des dits travaux, de leur en faire accepter le montant et de m'adresser ensuite cette acceptation;
- de faire obtenir par les propriétaires l'autorisation du Service de la Reconstruction pour la remise en état de l'immeuble.

Dès la fin des travaux, vous voudrez bien faire établir un état contradictoire des lieux et m'en faire parvenir un exemplaire

La fin des travaux devant servir de point de départ de la location, vous voudrez bien m'en aviser immédiatement

Le Chef du Domaine,

P.S. Pour me permettre d'établir ultérieurement le bail, je vous demanderai de me faire connaître l'état civil complet des propriétaires ; nom de jeune fille, prénoms, leur situation de mariée, veuve ou divorcée et le cas échéant les prénoms de leur mari.

16AOU 1946

Mesdames,

VB/N gx N

Suite aux pourparlers que notre Service local a engagés avec vous au sujet de la prise en location, par la S.N.C.F. d'une maison vous appartenant, sise à Malo-les-Bains, 26, rue du Maréchal Foch, destinée à l'habitation de ses fonctionnaires.

J'ai l'honneur de vous informer que la S.N.C.F. accepte cette location pour une durée de 3, 5 ou 9 ans à son choix, aux conditions qui seront reprises dans un bail à intervenir et moyennant un loyer annuel de 19 000 f. plus les charges.

La maison en question ayant été endommagée par faits de guerre, la S.N.C.F. fera effectuer, par ses soins et pour votre compte, les travaux nécessaires à la remise en état d'habitabilité qui sont évalués à environ.

La date de fin des travaux sera retenue comme point de départ de la location.

Le remboursement à la S.N.C.F. du coût des travaux sera effectué sans intérêt, ni frais accessoires d'aucune sorte par voie d'exonération du paiement des loyers et des charges jusqu'à concurrence du montant de la dépense résultant du devis qui vous sera soumis avant exécution des travaux.

Toutefois, si vous receviez tout ou partie de l'indemnité vous revenant pour dommages de guerre avant que la S.N.C.F. ait été remboursée intégralement du montant de sa créance, cette indemnité devrait être reversée à la S.N.C.F. jusqu'à due concurrence du montant des travaux non encore remboursés par voie d'exonération de loyers et de charges.

Madame Clément BAUDUIN
Madame Jean LEROY

99, rue Winoc-Chocqueel
TOURCOING (Nord)

.....

2421 UOAG
En outre, si à la fin du bail, vous ne vous étiez pas libérées entièrement du montant de la dépense engagée par la S.N.C.F. celle-ci en garantie des sommes lui restant dues, aurait un droit de priorité au renouvellement de la location.

Par ailleurs, en cas d'incendie total ou partiel de l'immeuble, imputable à la S.N.C.F. en sa qualité de locataire, la fraction restant due au moment du sinistre sur le coût des travaux exécutés par nous pour votre compte viendrait en déduction du montant des dommages qui pourraient être mis à notre charge la S.N.C.F. se considérant comme son propre assureur.

En cas de sinistre non imputable à la S.N.C.F. celle-ci se réserverait la faculté de réclamer cette fraction soit à tout tiers responsable, soit à vous même, il vous appartient donc de vous couvrir de ce risque si vous le jugez utile.

Il est bien entendu enfin que si vous veniez à vendre votre immeuble avant entière libération, la somme que vous resteriez alors nous devoir deviendrait de plein droit exigible dès la réalisation de la vente.

En vue de consacrer notre accord, je vous prie de m'accuser réception de la présente lettre en en répétant les termes in extenso.

Agréez, Mesdames, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chef du Domaine,

S.N.C.F.

Région Nord
Service V.B.

VB/N gw NL n° 670/104 L

Malo-les-Bains
26, rue du Maréchal Foch

Projet de prise
en location d'une maison.

PARIS, le 5 juillet 1946

21/7/46
Rég. S. Tr.
n° 5543 2

Monsieur le Directeur,

Nous avons trouvé à Malo-les-Bains pour loger l'attaché chargé du district Bâtiments de Dunkerque et deux agents EX. une maison sise 26, rue du Maréchal Foch et qui comprend :

Rez-de-chaussée : salon, salle à manger, cuisine, arrière cuisine, cour w.c.

1er étage : deux chambres, salle à manger, cuisine, arrière-cuisine w.c. petite cour

2ème étage : trois chambres.

Deux caves et grenier

Installations d'eau, de gaz et d'électricité.

La propriétaire, M^{me} BAUDUIN, consentirait à la S.N.C.F. un bail de 3, 6 ou 9 années, avec insertion de la clause "fonctionnaire" au loyer annuel de 19.000 f, plus les charges. Le tout serait remboursé par les agents logés.

10 JUL 1946

M. Demay

M. Guesman
11/7 M. Villet

La maison a subi des dégâts par faits de guerre et le montant des travaux à envisager pour remise en état d'habitabilité est évalué à 150.000 f environ. La propriétaire accepterait de laisser exécuter les travaux par la S.N.C.F. et la rembourserait, d'abord par exonération du paiement des loyers, puis par le reversement, jusqu'à concurrence, de ses indemnités de dommages de guerre.

En raison des difficultés que nous rencontrons pour loger nos agents de Dunkerque, je vous prie de me donner votre accord pour cette prise en location.

Le Chef du Service V.B.
S : GUILLAUME.

11.H
DR/N1/41

9 JUL 1946

Transmis à Monsieur le Chef du Service EX - V.B.
M. le Directeur est d'accord.

L'Ingénieur en Chef,
Attaché à la Direction

12 JUL 1946
N. L.

Paris, le

1 original
3 copies

V.B.N. - Gr. N

MINUTE

M^{lles} Dames,

Suite aux pourparlers que notre service local a engagés avec vous au sujet de la prise en location, par la S.N.C.F., d'une maison vous appartenant, sise à Malo-les-Bains, 26 Rue du Maréchal Foch, destinée à l'habitation ~~pour~~ de ~~ses~~ fonctionnaires.

J'ai l'honneur de vous informer que la S.N.C.F. accepte cette location pour une durée de 3, 6 ou 9 ans à son choix, aux conditions qui seront reprises dans un bail à intervenir et moyennant un loyer annuel de 19.000 frs. plus les charges.

La maison en question ayant été endommagée par faits de guerre, la S.N.C.F. fera effectuer, par ses soins et pour votre compte, les travaux nécessaires à la remise en état d'habilité qui sont évalués à (in blanc) environ.

La date de fin des travaux sera retenue comme point de départ de la location.

Le remboursement à la S.N.C.F. du coût des travaux sera effectué sans ~~fraux~~ intérêt ni frais accessoires d'aucune sorte par voie d'exonération du paiement des loyers et des charges jusqu'à due concurrence du montant de la dépense résultant du devis qui vous sera soumis avant exécution des travaux.

Toutefois, si vous receviez tout ou partie de l'indemnité vous revenant pour dommages de guerre avant que la S.N.C.F. ait été remboursée intégralement du montant de sa créance, cette indemnité devrait être reversée à la S.N.C.F. à la S.N.C.F. jusqu'à due concurrence du montant des travaux non encore remboursés par voie d'exonération de loyers et de charges.

En outre, si à la fin du bail, vous ne vous étiez pas libérée entièrement du montant de la dépense engagée par la S.N.C.F., celle-ci, en garantie des sommes lui restant dues, aurait un droit de priorité au renouvellement de la location.

Par ailleurs, en cas d'incendie total ou partiel de l'immeuble, imputable à la S.N.C.F. en sa qualité de locataire, la fraction restant due au moment du sinistre sur le coût des travaux exécutés par nous pour votre compte viendrait en déduction du montant des dommages qui pourraient être mis à notre charge, la S.N.C.F. se considérant comme son propre assureur.

En cas de sinistre non imputable à la S.N.C.F. celle-ci se réserverait la faculté de réclamer cette fraction à tout tiers responsable, soit à vous-même; il vous appartient donc de vous couvrir de ce risque si vous le jugez utile.

Il est bien entendu enfin que si vous veniez à vendre votre immeuble avant entière libération, la somme que vous resteriez alors nous devoir deviendrait de plein droit exigible dès la réalisation de la vente.

En vue de consacrer notre accord, je vous prie de m'accuser réception de la présente lettre en en répétant les termes in extenso.

Agréez, M^{lles} Dames distinguées,

l'assurance de ma considération

M^lle Clément Bauduin
M^lle Jean Leroy
M^lle Wines - etc.

LE CHEF DU DOMAINE

V.B.N. 24/A.

Lille, le 28 ju

Malos-Bains

maison

26, rue du Maréchal Foch

Prise en location
par la S.N.C.F.

670

Monsieur Veillet,
Chef de Bureau à Paris.

Suite à ma proposition du 10 mai dernier. —
Avant de faire entreprendre les
travaux de restauration de la maison
26, rue du Maréchal Foch à Malos-Bains
destinée à l'habitation de 3 ménages d'agents
de Dunkerque, je vous serais obligé
de bien vouloir me faire connaître votre
accord sur la prise en location de
cet immeuble par la S.N.C.F.

29 JUIN 1946

Le Chef d'Arrondissement,

[Signature]

ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS & PARTICULIERS

Ancienne Maison V^{ve} Émile BAUDUIN et A. & C. BAUDUIN Frères

PAVAGES & EMPIERREMENTS

CYLINDRAGES

TERRASSEMENTS

AVEC

MATÉRIEL DECAUVILLE

CANALISATIONS

GRANITS DE TOUTES PROVENANCES

SABLES & GRAVIERS

R. C. TOURCOING 7.985

Compte Chèques Postaux LILLE : 22.140

Clément Bauduin

SUCCESSEUR

99, RUE WINOC-CHOCQUEEL - TOURCOING

TÉLÉPHONE : 13.85

Pour cause d'homonymie
prière de bien adresser la correspondance
AU N° 99

Le Février 1946.

Monsieur le chef du service VB.

en gare de DUNKERQUE.

Monsieur,

Je soussignée Madame Clément BAUDUIN 99
rue Winoc-Chocqueel à TOURCOING agissant en mon nom et en cel
lui de ma sœur Madame Jean LEROY 12 rue d'Aire à LILERS con
sent à louer à la S.N.C.F. pour une durée de trois six ou neuf
ans au choix des deux parties en acceptant la clause "fonctio
naire" l'immeuble situé à MALO les BAINS 26 avenue du Maréchal
FOCH.

Les propriétaires abandonnent totalement les percep
tions des loyers des loyers, jusqu'à concurrence du montant de
travaux effectués par la S.N.C.F. et s'engageant au besoin au
sein à reverser jusqu'à due concurrence, les sommes qu'ils tou
cheront au titre d'indemnités de dommages de guerre au fur et
à mesure de l'encaissement des dites indemnités.

En attendant le plaisir de vous lire d'accord rece-
vez Monsieur mes salutations distinguées.

Y. Baudouin *Leblanc*

A retourner à C.A.V.B

S. N. C. F.

R. C. SEINE 276.446 B

Le Chef d'Arrondissement:

LETTRÉ DE COMMANDE N°

3848

(1) **REGION NORD**

DU

19

(2) **Arrond. 4° Sect. 4° District**

(5)

12 JUL 1947

(4) **Refectoire des peintures intérieures
et tenture & peintures extérieures
logt. 28 Avenue Foch à
Male les Bains**

**Entreprise DELAVA
14 Rue Van derhaghen**

Compte à débiter : **EP 847057 c/o L.**

HAIBOURDIN

Comme suite à votre lettre d'offres N° _____ du _____ dont j'accepte tous les termes, vous êtes prié de livrer les fournitures (6) et d'exécuter les travaux (6) ci-après, aux conditions précisées dans cette lettre et dont les principales sont résumées ci-dessous.

QUANTITÉS	NATURE DES FOURNITURES OU DES TRAVAUX	PIÈCES JOINTES (6)
	Travaux de peinture et tenture à exécuter aux prix et conditions de la Série de prix "Bâtiments" avec application d'une majoration de 392 % (trois cent quatre vingt douze pour cent) Fascicule J : peinture : 392 % SOMME APPROXIMATIVE: CENT SEPT MILLE FRANCS (baisse générale déduite)	Cahier des charges spéciales Série de prix Détail estimatif Devis descriptif Dessins DÉLAI D'EXÉCUTION dès réception de la Cde. 1 mois PÉNALITÉ POUR RETARD PRIME POUR AVANCE PAIEMENTS G.C.P. LILLE N°: 22.276 MODE DE LIVRAISON DESTINATAIRE :
Montant (6)	(SUITE AU DOS) forfaitaire : approximatif : 107.000 F.	monnaie-matière: 250 K. peinture à l'huile famille II
Prix (6)	fermes et non révisables révisables aux conditions du Cahier des Charges spéciales	

Avis importants : Adresser toute la correspondance (y compris l'accusé de réception ci-joint) (8)

à M° (7)

M. Le Chef de District Bâtiments à Dunkerque

Adresser la facture à M° (7)

-D°-

(1) (2) (3) (4) (5) (6) (7) (8), voir au dos.

QUANTITÉS

NATURE DES FOURNITURES OU DES TRAVAUX

(SUITE)

La majoration comprend les indemnités dîtes de grand déplacement prévues pour la région dunkerquoise

1 chef d'équipe 48,50

5 ouvriers

peintres 41,42

S.O. = 255,60 = 42,60

6

Taux de salaires en vigueur à la date de remise des offres

CONDITIONS GENERALES

Sauf dérogation expressément stipulées à la lettre de commande ou à ses annexes, la présente commande est soumise aux documents généraux ci-après :

Cahier des clauses et conditions générales applicables aux marchés de travaux du 14 Août 1936, enregistré à Paris (3^e Baux) le 20 Août 1936, F^o 40, C^o 787.

Cahier des clauses et conditions générales applicables aux marchés de fournitures, 3^e édition (tirage du 1^{er} Janvier 1941), enregistré à Paris (3^e Baux) le 28 Janvier 1941, F^o 97, C^o 1991.

Cahier des Charges. **travaux de peinture & tenture enregistré à Paris le 22/10/35, 3^e Baux, F^o 50, cane 830, n^o 505**

Cahier des prescriptions communes. **travaux de bâtiments et son annexe n^o 1**

Specifications techniques.

Facilités de circulation

(6) Aucune facilité de circulation ne sera accordée au titre du présent marché.

(6) En vue de l'exécution des travaux, les facilités de circulation suivantes seront accordées à l'Entreprise :

BÉNÉFICIAIRES (6)	DÉSIGNATION (6)	NOMBRE	PARCOURS	DURÉE
1 ^o A l'entrepreneur ou son représentant	Permis de circulation 1 ^{re} 2 ^e classe Carte de circulation 1 ^{re} 2 ^e classe	par semaine	Dunkerque/Lille Dunkerque/Bourbourg	1 mois
2 ^o Au personnel de maîtrise	Permis de circulation 1 ^{re} 2 ^e classe Carte de circulation 1 ^{re} 2 ^e classe	par semaine		
3 ^o Au personnel ouvrier	Carte de circulation hebdomadaire en 3 ^e classe Permis de circulation en 3 ^e classe	4 par semaine	Parcours indiqués aux § 2 et 3 de l'art. 5 de l'annexe n ^o 1 du cahier des prescriptions communes.	

(1) Timbre du Service qui passe la commande.

(2) N^o de code de l'unité qui suit l'exécution du marché (Arrondissement, Section, District, Magasin).

(3) Emplacement des travaux (ligne: gare, etc.).

(4) Titre du projet.

(5) Nom, raison sociale et adresse de l'entrepreneur ou du fournisseur.

(6) Biffer les mentions inutiles.

(7) Titre ou fonction, service, adresse, etc...

(8) Timbre et signature de l'autorité compétente pour approuver la commande.

Nom et adresse de l'inspecteur de la main d'œuvre des Transports auquel l'Entrepreneur doit adresser l'horaire prévu par l'art. 4 du décret du 19 Novembre 1936, réglant les modalités d'application de la loi du 21 Juin 1936.

M. DULAC EN GARE DE LILLE

N° ordre	N° Série	Indication des ouvrages	unité	quantité	prix	dépenses
LOGEMENT 28 AVENUE FOCH à MALO LES BAINS- REFECTION DES PEINTURES INTERIEURES & TENTURE ET PEINTURES EXTERIEURES-						
1	I000 I084 I107x2	SUR PLAFONDS-CHAMBRES-COUR COUVERTE-1°ETAGE-CHAMBRES- SALLE DE BAINS-2°ETAGE- Brossage, rebouchage et 2 couches badigeon à la colle en blanc	M2	125.61	4.85	609.20
2	I000 I205 I041 I029 I204x2	SUR PLAFONDS-1°ETAGE:CUB INE- ARRIERE-CUISINE- Brossage, impression, enduit au mastic, 2 ponçages à sec, et 2 couches peinture à l'huile	M2	15	18.05	270.75
3	4015 I019 I205 I041 I039x2 I204x2	SUR MURS:2°ETAGE:CHAMBRES- SALLE DE BAINS-1°ETAGE:CUB INE- ARRIERE-CUISINE-W.C.-SALLE MANGER-SALLE DE JEUX-INTERIEURS PLACARDS- Grattage à vif anciens papiers, lessivage compris égrenage, impres- sion, enduit au mastic, 2 ponçages à sec et 2 couches de peinture à l'huile	M2	170.26	26.50	4.511.90
4	4015 4017 I005 I029 I107 4023	SUR MURS:2°ETAGE:CHAMBRES- 1°ETAGE:SALLE A MANGER-PETITE- CHAMBRE- Grattage à vif anciens papiers, rebouchage des trous au plâtre et à la colle, égrenage, ponçage, encollage et collage papiers tenture fournis par la SNCF	M2	135.55	15.45	1.625.15
5	4015	Papiers de préparation fournis et collés rouleaux		50	8.20	410.00
6	4025	Collage de bordures jusqu'à 0.06 de large		50	0.55	27.50
7	4027	Découpage de bordures droites		50	0.10	5.00
8	4029	Pose de baguettes fournies par la SNCF		50	0.80	40.00
à reporter						7.697.50

RÉGION NORD
VOIE ET BATIMENTS
MANDAT N°

11892

20/10/44

Report:

7.697.00

9	4035	Grattage à vif anciens papiers retombées plafonds	M2	12.89	2.60	33.50
10	1018 1039 1029 1204x2	SUR BOISERIES: 2° ETAGE: CHAMBRES- SALLE DE BAINS- 1° ETAGE: CHAMBRES- CUISEINE-ARRIERE-CUISEINE-W.C.- Lessivage compris égrenage, enduit dit ratissage, ponçage et 2 couches de peinture à l'huile	M2	119	18.05	2.147.95
11	1630	Rechampissage de plinthes	M2	70	0.45	31.50
12	1000 1012 1036 1310 1311	SUR MURS: COUR COUVERTE- Brossage, lavage, rebouchage et 2 couches Silexore ou similaire	M2	8.80	10.65	95.70
13	1506 1005 1022	SUR PLANCHERS: 2° ETAGE: CHAMBRES SALLE DE BAINS- 1° ETAGE: CHAMBRES CUISEINE-ARRIERE-CUISEINE-SALLE DE JEUX- Balayés et frottés, égrenage et lessivage à l'eau seconde	M2	115.14	5.65	650.55
14	1625	Nettoyage de cheminées en marbre	M2	4	3.90	15.60
15	1000 1054 1107x2	CAGE ESCALIER: 5° ETAGE: SUR PLAFOND- Brossage, rebouchage et 2 couches badigeon à la colle en blanc	M2	9.56	4.85	46.5
16	1018 1310 1041 1029 1311x2	SUR MURS: 5° ETAGE: LESSIVAGE y compris égrenage, 1° couche peinture Silexore ou similaire, enduit au mastic, ponçage à sec, et 2 couches peinture Silexore ou similaire	M2	16.69	25.10	418.90
17	1018 1039 1029 1204x2	SUR BOISERIES: 2° ETAGE: Lessivage y compris égrenage, enduit dit ratissage, ponçage à sec, et 2 couches de peinture à l'huile	M2	3.80	18.05	68.60
18	1018 1041 1029 1204x2 1206	XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX CAGE ESCALIER- SUR PLAFONDS & MURS- 2° ETAGE- 1° ETAGE- Lessivage y compris égrenage, enduit au mastic, ponçage à sec, 2 couches peinture à l'huile et pochage	M2	91.22	22.55	2.058.00

à reporter:

15.242

				Report:			
19	I205	Peinture 1 couche impression à l'huile sur parties neuves	M2	12.11	2.65	32.10	13,242.90
20	I408	Façon de coupe de pierre sur murs	M2	65.55	7.00	458.90	
21	I017 I037 I411x2	Sur anciennes boiseries vernies Lessivage en conservation des fonds, rebouchage au mastic au vernis et 3 couches vernis supérieur	M2	114.77	29.55	3,391.45	
22	I204x2 I402	Sur portes 2 ^e étage et rez de chaussée 2 couches peinture à l'huile et façon décors (travaux soignés)	M2	5.67	12.50	69.75	
23	I505 I038 I205 I041 I029x2 I204x2	SUR PLANCHERS ET ESCALIERS. Balayés et frottés, lessivage y compris égrenage, impression, enduit au mastic, 2 ponçages et 2 couches peinture à l'huile	M2	40.64	24.50	987.55	
24	I034	VESTIBULE ENTREE-SUR PLAFOND ET MURS-BOISERIES. Lessivage avec soin pour conservation	M2	50.11	1.50	80.15	
25	I018 I039 I029 I204x2	BOISERIES EXTERIEURES. FACADE RUE. Lessivage y compris égrenage, enduit dit ratissage, ponçage et 2 couches peinture à l'huile	M2	68.32	18.05	1,233.15	
26	I018 I205 I042 I033 I204x2 I402 I411	SUR PORTE ENTREE. Lessivage y compris égrenage, impression, enduit au blanc de zinc, ponçage à l'eau, 2 couches peinture, façon de décors bois (travaux soignés) et 1 couche vernis supérieur	M2	5.04	45.10	227.50	
27	I028 I515x2	SUR PARTIES METALLIQUES. Martelage et brossage y compris impression au minium et 2 couches peinture spéciale métallique	M2	0.78	18.00	14.05	

19,737.50

Application des indices C et B de l'article 5 soit:
1.15 sur le quantum de M.O. 55 % pour sujétions résultant des embarras de toutes natures meubles etc... et pertes de temps inhérentes à la situation des lieux
soit: 19,737.50 x 0.15 x 0.55

1,628.50

Report:

21.565.60

Majoration 592 % (baisse 10 % déduite) 85.753.15

106.138.75

SOMME APPROXIMATIVE: 107.000 F.

MONNAIE-MATIERE

250 K. peinture à l'huile famille II

ENTREPRISE GÉNÉRALE

MÉCANIQUE • ÉLECTRICITÉ • RADIO

25069

L.T. GREENHILL

91, Rue de l'Hôtel-de-Ville, 91

MALO-LES-BAINS

Compte Chèques Postaux :
LILLE 141.83

R. C. Dunkerque N° 548

Tél. Dunkerque 641

Doit

la S.N.C.F.

Circonscription SES de DUNKERQUE

VERIFIÉ

Paris 15 SEP 1948

La Case de la Subdivision
de la Comptabilité,

ravaux relatifs à la commande n° 3927 du 26.7.47
concernant l'installation de l'E.E. du logement du
Chef de district "Bâtiment" de Dunkerque

Quantités	DÉTAIL DES FOURNITURES		PRIX UNITAIRES	MONTANT NET
21A10	F. & P. douille D.B. back.	I6	7	105,00
7DI	tube de II garni de 2 fils I2/I0	22	7,60	167,20
7D4	tube de I3 garni de 3 fils I2/I0	48	9,50	456,00
7D6	tube de I6 garni de 2 fils 20/I0	35	10,00	350,00
I4B2	fils souple	26	3,10	80,60
7C3	fils 20/I0	4	2,50	10,00
7CI	2 fils de I2/I0	31	1,70	52,70
2IDI	rosace de plafond	4	4,60	18,40
2ICI	raccord terminus	4	0,30	1,20
20A2+20AI9	interrupteur va et vient back.	7	8,92	62,44
20AI+20AI9	- simple back.	11	7,87	86,57
7B63	boîte de dérivation	8	7,50	60,00
7B66	P.V. pour entrée supplémentaire	6	0,90	5,40
2ID4	F. & P. rosace à raccord droit	3	3,80	11,40
2IE7	- patère bois	19	2,00	38,00
4D7	Percement dans bois	8	2,00	16,00
I9D2	F. & P. dijoncteur de 10 amp. bip.	I	249,00	249,00
7B20	- entrée pipe crosse de I6	2	1,50	3,00
22C6	- diffuseur de 300	5	85,00	425,00
20D2	- prise de courant bip. 10 amp.	4	9,30	37,20
4D3	Percement de mur	15	26,00	390,00
I5DI4	F. & P. dominos bipolaires	5	1,30	6,50
I5DI3	- dominos unipolaires	5	1,00	5,00
2IEI	- tableaux de 50/70	3	1,50	4,50
2ODI	- prise de courant de 5 amp.	4	4,80	19,20
I9C2	- coupe-circuit bipolaire 5 amp.	I	5,30	5,30
22DI	- monte et baisse	I	12,50	12,50
22B9	- abat-jour tôle	I	4,50	4,50
I5DI	- borne à canon	16	1,80	28,80
22D5	- applique col de cygne	2	7,80	15,60
I4A4	- fil souple à 3 cond.	25	3,50	87,50
20A23	- poire va et vient	2	10,00	20,00
7D3	- tube de I3 garni de 2 fils I6/I0	52	8,40	436,80
Total fascicule III				3271,31
Fournitures en prix convenus				
2	sonneries de IIO V		282,00	564,00
I	interrupteur D.A. à encastrer			228,00
2	poires de sonnerie		62,00	124,00
Total des fournitures				916,00

RECAPITULATION

Fascicule III
Majoration 625 %
Prix convenus

3.271,31 ✓
20.445,68 ✓
916,00 ✓

TOTAL
ARRONDI A

24.632,99 ✓
24.633,00
=====

Vingt quatre mille six cent trente trois francs;
Valeur en votre règlement S.V.P.

Montant de la facture: 24.633.

Application de la F.R. n° 3927.1 du 5.5.48

24.633 x 0,0695 =

bon

à déduire : ac. versé :

reste dû :

1.712

36.345

20.000

6.345

Attachement n° 63 du 5.8.48

Comptabilité N° 447

de la Facture 273.

C° 3927 du 16.7.47 et F.R. 3927.1 du 5.5.48

de M. le C. A. V.

du 30.4.48

VU POUR APPROBATION

A Dunkerque, le 17.8.48

Le Contrôleur S. E. S. :

R. Dubouche

TRANSMIS POUR
PROPOSITION DE PAIEMENT

DUNKERQUE, LE 17.8.48

LE CHIEF de SECTION

[Signature]

Décompte n° 15887

à ... Lille ...

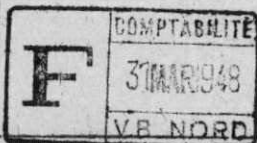
Pièces jointes:

1 Lettre1 C.A.TV 1113

Le décompte rappelé en marge fait l'objet des observations ci-dessous.

Veuillez faire revoir et me renseigner le plus rapidement possible.

Re- père	Observations	Réponse aux observations
1	Humble qui une couche de peinture a été faite en trop car 3 couches de peinture à l'huile correspondent pas à un travail normal. Revoir.	Il s'agit d'un logement qui a été exploré au intérieur plusieurs fois et à proximité des locataires. L'état des briques a nécessité ces travaux qui ont été contrôlés et lui a été communiqué.
2	Une couche de vernis bien appliquée semble suffisante. Revoir et justifier.	— d° —



TRANSMISSIONS

Comptabilité à service local

Retour à la Comptabilité

	Date	Visa		Date	Visa
Chef de la Subd ^{on} de la Cté à C.A.	23 MARS 1948	1	Chef de district à Chef de Son	24/3	H.
C.A. à Chef de Son			Chef de Son à C.A.	25/3	
Chef de Son à Chef de district			C.A. à Chef de Subd ^{on} de la Cté	23/3	18

Nouveau Roussel

ENTREPRISE DELAVA

MAISON FONDÉE EN 1884

14 & 18, RUE VANDERHAGHEN

HAUBOURDIN

C. C. P. LILLE 22.276 — TÉLÉPHONE 0.12

R. C. LILLE 27.363

Facture N° 648

15.887

PEINTURE-DÉCORS-VITRERIE

COULEURS — VERNIS — DROGUERIE

PRODUITS CHIMIQUES

TRAVAUX A FORFAIT

DEVIS SUR DEMANDE

SOCIÉTÉ NATIONALE des
CHEMINS de FER FRANÇAIS

Section de DUNKERQUE

Doit

Monsieur DEMIAUTTE Chef de District "Batiments" à DUNKERQUE

LE 28 Octobre 1947

Exécution de la Lettre de
Commande N° 3848 du 12.7.47

LOGEMENT Avenue FOCH N° 28
à MALO-les-BAINS

Réfection et Appropriation
des peintures intérieures,
extérieures et Tentures.

Travaux exécutés aux prix
et conditions de la Série
de prix SNCF "Batiments"
édition 1940 fascicule J
avec application d'une
majoration de 392 %

SUR PLAFONDS:

Brossage, lavage de blanc à
la colle, rebouchage au mastic
à la colle, et badigeon à
la colle en blanc 2 couches.

1000-0 70)

1018-1 00)

1034-1 05)

2x1107-3 10) 5.85 -

Chambre enfants

4 80 4 38

21 02 P -

plafond fenêtre

1 10 0 30

0 33

déd. cheminée & placard

2 82 0 34

0 96 -

P

" emp. entrée

1 36 1 17

1 59 -

Retombées de plafond:

4 80+4 38+3 36+1 20+1 67+
0 34=

15 75 0 43

6 77 -

Chambre ~~enfants~~ parents

4 78 4 53

21 65 - P

plafond fenêtre

1 10 0 28

0 31

déd. cheminée & placard

2 90 0 34

0 99 -

Retombées 4 78+4 53+3 68+
2 83=

15 82 0 46

7 28 -

à reporter

3 54

57 36 -

VERIFIÉ
- 1 AVRIL 1948
Le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité,
[Signature]

				reports	3 54 - 57 36 -		
Chambre 1° Etage s/rue	4 55	4 37			I 9 88 - P		
déd./placard & cheminé	2 96	0 35		I 04 -		P	
retombées 4 55+4 37+0 63+							
0 82+I 18+0 35+I 67=	I 3 57	0 50			6 79 -		
	2 62	0 09			0 24 -		
Bureau	4 50	2 18			9 81 - P		
retombées 2x4 50+2x2 18=	I 3 36	0 50			6 68 -		
	I 37	0 13			0 18 -		
déd.emp.chassis	I 37	0 50		0 69 -			
Salle-à-Manger	4 81	4 48			21 55 - P		
déd.placard & cheminée	2 83	0 35		0 99 -		P	
" emp.entrée	I 74	I 27		2 21 -		P	
Retombées I 20+0 35+I 69+							
3 08+I 74+I 27+3 22+2 44=	I 4 99	0 52			7 79 -		
	2 03	0 20			0 41 -		
Cuisine	3 47	2 49			8 64 - P-		
Arrière-Cuisine	2 18	2 51			5 47 - P-		
	0 75	0 37			0 28 - P-		
W-C.	0 83+I 05	I 04			0 98 - P-		
Cour suspendue	2						
	I 46	I 12			I 64 - P-		
Vestibule 2° étage	2 14	I 02			2 18 -		
" 1° étage	3 54	I 14			4 04 -		
Cage escalier 3 66+I 65=	5 31	I 80			9 56 -		
	I 00	I 80			I 80 -		
	2 30	0 76			I 75 -		
	0 82	I 77			I 45 -		
	2 57	0 76			I 95 -		
	0 94	I 74			I 64 -		
	2 35	0 76			I 79 -		
	0 82	I 78			I 46 -		
	2 30	0 76			I 75 -		
	2 00	I 77			3 54 -		
	2 00	0 76			I 52 -		
	I 02	0 76			0 78 -		
				8 47 -	I 82 91 -		
					I 74 44 - 5 85		I 020.45 -
					=====		
SUR MURS 2° ETAGE:				4013-2 60)			
Grattage à vif anciens papiers				4017-I 10)			
rebouchage des trous au plâtre				1003-I 70)			
et à la colle,égrenage,ponçage,				1029-0 95)			
encollage,et collage de				1107-I 55)			
papiers tenture.				4023-5 55)	I 3.45 -		
Cheminée I 20+0 34=	I 54	I 23			I 89 -		
(Chambre enfants)	0 54	0 85			0 46 -		
	0 21	0 85			0 18 -		
I 67+3 44+I 24+0 30+							
3 21+2 00+I 36=	I 3 22	2 10			27 76 -		
	3 23	0 82			2 65 -		
				à reporter	32 94 -		I 020 45 -

Chambre Parents

3 78+3 56+3 24+I 67=

I2 25 2 07
0 84 I 20
I I9 I I4
0 I9 0 9I
2 07 0 34
0 2I 0 9I

25 36 -
I 0I -
I 36 -
0 I7 -
0 70 -
0 I9 -

6I 73 - I3,45
=====

830,25 -

SUR MURS I° ETAGE:

Rebouchage des trous au plâtre
et à la colle,égrenage,ponçage
encollage,et collage de papiers
tenture.

40I7-I IO)
I003-I 70)
I029-0 95)
II07-I 55)
4023-5 55) I0.85

CHAMBRE S/RUE:

4 55+4 37+0 63+0 82+
I 67+0 35=

I2 39 2 55
0 25 0 9I
I I8 I 60
2 50 0 99
2 50 0 96

3I 59 -
0 46 -
I 89 -

déd.I porte
" I "

2 47 -
2 40 -

BUREAU 2x4 50+2x2 I8=

I3 36 2 54
2 50 I 00
2 50 0 98
I 89 I 37

33 93 -

déd.I porte
" I "
" I chassis

2 50 -
2 45 -
2 59 -

SALLE-A-MANGER:

I 69+3 08+I 27+0 77+3 22+
0 88+0 65+0 08+0 35=

II 99 2 55
0 97 0 23
0 96 0 25
I 96 0 55
I 20 I 6I
2x 0 27 0 92

30 57 -
0 22 -
0 24 -
I 08 -
I 93 -
0 50 -

I2 4I - I02 4I -
90 00 - I0 85
=====

976 50 -

SUR MURS CUISINE:

Lessivage à l'eau seconde,
enduit au mastic,ponçage à sec,
impression 2 couches peinture
à l'huile,et application I couche
peinture vernissée fournie par
SNCF.

I022-3 55)
I04I-6 60)
I029-0 95)
I203-2 65)
I204-3 IO)
I204-3 IO)
I3I4-3 00) 22.95

I I6+0 38+0 94+0 62=

3 47 I 85
3 IO 0 85
0 98 0 29
I 95 0 I7
0 77 0 55
I IO I 58
I 2I 0 08
I 03 0 22

6 42 -
2 64 -
0 28 -
0 33 -
0 42 -
I 74 -
0 IO -
0 23 -

reports

I2 I6 "

2 827 20 -

Intérieur cheminée 2x I 06 0 79
I 06 0 06
0 79 0 09

0 84 -
0 I3 -
0 07 -

Soubassement 3.47+I I6+0 38+
0 94+0 62= 6 57 0 65
0 95 0 56

4 27 -
0 53 -

I8 00 22,95

4I3 IO -

=====

S/PLAFOND SALLE-DE-BAINS: I022-3 55)
Lessivage à l'eau seconde, I039-4 35)
ratissage,ponçage,et 2 couches I029-0 95)
de peinture à l'huile. 2xI204-6 20)I5,05 -

4 57 I 80
I IO 0 28

8 23)-
0 3I)-

8 54- I5,05

I28 55 -

=====

S/MURS SALLE DE BAINS: 40I3-2 60) ✓
Grattage à vif anciens papiers I022-3 55) ✓
lessivage à l'eau seconde, I203-2 65) ✓
impression,enduit au blanc de zinc, I04I-6 60) ✓
ponçage à sec,et 2 couches de I029-0 95) ✓
peinture à l'huile. 2xI204-6 20)22,55 -

2x4 57+2xI 80= I2 74 2 56
déd.I porte 2 29 I 00
" I " 2 29 0 96
" I chassis I 77 I 23

2 29)-
2 20)-
2 I8)-

32 6I -

6 67 -

25 94 - 22 55

584 95 -

=====

S/BOISERIES INTERIEURES: I0I8-6 55)
Lessivage y compris égrenage, I039-4 35)
enduit dit ratissage,ponçage, I029-0 95)
et 3 couches de peinture à l'huile en 2 tons. 3xI204-9 30) 11
I207-0 85)22.00 -

2° ETAGE: Chambre Enfants:

porte 2 30 0 98
Chassis I 75 I IO 2/3
épais/ 2xI IO+I 24= 3 44 0 05
ébras/ 2x I 75 0 35
tablette I 23 0 37
Double-porte placard 2x 2 I9 I 45
dessus placard 0 54 I 6I
batis 2 2I 0 08
2 2I 0 07

2 25 -
I 28 -
0 I7 -
I 23 -
0 46 -
6 35 -
0 87 -
0 I8 -
0 I5 -

Plinthes: 4 75+4 38+0 38+
3 44+I 67+0 54+0 2I+0 30+
I 63= I7 30 0 I9

3 29 -

Chambre Parents

porte 2 30 I 00
" 2 30 0 97
Chassis I 72 I 09 2/3
" épais/ 2x I IO 0 05

2 30 -
2 23 -
I 25 -
0 II -

à reporter

22 I2 -

3 953 80 -

reports

22 I2 -

3 953 80 -

épais/ I 23 0 06
ébras/ 2x I 72 0 34
tablette I 24 0 33
Double-porte placard 2 I9 I 52x2
dessus placard 0 56 I 70
batis 2x 2 2I 0 08
Plinthes 3 78+3 56+4 73+
I 4I+0 30+0 20x2+0 54+I 67=
I6 39 0 I9

0 07 -
I I7 -
0 4I -
6 66 -
0 95 -
0 35 -

3 II -

SALLE-DE-BAINS:

I porte 2 29 I 00
I " 2 29 0 96
épais/ 2x2 I9+2x0 78= 5 94 0 04
Chassis I 75 I I0 2/3
" épais/2x0 95+I 24=3 I4 0 05
" ébras/ 2X I 75 0 34
tablette I 25 0 38
Plinthes 2x4 57+2xI 80=)
déd.portes I 03+0 96=) I0 75 0 I9
I porte grenier 2 I7 0 78
batis 2x2 I7+0 78= 5 I2 0 I2

2 29 -
2 20 -
0 24 -
I 28 -
0 I6 -
I I9 -
0 48 -

2 04 -

I 69 -
0 6I -

I° ETAGE:

Chambre s/rue I Porte 2 50 0 99
I " 2 50 0 96
Chassis partie vitrée 2 32 2 5I 2/3
" " pleine 2 5I 0 80
batis 2x3 I2+2 62= 8 86 0 I0
épais/ 2 3I 0 05
Double-porte placard 2x 2 56 I 48
dessus placard I 67 0 67
batis 2x 2 58 0 08
Plinthes 3 56+3 4I+0 63+
0 82+2x0 34+2xI 67+0 25+
0 62= I3 3I 0 I9

2 48 -
2 40 -
3 88 -
2 0I -
0 89 -
0 I2 -
7 58 -
I I2 -
0 4I -

2 53 -

Bureau I porte 2 50 I 00
I " 2 50 0 98
I. chassis 2 27 I 36 2/3
" tablette I 38 0 I9
" épais/ I 59 0 05

2 50 -
2 45 -
2 06 -
0 26 -
0 08 -

Plinthes 4 50+3 52+
2 I8+I I8= II 38 0 I9

2 I6 -

Salle-à-Manger I porte 2 50 0 97
I " 2 40 0 78
tableau porte 2x2 40+0 78=5 58 0 32
batis 2x2 40+0 96= 5 76 0 09
Chassis 2 25 I 85 2/3
batis 2x2 25+I 96= 6 46 0 II
Placard 2 F.double-porte 2 56 I 45
dessus placard I 62 0 67
batis 2x 2 56 0 08

2 43 -
I 87 -
I 79 -
0 52 -
2 78 -
0 7I -
7 42 -
I 09 -
0 4I -

Plinthes 0 6I+I 69+3 08+
I 27+0 77+3 22+2 69+0 83+
0 3I+I 64+0 3I+0 27= I6 69 0 I9

3 I7 -

à reporter

I02 I4 -

3 953 80 -

reports

IO2 I4 -

3 953 80 -

Cuisine Placard 2x 2 25 2 56
dessus porte 0 54 0 66
batis 2 25 0 08
I porte 2 50 0 97
I " 2 26 0 70
batis 2x2 26+0 70=5 22 0 09
Chassis I 95 I 86 2/3
Tablette I 98 0 IO

II 52 -
0 36 -
0 18 -
2 43 -
I 58 -
0 47 -
2 42 -
0 20 -

Cymaises 3 47+I I6+0 38+
0 94+0 62= 6 57 0 I5

0 99 -

Plinthes 2x3 47+I I6+0 38+
0 40+0 72+2x0 3I=IO 22 0 I9

I 94 -

ARRIERE-CUISINE

I porte 2 36 0 76
I " 2 31 0 93
Chassis I 87 I I3 2/3
" tablette I 20 0 I8
épais/ 2xI 27+2x0 97= 4 48 0 04
I 27 0 05

I 79 -
2 I5 -
I 41 -
0 22 -
0 I8 -
0 06 -

Sous-évier(I 35+0 48) 2 F. I 83 0 66
0 49 0 I5

2 42 -
0 07 -

rayon 2x I 44 0 3I
" 2x I 44 0 I3
" 2x 0 42 0 24

0 89 -
0 37 -
0 20 -

Plinthes 2x2 I8+I 76+2x0 37+
0 I5+I 45= 8 46 0 I9

I 61 -

W-C. porte I 96 0 78
batis 2xI 98+0 92= 4 88 0 I2
Siège 0 83+0 96 0 62
2

I 53 -
0 59 -
0 55 -

0 94 0 I3

0 I2 -

I38 39 - 22,00 3 044 60 -

=====

INTERIEURS PLACARDS:

Grattage à vif anciens papiers,
lessivage à l'eau seconde,
rebouchage, ponçage à sec, impression,
et I couche peinture à l'huile.

40I3-2 60)
IO2I-I 45)
IO35-I 50)
IO29-0 95)
I203-2 65)
I204-3 IO) I2,25 -

2° ETAGE:

Chambre enfants: 2 00 I 63
2x 2 00 0 30
rayons 6 F. x I 63 0 3I
plafond I 63 0 30
supports rayons 8x 0 30 0 05

3 26 -
I 20 -
3 03 -
0 49 -
0 I2 -

Chambre Parents 2 00 I 4I
2x 2 00 0 30
2 00 0 20
plafond I 4I 0 30
rayons 6 F. I 4I 0 35
supports 8x 0 30 0 04

2 82 -
I 20 -
0 40 -
0 42 -
2 96 -
0 IO -

I° ETAGE:

Chambre s/rue 2 43 I 67

4 06 -

à reporter

20 06 -

6 998 40 -

plafond	I 67 0 33	0 55 -
rayons 8 F.	I 67 0 32	4 28 -
supports IOx	0 32 0 04	0 13 -
<u>Salle-à-Manger</u>	2 60 I 64	4 26 -
plafond	I 64 0 30	0 49 -
rayons 8 F.	I 64 0 32	4 20 -
supports IOx	0 31 0 04	0 12 -
<u>Cuisine</u>	2 II 0 72	I 52 -
2x	2 II 0 31	I 31 -
rayons IO F.	0 72 0 33	2 38 -
supports IOx	0 72 0 04	0 29 -

39 59 - I2,25

485,00 -

=====

S/BAGUETTES DE RETOMBÉES DE
PLAFONDS ET TUBES C/FILS:

Impression et 2 couches de
peinture à l'huile. I203-2 65)
2xI204-6 20) 8,85 -

2° ETAGE:

Chambre enfants:

baguettes 3 36+4 38+0 38+
3 44+I 67+0 34+I 20= I4 77 - -B-
tubes 2 94+2 57= 5 51 -

Chambre parents:

baguettes 3 78+3 56+
3 58+I 20+I 67= I3 79 - -B-
tubes 0 93 -

Salle-de-bains:

tubes 2xI 30+2 00+0 73+
2 30+I 00+0 77= 9 40 -

1° ETAGE:

Chambre s/rue:

baguettes 4 55+4 37+
0 63+0 82+I I8+0 35+I 67=I3 57 - -B-
Tubes I 67 -

Bureau:

baguettes 2x4 50+2x2 I8)
déduire I 37) II 99 - -B-
tubes 2 70+2 40+0 40+
I I6+I 22+0 20= 8 08

Salle-à-Manger:

baguettes I 20+0 34+I 69+
3 08+I 27+I 74+3 22+0 08+
2 44= I5 06 - -B-
tubes I 92+0 88= 2 80 -

Cuisine:

tubes 3 47+I 82+0 30+
I 37+I 36+0 73+I 72= IO 77 -

Arrière-Cuisine:

tuyaux et tubes: 2 50+
I 30+0 73+0 35+2 55+
0 60+I 06+0 46= 9 55 -

II7 89x0 I5

I7 68 - 8 85
à reporter

I56 45
7 639 85 -

report

7 639 85 -

Egrenage, lessivage à l'eau seconde, rebouchage, ponçage, et 2 couches de peinture à l'huile. I003-I 70)
I022-3 55)
I035-I 50)
I029-0 95)
CHAMBRE 2° ETAGE (parents) 2xI204-6 20) I3.90 -
Intérieur cheminée

" " 3x 0 95 0 95 0 90 -
déduire 0 95 0 21 0 60 -
0 27 0 27 0 07 - 0 53 -

SALLE-A-MANGER

Intérieur cheminée 0 92 0 99 0 91 -
2x0 99+0 92= 2 90 0 25 0 73 -
0 92 0 28 0 26 -
déduire 0 30 0 30 0 09 - 0 17 -

ARRIERE-CUISINE:

Murs 2 I8+I 76+0 37+ 5 87 2 64 I5 50 -
0 81+0 60+0 I5= 0 76 0 43 0 33 -
I I3 0 54 0 61 -
I I3 0 20 0 23 -
0 93 0 50 0 47 -
I 47 I 46 2 I5 -
I 83 0 73 I 34 -
I 35+0 48=
W-C. I 04+0 83+I I2= 2 99 2 I0 6 28 -
2xI 95+0 92= 4 82 0 I3 0 63 -
I 03 0 I4 0 I4 -

30 92 - I3 90 429 80 -

Grattage, brossage, lessivage à l'eau seconde, et 2 couches de peinture Silexore ou similaire.

I 5I+0 40+0 I5+0 2I= 2 27 2 I8 4 95 -
I 35 0 I2 0 I6 -
0 97 0 I2 0 I2 -
2x2 07+0 94= 5 08 0 06 0 30 -

5 53 - II 30 62 50 -

S/MURS CAGE ESCALIER:

Lessivage à l'eau seconde, enduit dit ratissage, ponçage, 2 couches peinture huile, pochage, et façon de coupe de pierre en peinture épaisse. I022-3 55)
I039-4 35)
I029-0 95)
2xI204-6 20)
I206-2 05)
I408-7 00) 24.I0 -

VESTIBULE 2° ETAGE:

2xI 02+0 7I+0 26+0 78+ 4 I8 I 73 7 23 -
0 39= 0 44 0 94 0 41 -
0 45 0 98 0 44 -
0 45 0 99 0 45 -

VESTIBULE I° ETAGE:

2xI I4+0 86+2x0 42+I 00+ 5 54 2 26 I2 52 -
0 56=

à reporter 2I 05 -

8 I32 I5 -

reports

2I 05 -

8 I32 I5 -

CAGE ESCALIER

0 77 I 00
0 77 0 96
0 79 0 94
0 95 I 24
0 90 0 38
I 73+0 38 I 45
2
I 72 I 00
0 5I I 72
I 25 0 II
I 72 0 94
I 90+I 72 I 70
2
2 I7 0 84
I 43 I 35
0 43 2 I7
0 72 2 I7
2 I7+2 02 I 74
2
2 27 0 95
2 27 0 80
0 94 I 25
2 27 0 87
I 54+2 27 I 66
2
I 72 0 86
I 76 0 40
0 9I I 38
I 76 0 7I
I 76+I 34 I 80
2
2 I8+I 34 0 93
2
I 04 0 93
I 48 0 06
2 42 0 23
2 40 2 00
2 40+I 32 I 67
2
I 32 0 76

0 77 -
0 74 -
0 74 -
I I8 -
0 34 -
I 53 -
I 72 -
0 88 -
0 I4 -
I 62 -
3 08 -
I 82 -
I 93 -
0 93 -
I 56 -
3 65 -
2 I6 -
I 82 -
I I8 -
I 97 -
3 I6 -
I 48 -
0 70 -
I 26 -
I 25 -
2 79 -
I 64 -
0 97 -
0 09 -
0 56 -
4 80 -
3 II -

I 00 -

73 62 - 24, IO I, 774, 25. -
=====

S/MURS CAGE ESCALIER 3° ETAGE:
Lessivage à l'eau seconde,
rebouchage au mastic à l'huile,
ponçage à sec, et 2 couches de
peinture Silexore ou similaire.

I022-3 55)
I035-I 50)
I029-0 95)
I3I0-3 90)
I3II-3 55) I3.45 -

2 03 2 74
2
2 03 0 80
2 07 I 83
2 07 I 70
2 07+I 24 3 00
2

2 78 -

I 62 -
3 79 -
3 52 -
4 97 -

à reporter

I6 68 -

9 906 40 -

- IO -
reports

I6 68 -

9 906 40 -

0 27 I 24
I 22 0 08
0 26 0 30

0 33 -
0 IO -
0 08 -

I7 I9 - I3,45

23I 20 -

=====

S/BOISERIES CAGE ESCALIER:

Lessivage à conserver,
raccords, et I couche de
vernis supérieur.

IOI7-5 25)
I4II-4 80)
I208-I 50) II 55 -

(I Porte vestibule 2° étage 2 I8 0 80
{ batis 2x2 I8+0 80= 5 I6 0 I6
2 semblables 2 57

I 74 -
0 83 -
5 I4 -

(I porte vestibule I° Etage 2 39 0 80
{ batis 2x2 39+I 00= 5 78 0 I7
2 semblables 2 89

I 9I -
0 98 -
5 78 -

Lambris 2° Etage:

I 02+0 77+0 25+I 02+0 86+
0 53= 4 45 I 00

4 45 -

Lambris Vestibule I° Etage:

I I4+0 87+2x0 4I+I I4+
I 00+0 68= 5 65 I 00

5 65 -

CAGE ESCALIER:

Plinthes I 20+I 80+2 24+
2 00+I 00=

I. chassis I 74 I II 2/3

ébras/ 2xI 74+2xI II= 5 70 0 36

Chassis I 32 I 35 2/3

Garde-corps 2x I 24 I 24

I fenetre I 38 0 83 2/3

tablette I 40 0 I5

Porte cave 2 09 0 73

déd.vitrage 0 98 0 66 I/3

batis 2x2 09+0 73= 4 9I 0 I3

Porte Appartement R.d.C. 2 40 0 77

batis 2x2 40+0 98= 5 78 0 I7

I Porte 2° étage 2 6I I 25

déd.vitrage I 60 I 07 I/3

épais/ 2x2 09+I I8= 5 36 0 05

I double-porte R.d.C. 3 22 I 33

déd.vitrage 2 I7 I 25 I/3

ébras/ 2x3 22+I 54= 7 98 0 32

Lambris 33 24 I 00

Cloison cave 2 I4 2 4I

Escalier: balustre départ I I7 0 33

75 balustres x 0 72 0 I5

Main-courante I7 20 0 I9

Limon I7 20 0 38

faux-limon I IO 0 2I

I 24 -
I 29 -
2 05 -
I I9 -
3 08 -
0 76 -
0 2I -

I 53) -
0 22) -
I 3I -
0 64 -
I 85 -
0 98 -

3 26) -
0 57) -
2 69 -
0 27 -

4 28) -
0 90) -
3 38 -
2 55 -

33 24 -

2 58 -

0 I7 -

0 39 -

8 IO -

3 27 -

6 54 -

0 23 -

I04 49 II,55 I 206 85 -

à reporter

II 344 45 -

S/BOISERIES VESTIBULES:

Lessivage à l'eau seconde,	I022-3	55)		
enduit, ponçage, 2 couches peinture	I04I-6	60)		
façon décors bois (travaux soignés)	I029-0	95)		
et 2 couches de vernis supérieur.	2xI204-6	20)		
	I402-6	10)		
I Double-porte vestibule	2xI4II-9	60)	33,00	x) 2
2° Etage	2 72 I 23	3 35)		
déd.vitrage	I 62 I 09 I/3	0 59)	2 76 -	
I Porte vestibule I° étage	2 03 0 95	I 93)		
déd.vitrage	I 04 0 80 I/3	0 28)	I 65 -	
I porte v/cour	2 32 0 95	2 20)		
déd.vitrage	I 15 0 70 I/3	0 27)	I 93 -	
batis 2x2 32+0 95=	5 59 0 I3		0 73 -	
I porte I° étage	2 03 0 86		I 75 -	
batis 2xI 98+0 94=	4 90 0 06		0 29 -	
Porte entrée	3 25 I 67	5 43)		
déd.vitrage I/3	0 80 I 46	0 39)		
" " I/3 2x	0 43 I 06	0 30)	0 69)	4 74 -
épais/ 2x2 57+I 57=	6 7I 0 05		0 34 -	
			I4 I9 - 33,00	468 25 -
			=====	

Lessivage de peintures à conserver. I0I7-5.25

VESTIBULE-ENTREE:

Plafond	4 25 I 70	7 23 -		
P.V.refoulement moulure	9 20 0 25	2 30 -		
" " rosace		0 50		
Murs 2x4 25+I 70=	I0 20 3 43	34 99 -		
		45 02 -	5,25	236,35 -
		=====		

S/BOISERIES EXTERIEURES:

Egrenage, lessivage à l'eau seconde,	I003-I	70)		
enduit, ponçage à sec, et 3 couches	I022-3	55)		
de peinture à l'huile.	I04I-6	60)		
	I029-0	95)		
	3xI204-9	30)	22.10 -	x) 1
FACADE RUE:				
(Fenêtre	I 78 I I6 2/3	I 38 -		
(épais/ 4xI 24+0 95=	5 9I -0 05	0 30 -		
I semblable		I 68 -		
Auvents 2x	I 84 0 53	I 95 -		
Grandes consoles 4 de 2F	0 53 0 53	I I2 -		
	2			
Petites consoles 4 de 2F	0 27 0 25	0 27 -		
	2			
Chêneaux 7x	0 46 0 24	0 77 -		
Consoles chéneau:				
IIx0 50+4 50=	I0 00 0 20	2 00 -		
Porte-fenêtre	3 04 2 39	7 27)		
déd.vitrage	2 I2 2 39 I/3	I 69)	5 58 -	
batis 2x3 04+2 39=	8 47 0 I5	I 27 -		
	2 39 0 IO	0 24 -		

à reporter

I6 56 -

I2 049 05 -

Dessus volet mécanique	2 60 0 38	0 99 -
Balcon 2x3 73+4x0 70=	10 26 0 81	8 31 -
	0 30 0 17	0 05 -
4 00+2x0 73=	5 46 0 40	2 18 -
Fenêtre 1 ^o Etage	2 13 1 15 2/3	1 63 -
batis 2x2 I3+I I5=	5 41 0 23	1 24 -
Dessus volet 22 F.	1 30 0 23	0 60 -
Dessous balcon	3 80 0 75	2 85 -
Fenêtre R.d.C.	2 33 2 47 2/3	3 84 -
" cave 2x	1 17 0 42 2/3	0 66 -
Porte cave	2 09 1 00	2 09 -
déd.vitrage	1 20 0 75 1/3	0 30 -
batis 2x2 09+I 08=	5 26 0 12	0 63 -
Persiennes mécaniques:		
porte-fenêtre	3 15 2 50+50%	11 81 -
grande fenêtre	2 60 2 35+50%	9 17 -
petite fenêtre	1 90 1 25+50%	3 56 -
VERS COUR:		
Cour suspendue:		
porte W-C.	2 00 0 92	1 84 -
porte arrière-cuisine	2 16 0 73	1 58 -
batis 2x	2 06 0 10	0 41 -
tableau 2x2 08+0 74=	4 90 0 21	1 03 -
Garde-corps 2 F.	1 39 0 77	2 14 -

72 87 - 22,10

I 610 45 -

=====

S/PORTE ENTREE (face extérieure)	I003-I 70)	37.80 -
Egrenage, lessivage à l'eau	I022-3 55)	
seconde, enduit, ponçage, (3 couches	I041-6 60)	
peinture, façon de décors bois	I029-0 95)	
(travaux soignés) et 2 couches	3xI204-9 30)	
de vernis supérieur.	I402-6 10)	
	3 21 1 55 2xI411-9 60)	4 98 -
déd.vitrage	1 43 0 55 1/3 0 26)	
" " 2x	1 10 0 47 1/3 0 34)	0 60 -

4 38 - 37 80

I65,55 -

=====

S/PARTIES METALLIQUES:	I008-I.70)	
Grattage à sec et brossage à	I000-0 70)	
la brosse dure, et 2 couches de	2xI315-7 00)	9.40 -
peinture spéciale métallique.		

Tuyau descente eaux		
sur rue	3 32 0 15	0 50 -
	7 20 0 20	1 44 -
Tuyau vers cour	3 50 0 15	0 53 -
	2 09 0 29	0 61 -
Réservoir eaux W-C.	pour	0 10 -
Panneau porte entrée		
fer forgé 2x	1 01 0 38x2 F.	1 54 -
Grilles de cave 4x	1 15 0 45	2 07 -
4x	1 15 0 55	2 53 -
2x	1 18 0 06	0 14 -

à reporter

9 56 -

I3 825 05 -

- I3 -

reports

9 56 -

I3 825 05 -

4x
Vestibule-entrée:
Tuyaux 4 23+0 45+
0 30+2 42+2 05=

0 I2 0 05

0 02 -

9 45 0 I5

I 42 -

I0 90 - 9,40

I02 45 -

=====

S/PAREMENTS CIMENT FACADE RUE: I000-0 70)
Brossage, et 2 couches de I3I0-3 90)
peinture Silexore ou similaire. I3II-3 55) 8,15 -

Consoles 22 F. x 0 60 0 I5 0 99 -

2

Bandeau 7x 0 I6 0 I5 0 I7 -

Décoration linteaux 4x 0 56 0 20 0 45 -

3 60 0 I5 0 54 -

Clés d'arcs 2x 0 30+0 25 0 50 0 28 -

2

2 semblables I 27 2 54 -

Moulure 2 49 0 20 0 50 -

Sous-porte 2x 0 50 0 45 0 45 -

Consoles s/balcon 4x 0 56 0 85 I 90 -

Ebras/fenêtre:

4xI 68+2x0 46= 7 64 0 24 I 83 -

2x 0 50 0 46 0 46 -

Tuyau descente eaux I 57 0 I5 0 24 -

0 65 0 20 0 I3 -

I0 48 - 8,15

85,40 -

=====

S/SOUBASSEMENT FACADE RUE: I000-0 70)
Brossage, et 2 couches de peinture 2xI204-6 20)
à l'huile avec façon de coupe I406-3 70) I0.60 -
de pierre.

I 33+0 46+I 40= 3 I9 I 60 5 I0 -

2x 0 24 0 53 0 25 -

I 07 0 23 0 25 -

2x I 22 0 44 I 07 -

I 60 0 24 0 38 -

S/porte cave I 07 I 04 I II -

ébras/ I 04 0 23 0 24 -

2x I 94+I 60 0 76 2 69 -

2

Appui grande fenêtre 2 56 0 40 I 02 -

I2 II - I0,60

I28,35 -

=====

SUR MURS: (parossés) I626-I I0
Pose de baguettes fournies
par SNCF

Longueur reprise -B- page 7 69 I8 I I0

76,10 -

=====

à reporter

I4 2I7 35 -

report

I4,217,35

SUR PLANCHERS:
balayés et frottés,égrenage,
et lessivage à l'eau seconde.

I506-0 40)
I003-I 70)
I022-3 55)5 65 -

Surfaces reprises P pages I et 2

I03 I4

Vestibule 3° étage 2 05 I 80
" I° & 2° Etage 2xI 40 I 00
2x2 00 I 80
pas-de-portes 3x 0 80 0 I0
Paliers 2x I 80 0 70
I 80 0 66
Marches escaliers 58x 0 73 0 46
0 90 0 47

3 69 -
2 80 -
7 20 -
0 24 -
2 52 -
I 19 -
I9 48 -
0 42 -

I40 68 5 65
=====

794 85 -

TRAVAUX DE VITRERIE

Fourniture et pose de
vitrerie en verre I/2 double
sur parties verticales
sur bois.

2003 D=45.00

Cave I verre I I2 0 36

0 40 45,00

I8,00

Démasticage d'anciennes
feuillures sur parties
verticales même surface

2101 A=3.00

0 40 3 00
=====

I 20 -

I5 03I 40 -

Application des indices C et B de l'article 5 soit I I5
sur le quantum de M.O. pour sujétions résultant des
embarras de toute nature,meubles,etc. et pertes de temps
inhérentes à la situation des lieux

soit PEINTURE I5 012 20 - X 0 55x0 I5
VITRERIE I9 20 X 0 30x0 I5

I 238 50 -

0 85 -

I6 270 75 -

Majoration 392 %

63 78I 35

80 052 I0 -

SOMME ARRONDIE

80 052 00 -

=====

QUATRE VINGT MILLE CINQUANTE DEUX francs.

BAISSE LEGALE APPLIQUÉE

Attaché 104 Carnet n° 36

Compte proposé: 100.000^{fr}

Compte comptable n° **444**
N° de S^r de la F^r... **1282**
N° **3848** du **12-7-42**
de la **1^{re} section du 4^e Canton d'Alsace**
Importance **107000^{fr}**
Vu pour acceptation pour **80052^{fr}**
A Dunkerque, le **8-12-1942**
Le Chef de District B^r,
[Signature]

TRANSMIS POUR
PROPOSITION DE PAIEMENT

DUNKERQUE, LE **10/12/42**
LE CHEF DE SECTION.

[Signature]

REGION NORD
VILLE D'ALGER
MANDAT N°
111892

RÉGLÉ
le **3 MAI 1948**

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

R. C. SEINE 276.448 B

LETTRE DE COMMANDE N° 392

(1) Région Nord, Chef d'Arrondissement,
(2) 4^e Arrond' Section District

DU

19

(5)

16 JUIL 1947

Monsieur GREENHILL

91, Rue de l'Hôtel de Ville

MALO LES BAINS

(3) MALO LES BAINS
26, Rue du Maréchal Foch

Remise en état de l'installation d'éclairage dans le logement du Chef de District Bâtiments.

RI.PI 84.8051 et 020

Compte à débiter

Comme suite à votre lettre d'offres N° 70.647 du 10.6.47, dont j'accepte tous les termes, vous êtes priés de livrer les fournitures (6) et d'exécuter les travaux (6) ci-après, aux conditions précisées dans cette lettre et dont les principales sont résumées ci-dessous.
Dunkerque Imp. Paul Michel

QUANTITÉS	NATURE DES FOURNITURES OU DES TRAVAUX	PIÈCES JOINTES (6)
	Travaux et fournitures relatifs à la remise en état de l'installation d'éclairage électrique dans le logement du chef de District Bâtiments situé à Malo Les Bains 26, Rue du Maréchal Foch comprenant;	Cahier des charges spéciales Série de prix Détail estimatif fourni à titre de simple renseignement.
	La fourniture et pose de canalisations complètes sous tube, de boîtes de dérivation, de prises de courant, d'interrupteurs, de rosaces, de douilles, de suspension, d'appliques col de cygne, de lampes étanche, de fil souple, de coupe-circuits, de disjoncteurs, de diffuseurs, le percement dans la pierre dure, à exécuter aux prix et conditions de la série de prix signalisation avec application de la majoration indiquée ci-dessous.	DÉLAI D'EXÉCUTION 8 Jours PÉNALITÉ POUR RETARD /// PRIME POUR AVANCE /// PAIEMENTS C.C.P. LILLE 141.83
	<u>Toute baisse déduite.</u>	MODE DE LIVRAISON ///
		DESTINATAIRE: ///
Montant (6)	(SUITE AUDOS)) forfaitaire: 700.) approximatif: 26.550 frs) majoration: 625%) compris	9Kgs600 vieux cuivre 36 Pts tube 204 Pts appareillage
Prix (6)) fermes et non revisables) revisables aux conditions du Cahier des Charges spéciales	suivant formule admise par la S.N.C.F.

Avis important: Adresser toute la correspondance (y compris l'accusé de réception ci-joint) à M^r (7) **DUBOIS, Chef de Circonscription S.N.C.F.**

A DUNKERQUE

Adresser la facture à M^r (7)

-:-:-:-:-

MALO LES BAINS

26, Rue du Maréchal Foch.

Remise en état de l'installation d'éclairage électrique dans le logement du Chef de District Bâtiments de Dunkerque.

Série de prix signalisation :

I 7D2	F et P de canalisations complètes sous tube de tôle plombée de 13mm5	1e m	I20	7.80	936.00
2 7D4	-d°- avec 3 fils I2/I0	" "	40	9.50	380.00
3 7D5	-d°- sous tube plombée de 16mm	" "	52	9.00	468.00
4 7DII	-d°- " " " 23 "	" "	I2	14.10	169.20
5 7B62	F et P boîtes de dérivation	1a pièce	I6	6.80	108.80
6 7B66	" P.V. pour entrée supplém.	1a PV	I6	0.90	14.40
7 7B63	" boîtes de dérivation de I6	1a p	4	7.50	30.00
8 7B67	" P.V. pr entrée supplémentaire	1a P.V.	4	1.50	6.00
9 7B5	" entrée droite de 23	1a piè	I	0.80	0.80
10 7BI3	" pipes droites de 23	" "	I	2.30	2.30
11 20D2	" prises de courant IOA	" "	4	9.30	37.20
12 20DI	" de prises de courant 5A	" "	6	4.80	28.80
13 21E7	" patères bois pour tube	" "	36	2.00	72.00
14 20KI	" d'interrupteurs simples	" "	I2	7.50	90.00
15 20A2	" d'interrupteurs va et vient	" "	IO	8.50	85.00
16 20A3	" d'interrupteurs double allumage	" "	I	10.50	10.50
17 21DI	" de rosaces porcelaine	" "	7	4.60	32.20
18 21A2	" de douilles D.B.	" "	7	3.30	23.10
19 22DI	" de suspension	" "	I	12.50	12.50
20 22D5	" d'appliques col de cygne	" "	3	7.80	23.40
21 22D18	" de lampes étranches pour extérieures	" "	I	128.00	128.00
22 I4B2	" de fil souple torsadé 2 cond	1e m 7	EXXII	3.10	21.70
23 I9BI	" c/c gardy 5 A	1a piè	6	5.90	35.40
24 I9B2	" coupe circuits gardy IO A	" "	2	10.40	20.80
25 I9D2	" de disjoncteur IO A bipol.	" "	I	249.00	249.00
26 22C6	" de diffuseurs globe (albalite)	" "	4	85.00	340.00
27 22C7	" " " " de 340	" "	4	94.00	376.00
28 4D3	Percéments dans la pierre dure	1e trou	IO	26.00	260.00

3.958.10

Majoration de 625%..... 24.738.10

Total..... 28.696.20

Arrondi à 28.700frs

Pour la somme approximative de :

VINGT HUIT MILLE SEPT CENT CINQUANTE CENT FRANCS

3927 du 16.7.47 de Monsieur le Chef d'Arrondissement

26, rue du Maréchal Foch MALE-les-BAINS

Nature des travaux 25.7.47 au 3.8.47

Période d'exécution

11.440

Le Chef d'Arrondissement

$$V = \frac{0,40 \frac{SM-S_{0Mo}}{S_{0Mo}} + 0,15 \frac{Al-A_{10}}{A_{10}} + 0,10 \frac{A-A_0}{A_0} + 0,20 \frac{Ap-A_{10}}{A_{10}}}{1}$$

Date d'application (1)	Calcul de v (2)	v (3)	V (4)	I + V (5)	Fraction applicable du délai contractuel (6)	Coefficient de majoration (7)
25.7.47	$43.04 \times 1.4636 - 37.55 \times 1.4286$					
ou 1/3.47	37.55×1.4286	7.00	7.00	1.0700	7/10	0.7450
du 1.8.47	$43.04 \times 1.4596 - 37.55 \times 1.4286$					
ou 3.9.47	37.55×1.4286	6.84				
	$= 7.00$	-0.16	6.84	1.0684	3/10	0.3205
						1.0695
	$1 + V = 1.0695$					

RÉGION NORD
 VOIES NAVIGABLES
 MANDAT N°
 30552

REGION NO. 1
VOLUME 1
MAY 1952

